

RECHERCHES POUR LE DEVELOPPEMENT

**Série Sciences de l'Homme
et de la Société**

N°20-2024

Antananarivo - Madagascar

**Ministère de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche Scientifique**

ISSN 1022 – 8691

RECHERCHES POUR LE DEVELOPPEMENT

Série Sciences de l'Homme et de la Société

N°20

2024

**RECHERCHES
POUR
LE DEVELOPPEMENT**

Série

Sciences de l'Homme et de la Société

N° 20

1er semestre 2024

Membres du Comité de lecture :

- Pr RAMIARISON Claudine
- Pr RAKOTOARIVELO Marie Laure
- Dr RAHARIJAONA Nivoniaina Fahendrena
- Dr VOLAMPENO Sylviane

Ce numéro a été édité avec le concours de

Université d'Antananarivo

et

**Centre d'Information et de Documentation
Scientifique et Technique**

Toute correspondance concernant les publications
RECHERCHES POUR LE DEVELOPPEMENT
doit être adressée au :

**Centre d'Information et de Documentation
Scientifique et Technique
BP 6224 – Email : edition.cidst@gmail.com
Antananarivo - Madagascar**

ISSN 1022-8691

SOMMAIRE

Les subcultures jeunes dans la société Malagasy d’aujourd’hui

RAVELO Bruno Eugène Maxime, RAVELO Sophie Maria Angela Eugénie 7

L’évolution des finances publiques à Madagascar Analyse des procédures budgétaires et de la gouvernance publique

RANDRIANARIMANANA Verotahina Joséphine,
RAMAMONJISOA Rolland 19

Réflexions sur l’idéologie linguistique : implications, construction et efficacité

RAVELO Bruno Eugène Maxime, RAVELO Sophie Maria Angela Eugénie 39

Variété des confessions religieuses dans la société Malagasy : divergences et similitudes

NALY Cindy Vermeille, BELLA Christian 51

Analyse bibliométrique de la recherche en sciences biologiques de la revue « recherches pour le développement

Sylviane VOLAMPENO, Radonitsimba MIANDRY LALA, Nivoniaina
RAHARIJAONA 65

L’intégration par l’école : paradoxe du cas Malgache

RAVELO Bruno Eugène Maxime, RAVELO Sophie Maria Angela Eugénie 81

Migration scolaire et diversité culturelle dans les établissements scolaires Malagasy

RAFIDIMALALA Isabelle Odette, 102

Enjeux de l’émergence de nouvelles confessions religieuses à Madagascar

NALY Cindy Vermeille, BELLA Christian 116

Mise en compatibilité des outils de planification territoriale et du foncier pour une meilleure gestion foncière communale, cas de la Commune Urbaine d’Antsirabe

RANDRIAMAMPANDRY Cyrille, RAKOTONIRINA Solonjatovo, André
LARCENEUX, RASOLOMANANA Eddy 132

**Pour un soutien de la productivité des agriculteurs dans la région du
Vakinankaratra**

RASTEFANO Tsirilala Elie, RAMAMONJISOA Bruno,
RAZAFINDRAIBE Rolland, RANJATSON Patrick, RAVELO Maxime,
RAKOTOARISON Ainanirina,

158

LES SUBCULTURES JEUNES DANS LA SOCIÉTÉ MALAGASY D'AUJOURD'HUI

par

RAVELO Bruno Eugène Maxime, RAVÉLO Sophie Maria Angela Eugénie

Faculté Economie, Gestion, Sociologie, Université d'Antananarivo, Madagascar

Maitre de conférence

RESUME

Malgré sa tendance quelque peu mise de côté par les sciences sociales malagasy, la sous-culture ou subculture demeure une thématique à réflexions. Ainsi, appliquée à la problématique de la jeunesse, son étude a-t-elle révélé qu'elle est un canal permettant l'accès à une position sociale spécifique chez les jeunes malagasy. L'objectif de cette contribution est d'apporter une analyse du phénomène culturel à Madagascar dans la mesure où la question qui se pose est de savoir pourquoi les jeunes malagasy manifestent un intérêt grandissant pour les sous-cultures ? La méthode est basée à la fois sur une analyse de corpus et sur une technique vivante dont le fondement repose sur l'apport de nouvelles réflexions sur le thème. Les résultats montrent qu'un nouveau postulat apparaît, il s'agit de la sous-culture, qui est un capital au sens plein et ne devrait plus être perçue telle une simple résistance à la culture dominante. En d'autres termes, à l'instar des différents types de capitaux formellement catégorisés par Bourdieu (1980), cette sous-culture peut être et est efficacement mobilisée par la jeunesse dans le cadre de son intégration sociale.

Mots-clés : Sous-culture, Jeune, Capital, Hiérarchie sociale, Culture dominante.

ABSTRACT

Despite its tendency to be somewhat sidelined by malagasy social sciences, subculture remains a theme for reflections. Thus, applied to the problem of malagasy youth, his study revealed that it was a channel allowing access to specific social position among young malagasy people. The aim of this contribution is to provide an analysis of the cultural phenomenon in Madagascar to the extent that the question that arises is how to know why young malagasy people show a growing interest in subcultures? The method is based on both a corpus analysis and a living technique whose foundation rests on the contribution of new reflections on the theme. The results show that a new postulate appears, it is about the subculture, which is a capital in the full sense and should no longer be perceived as a simple resistance to the dominant culture. In other words, like the different types of capital formally

categorized by Bourdieu (1980), this subculture can be and is effectively mobilized by youth as part of its social integration.

Key words : Subculture, Youth, Capital, Social hierarchy, Dominant culture.

INTRODUCTION

Le concept de sous-culture ou de subculture désigne dans les sciences sociales une culture se différenciant des cultures dominantes. Il s'agit en effet d'un ensemble de valeurs, de représentations et de comportements spécifiques à un groupe social.

Cependant, cette notion se comprend difficilement si on ne la rattache pas à celle de « culture », entendue dans sa matérialité anthropologique comme l'ensemble de travaux définitoires étendus, la définition éclectique de E. Tylor¹ la représente comme « un tout complexe comprenant à la fois les sciences, les croyances, les arts, la morale, les lois, les coutumes et les autres facultés et habitudes acquises par l'homme dans l'état social » (Tylor, 1871).

Cette filiation à l'idée de culture en elle-même explique l'engouement de l'école de pensée culturaliste, à l'exemple de l'Ecole « culture et personnalité » pour cette notion. Il est en effet notoire que de nombreux culturalistes ont marqué de leur empreinte l'analyse des « sous-cultures » ou subculture si l'on entend éviter l'écueil du péjoratif que pourrait véhiculer le préfixe « sous ».

A travers la société malagasy d'aujourd'hui, sont relevés aisément, surtout chez la jeunesse, des phénomènes totalisants qui exposent des modes de pensée mais aussi d'action dont la spécificité induit une certaine particularité vis-à-vis de la culture partagée par la société globale. Les exemples courants de la mode vestimentaire ou encore des coupes de cheveux, sans oublier les goûts musicaux, paraissent à cet égard témoigner amplement de cette réalité que cette intervention entend analyser.

Les sciences sociales malagasy manifestent de tout temps un intérêt indigent, voire nul, pour cette question des sous-cultures, d'abord dans sa généralité, et ensuite, logiquement pour les « sous-cultures jeunes ». Cet état des choses semble provenir de l'amarrage de la recherche malagasy aux standards des réflexions françaises car si dans les sciences sociales anglo-saxonnes (Ecole de Chicago, le structuro-fonctionnalisme de Talcott Parsons, l'Ecole de Birmingham des Cultural studies), elle est très en vogue, cette notion reste peu utilisée en sciences sociales françaises. D'ailleurs, les œuvres classiques y afférentes, notamment celles de

¹ Fils d'un riche industriel, précurseur de l'anthropologie culturelle, il fut envoyé au Mexique pour se soigner étant malade et y découvrit des mœurs différentes qui l'inspirèrent. Autodidacte, il a arrêté ses études à 16 ans et est nommé professeur titulaire en 1896 sans aucun diplôme.

l'Ecole de Birmingham qui présente les « sous-cultures » dans une optique marxisante en tant que forme de résistance à la culture dominante (théorie classique) n'ont, pour la plupart, connu aucune traduction française.

Ces travaux dominants n'ont presque jamais exploré le terrain malagasy et cette dynamique classique de l'Ecole de Birmingham souffre ainsi que le déplore Cohen (1980), d'insuffisance méthodologique concrétisée dans le fait de ne pas atteindre le niveau d'analyse phénoménologique. D'après Clarke (1981), cette tendance classique d'aspect essentialiste et non contradictoire occulte les questions centrales de transformation, destruction et appropriation de ces sous-cultures. Cette appréhension, comme des entités rigides et statiques, conception pure et réifiée qui n'existe que dans l'abstraction de l'Ecole de Birmingham mais qui demeure cependant le modèle de référence des sciences sociales.

La présente contribution entend proposer à la suite de Thornton (1995), de lire la singularité des valeurs, normes, pratiques des jeunes par rapport à la culture normative. Il s'agit d'étudier le capital « sous-culturel » des jeunes. Cependant, l'étude n'ira pas jusqu'à l'idée de « post-sous-culturalisme » qui n'est autre qu'un abus de préfixe qui n'actualise pas la notion selon Muggleton (2000).

Cette approche particulière jette un regard nouveau sur le concept de « subculture » et oriente vers une meilleure compréhension de notre jeunesse. L'objectif de cette contribution n'est, en somme, autre que d'apporter une analyse originale du phénomène culturel à Madagascar. La question qui se pose est ainsi de savoir pourquoi les jeunes malagasy manifestent un intérêt grandissant pour les sous-cultures ? A cet égard, il semblerait que ces subcultures représentent des canaux par lesquels la jeunesse imagine son groupe social et sa société ; un moyen attribuant une position propre ou particulière dans le groupe social jeune.

MATERIELS ET METHODES

Méthode sociologique, anthropologique ou ethnologique ?

Afin de mieux saisir la logique de la méthode utilisée, il convient d'expliquer la différence qui existe entre sociologie et anthropologie (ou ethnologie dans le jargon français). A ce sujet, Bourdieu (1980), entre autres, avance l'inexistence de cette différence : « Le contenu et les dimensions de l'ethnologie vont encore mieux se préciser si l'on essaie de situer cette discipline par rapport à la sociologie. L'opposition entre les deux a été souvent vue comme un faux problème ou, comme le dit Bourdieu, une « fausse antinomie » [...] » (Lombard, 1994). Cette assertion, qui est également celle des anthropologues anglais, est la justification du recours à l'ethnologie dans le présent article.

Concrètement, selon Paugam (2018), la méthode ethnologique propose six (6) directives à suivre, à savoir :

- le séjour prolongé dans la communauté étudiée permettant de recueillir des informations grâce à l'observation participante ;
- la focalisation sur les activités quotidiennes ;
- l'intérêt porté au sens que les acteurs attribuent à leur action ;
- la production de comptes rendus donnant la priorité à la contextualisation et à la cohérence interne des phénomènes observés ;
- la tendance à concevoir le cadre interprétatif comme une construction progressive plutôt que comme la mise à l'épreuve d'un ensemble d'hypothèses définies à l'avance ;
- des modalités de présentation des interprétations mariant volontairement narration, description et conceptualisation théorique. (Paugam, ibid.)

Tandis que selon Rivière (2021), « L'anthropologie prend pour objet des unités sociales cohérentes et de faible ampleur qui, ou bien constituent un échantillon représentatif d'une société globale qu'on souhaite appréhender [...], ou bien ont une position originale par leur sous-culture spécifique [...]. La démarche consiste bien à extrapoler le global à partir du local par la saisie des rapports inter individuels et institutionnels, des principes d'organisation et de production, des valeurs dirigeant la vie commune ». Dans notre cas, nous nous sommes intéressés à un groupement d'étudiants que nous avons observés, en adaptant les précédentes recommandations ethnographiques et ethnologiques à la situation.

Un second point essentiel dans la réalisation de ce travail a été l'utilisation d'un corpus traitant le sujet en question. En ce sens, la documentation est d'une grande importance et ce sont, principalement, les écrits de Thornton (1995), qui ont servi de fil directeur.

Type de recherche et population

Il s'agit d'une recherche fondamentale et longitudinale, basée à la fois sur une analyse de corpus et sur une technique vivante dont l'objectif n'est autre que d'apporter de nouvelles réflexions sur le thème.

La zone choisie pour la réalisation de cette intervention ethnologique a été l'université d'Antananarivo. Les raisons en sont simples :

- c'est une université située dans la capitale de Madagascar, donc dans un milieu éminemment urbain ;
- c'est dans l'espace étudiant qu'il est plus aisé de rencontrer et d'observer les jeunes ;

➤ c'est un environnement pluriculturel à deux niveaux : on y croise des étudiants de tous horizons et ce sont des jeunes aux prises entre traditions familiales et mondialisation, souvent porteuse de changements radicaux.

La population que ces recherches se propose d'étudier est donc composée par une communauté de la jeunesse estudiantine.

L'espace méthodologique quadripolaire

Toute pratique méthodologique en sociologie ne saurait se limiter à un angle d'approche unique. Pour un maximum de scientificité, il doit se soumettre à une multi polarisation, le choix des modalités de ces pôles étant tributaire des chercheurs et de l'objectif de leur travail. Dans le cadre de la présente étude :

- le pôle technique correspond à une observation participante. Le mode d'investigation est celui de l'immersion au sein de la communauté. Il est à noter que l'observation est multiforme c'est-à-dire qu'elle est tout d'abord interne (auto-observation ou observation de son propre groupe), puis externe car tenant compte de la neutralité axiologique (observation d'un groupe extérieur), simple, continue, et finalement passive.

- le pôle épistémologique consiste en une approche ethnographique et phénoménologique ;

- le pôle théorique suit une logique hypothético-déductive et un modèle de type descriptif ;

- le pôle morphologique correspond à l'élaboration de types idéaux.

RESULTATS

Compte tenu de la méthodologie employée impliquant à la fois une analyse de corpus et des observations, les résultats sont divisés en deux grandes parties : la première est le compte- rendu des documents étudiés et la seconde, des observations sur terrain.

Le concept de sous-culture

Il s'agit d'un concept dont les origines quelques peu troublées ont influencé sur sa propre définition puis, sur son appréhension par les chercheurs qui en ont fait leur objet d'étude.

Sources

La culture représente le point de départ. Selon Morin (2014), elle est une fausse évidence, un mot qui semble un, stable, ferme, alors que c'est le mot piège, creux

somnifère, miné, double, traître. Mot mythe qui prétend porter en lui un grand salut : vérité, sagesse, bien vivre, liberté, créativité... Mais dira-t-on, ce mot est aussi scientifique. N'y a-t-il pas une anthropologie culturelle ? Et dit-on, une sociologie de la culture. L'apparition d'une culture morcelée ou des sous-cultures participa grandement à cette réalité que décrit Morin.

L'idée de sous-culture procède de la sociologie compréhensive du début du vingtième siècle à travers la définition de la culture proposée par Simmel (1999), et Park (1915), dérogeant à celle découlant de la modernité en tant que « fruit de la raison » selon Hegel (1993), ou Comte (2012). Cette remise en question de la Culture dans le sens moderne génèrera une distinction entre « culture cultivée » et « culture populaire » et conduira au final à l'idée d'une « culture morcelée ». Simmel (1999), laisse clairement entrevoir que plusieurs formes de culture peuvent exister car la société est conflictuelle (dialectique vide illustrée par la métaphore du double mouvement du pont et de la porte). C'est ce qu'il relate par l'« exemple du « Paradis de Dante » où le conflit est utile pour déployer la culture qui ne peut être totalement objectivée. Park (1915), (in « *The city : suggestion of human behaviour in the city environment* ») quant à lui, par le biais du concept de « région morale », recense dans les villes des zones où les codes moraux diffèrent en apparence de la société globale à travers les personnes plus ou moins excentriques et/ou exceptionnelles qui y résident, traite aussi d'une culture morcelée, bien qu'il n'utilise pas l'expression « sous-culture ».

Par la suite, le concept de sous-culture connaîtra une immense fortune dans la sociologie américaine car Park a ouvert la voie. Les auteurs de deuxième génération de l'Ecole de Chicago vont utiliser le concept pour l'étude de la déviance et de la délinquance. Il en sera de même de Parsons (1975).

Deux traditions domineront son étude : la tradition culturelle (voir les processus culturels et l'environnement qui poussent à la délinquance ; la manière dont les cultures marginales se créent et se transmettent ?) et la tradition anomique qui utilise les théories fonctionnalistes de Merton (1953), où se développent des théories sur les sous-cultures.

Définition

Milton (1947), fut le premier à définir clairement le concept dans son article célèbre « *The concept of subculture and its application* » comme « un concept utilisé afin de se référer à une sous-division d'une culture nationale, composée d'une combinaison de situations sociales qu'on peut appréhender en facteurs (factorable) tels que les classes sociales, les origines ethniques, les résidences régionales et

rurales ou urbaines et les affiliations religieuses, mais formant dans leur combinaison une unité fonctionnelle qui possède un impact intégré sur l'individu participant ».

Mais de façon plus générale, on désigne par sous-culture des modes de pensée et d'agir spécifiques à certains groupes qui, tout en partageant la culture globale, du fait de l'hétérogénéité sociale, impose des modèles moins contraignants. On peut distinguer les sous-cultures ethniques ou de classe, les sous-cultures délinquantes, homosexuelles, pauvre, jeune. Ici, c'est la sous-culture jeune qui nous intéresse.

S. Thornton et le capital sous-culturel

Après l'Ecole de Birmingham apparaît de nouvelles théories relatives aux sous-cultures. Dans cette dynamique, Thornton (1995), va étudier les clubs de danse (club culture) des jeunes qui sont des lieux de socialisation. Cette auteure valorise « l'idéologie sous-culturelle » qui représente à ses yeux un moyen par lequel les jeunes imaginent leur groupe social et leur société. Ce capital sous-culturel donne une position propre ou particulière à la personne adhérente à une sous-culture. C'est le public de la sous-culture qui attribue cette place. Pour elle, le capital culturel et « sous-culturel » fonctionnent identiquement. Ce sont les références culturelles qui diffèrent. Elle avance que ce capital sous-culturel est vulgarisé par les médias. Sa vision innove tout en s'enracinant dans la pensée bourdieusienne qui théorisa le capital culturel.

Variables et indicateurs sous-culturels chez les jeunes

Par définition, les variables sont des informations qui caractérisent un trait de la réalité observée. Dans ces travaux, ce sont ces variables elles-mêmes qui deviennent des indicateurs de la sous-culture étudiée.

Catégorisation des variables-indicateurs

A la différence des statisticiens qui ne considèrent généralement que les données chiffrées, pour les sociologues, les variables peuvent être tout aussi bien qualitatives que quantitatives. Le travail nécessaire de pré-codification imposé aux chercheurs de cette discipline aboutit ainsi à la production d'une liste non exhaustive de ce qui va dès lors être considéré comme étant une des grilles de lecture des résultats. Dans cet article, les variables retenues sont les suivantes :

- la mode, à forte connotation symbolique, spécialement chez les jeunes, et illustrant des tendances générales chez les observés ;
- le parler, sachant que selon les sociolinguistes, l'utilisation des mots est en lien direct avec la société dans laquelle on est intégrée ;
- la gestuelle, qui n'est ni plus ni moins qu'un type de communication non-verbale et qui est le langage du corps ;

- le style musical, signe auditif d'un choix vers lequel s'est orienté celui qui l'écoute.

Contenu des variables-indicateurs

En s'aidant de chacune des variables précédemment énumérées, il a été aisé de dégager les déterminants de cette subculture jeune. Pour ce qui est de la mode, on note qu'elle cherche à se démarquer de celle de la société globale en général et revêt une grande importance pour les intéressés, soucieux de leur apparence et surtout de ce qu'elle pourrait dire d'eux-mêmes aux yeux du monde extérieur. La tenue vestimentaire, souvent véhiculée par une idole, est de préférence composée d'articles de grandes marques (chaussures air Jordan, sweet shirt Nike, sac Gucci...). Les tenues sont affirmées et il n'est pas rare que l'extravagance s'en mêle (exemple : pantalons jeans déchirés voire déchiquetés, look over size, baume à lèvres bleue...). En outre, le port d'accessoires tels que des colliers de chaîne, des piercings multiples sur une oreille ou l'arcade sourcilière sont fréquents.

La chevelure est laissée dans son état « naturel » et les coupes afro sont prisées. Il en est de même pour les tresses ou les coupes très dégagées sur les côtés. Les colorations sont légions et plus ou moins osées selon chacun (jaune, marron, bleu, rose, gris...).

Les jeunes ont recours à un sociolecte reconnaissable entre eux et incluant, par exemple, des mots dont le sens premier a été modifié (« aiz'e ! » pour interpellier quelqu'un, alors que « aiza » signifie originellement « où ? »). De plus, les intimes ont recours à des termes dont le sens échappe à d'autres jeunes (exemple : une poignée d'amis va utiliser entre eux le terme « liova » pour désigner de l'argent).

Chez certains observés, la démarche est teintée de nonchalance (jambes traînantes) et les mouvements, lascifs, sont parfois affectés (exemple : éclats de rires accompagnés de pirouette ou de claquements de mains). Ces comportements sont le plus souvent exprimés en présence d'autres jeunes tandis que de la retenue est observée lors des échanges avec des adultes.

Les musiques les plus écoutées sont les dernières variétés locales ou étrangères et principalement interprétées par des artistes eux-mêmes jeunes. Parmi les styles musicaux appréciés figure en tête de liste, le hip-hop et la pop musique que l'on écoute avec un volume élevé lorsqu'on est chez soi.

DISCUSSION

A l'instar des autres sous cultures existantes, celle des jeunes est régit par des normes et valeurs spéciales. Il en découle de cet ensemble une capacité à se transformer en véritable capital vers lequel la jeunesse peut se tourner pour leur

intégration sociale. Ainsi, cette contribution se propose d'approcher le concept de culture de manière plus raffiné à travers l'idée de subculture qui ne signifie pas culture inférieure, la sous-culture représentant un capital pour les jeunes.

Les sous-cultures fondent les hiérarchies sociales des jeunes : le capital sous-culturel comme équivalent du capital culturel

Le capital sous culturel fonctionne de la même manière que le capital culturel dans l'optique bourdieusien. Seuls les référents de type culturel se distinguent ainsi que les modalités de vulgarisation. Les sous-cultures jeunes se propagent massivement par les mass media à l'image, entre autres, de Facebook.

La compréhension de ce capital sous-culturel impose donc une relecture de la théorie du capital social de Bourdieu (1980). Ce capital particulier que Thornton trouve comme nous à la base de pratiques culturelles qui fondent la hiérarchie sociale. Elle diffère du capital économique (revenu, propriété) et s'accumule par l'éducation et le savoir. Elle se distingue aussi du capital social qui est l'ensemble des relations qu'entretient une personne.

Grâce à notre étude, nous sommes en mesure de valider la thèse de Bourdieu et de Thornton selon laquelle des sous-espèces de capital sont aussi à l'œuvre dans des domaines peu privilégiés tel que le monde jeune.

Bref, si les livres et les peintures par exemple sont des démonstrations de capital culturel, la coupe de cheveux à la mode ou la collection particulière de disque sont des manifestations du capital sous-culturel. Le capital culturel sera concrétisé dans les bonnes manières dans la conversation urbaine, tandis que le capital sous culturel signifiera « être au fait » par l'utilisation (et non pas la sur-utilisation) de l'argot courant, par le fait d'avoir l'air d'une personne née pour la danse...

Pour une valorisation du concept de « capital sous-culturel »

De ces propos, il peut être dit que les sous-cultures jeunes échappent au moins partiellement à la théorie marxiste de l'Ecole de Birmingham limitant cette dernière à l'insuffisant constat d'une forme de résistance à la culture de la classe dominante. L'approche de Thornton offre ainsi de nouvelles fenêtres dans la compréhension du phénomène culturel qui perd tout intérêt scientifique si, considérée comme un bloc d'une seule coulée, sans variantes, sans morcellement. Elle nous évite un retour à l'archaïsme et oriente les sciences sociales vers de nouveaux postulats.

L'hypothèse de départ semble s'orienter vers la supposition émise. Les jeunes manifestent de l'engouement pour les sous-cultures jeunes car elles représentent des formes de capital qu'ils peuvent mobiliser pour se positionner dans leur groupe

social. Ces sous-cultures participent activement à la hiérarchisation sociale chez ces derniers. L'exemple de la mode ou de la coupe de cheveux en sont des reflets poignants.

Toutefois, cette conclusion devrait à l'avenir se voir corroboré par de plus amples analyses sachant que les sciences sociales ne sauraient se contenter du cas modal mais que le cas contraire, aussi numériquement faible soit-il, contribue fortement à la connaissance. En outre, les conclusions émanent d'une référence à une théorisation contemporaine très singulière des sous-cultures à savoir celle de Thornton. Toute modification de cet ancrage conduirait inexorablement à des résultats différents.

CONCLUSION

Cette contribution aura permis d'entrevoir une dimension peu regardée du concept polymorphe de culture qui demeure bien que difficilement définissable, fécond pour la recherche. L'utilisation des nouvelles théories sous-culturelles à l'image de celle de Thornton débouche sur de nouvelles formes de connaissance du social et de l'anthropos. D'ailleurs, la définition qui en est donnée par Cohen (1980), selon laquelle « La notion de culture n'est pas limitée aux modes de vie de la société tribale ou nationale à grande échelle. Chaque société est intérieurement différenciée en de nombreux sous-groupes, chacun avec une façon de penser et de faire qui lui est à quelques égards, propre, un individu ne peut les acquérir pleinement seulement si ce dernier est un véritable participant. Ces cultures dans une culture sont des « sous-cultures » », conforte cette assertion.

Enfin, il importe d'approfondir davantage cette question des sous-cultures jeunes car cette contribution n'a pu se fonder sur des enquêtes plus poussées, outre l'obligation de l'effort d'évaluation de pertinence théorique des thèses sous-culturelles majeures contemporaines à l'exemple du « post sous-culturalisme » de Muggleton (2000), qui ajoute des théories de la modernité à l'approche des *cultural studies* de la classique Ecole de Birmingham.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

Ouvrages

- 1) Bourdieu, P. (1980). *Le sens pratique*. Paris : Minuit
- 2) Cohen, S. (1980). *Folks devils and moral panics : the creation of the mods and rockers*. Oxford : Blackwell
- 3) Comte, A. (2012). *Cours de philosophie positive*. Paris : Hermann
- 4) Hegel, G. (1993). *Phénoménologie de l'esprit*. Paris : Gallimard
- 5) Lombard, J. (1994). *Introduction à l'ethnologie*. Paris : Armand Colin

- 6) Merton, R. K. (1953). *Eléments de théorie et de méthode sociologique*. Paris : Plon
- 7) Morin, E. (2014). *Sociologie*. Paris : Fayard
- 8) Muggleton, D. (2000). *Inside subculture : the post modern meaning of style*. Oxford : Berg
- 9) Parson, T. (1975). *Social system and the evolution of action theory*. New York : The free Press
- 10) Paugam, S. (2018). *Les 100 mots de la sociologie*. Paris : Presses Universitaires de France
- 11) Rivière, C. (2021). *Introduction à l'anthropologie*. Paris : Hachette
- 12) Simmel, G. (1999). *Sociologie, étude sur les formes de la socialisation*. Paris : Presses Universitaires de France
- 13) Thornton, S. (1995). *Club cultures : music, media and subcultural capital*. Cambridge : Policy Press
- 14) Tyler, E. (1871). *Primitive culture*. Londres : John Murray

Articles

- 15) Clarke, G. (1981). *Defending ski jumpers –A critique of youth subculture »*. Frith S. et Goodwin A. (dir), *On record : Rock, pop and the written word*, Londres, Routledge, 1990, pp. 81-96
- 16) Milton, G. (1947). *The concept of subculture and its application*. Oxford University Press vol 26, no 1 (oct, 1947), *Social Forces*, pp. 40-42
- 17) Park, R. E. (1915). *The city : suggestions for the investigation of human behaviour in the city environment*. *American journal of sociology*, XX (5), pp. 577-612

L'évolution des finances publiques à Madagascar *Analyse des procédures budgétaires et de la gouvernance publique*

Par

RANDRIANARIMANANA Verotahina Joséphine et RAMAMONJISOA Rolland

RÉSUMÉ

Cette étude analyse l'évolution des finances publiques à Madagascar et met en évidence les défis en matière de gestion de ces dernières ainsi que les progrès réalisés dans ce domaine. La recherche se concentre sur les procédures budgétaires et la gouvernance publique, en utilisant une analyse documentaire et quantitative des données budgétaires. Les résultats montrent que malgré les avancées en matière de mobilisation des recettes intérieures et d'amélioration de la gestion budgétaire, des défis persistent, notamment en ce qui concerne la dépendance aux financements extérieurs et la persistance de déficits budgétaires élevés. L'étude souligne également l'importance de renforcer la transparence, la redevabilité et l'efficacité des procédures budgétaires pour améliorer la gestion des finances publiques. En conclusion, des efforts soutenus sont nécessaires pour assurer une gestion efficace et transparente des ressources publiques à Madagascar.

Mots clés : *Finances publiques, Madagascar, Procédures budgétaires, Gouvernance publique, Transparence, Redevabilité, Défis budgétaires*

ABSTRACT

This study analyzes the evolution of public finances in Madagascar and highlights the challenges in managing public finances as well as the progress made in this area. The research focuses on budgetary procedures and public governance, using a documentary and quantitative analysis of budgetary data. The results show that despite progress in mobilizing domestic revenue and improving budget management, challenges persist, particularly in terms of dependence on external financing and the persistence of high budget deficits. The study also emphasizes the importance of strengthening transparency, accountability, and efficiency in budgetary procedures to improve public financial management. In conclusion, sustained efforts are needed to ensure effective and transparent management of public resources in Madagascar.

Keywords: *Public finance, Madagascar, Budgetary procedures, Public governance, Transparency, Accountability, Budget deficits.*

INTRODUCTION

L'évolution des finances publiques à Madagascar est un sujet d'une importance capitale, étant donné les défis et les enjeux auxquels le pays est confronté. Depuis 2009, Madagascar connaît une instabilité politique et économique qui a un impact significatif sur sa performance économique et qui se traduit par une inflation galopante, une diminution du pouvoir d'achat des ménages et la dégradation des infrastructures. Cette situation a mis en évidence la nécessité d'une gestion budgétaire efficace et transparente pour faire face à ces défis. De plus, la mise en place de la Loi Organique n°2004-007 du 26 juillet 2004 relative aux Lois de Finances (LOLF) à Madagascar a introduit de nouveaux mécanismes de gestion budgétaire, ce qui rend l'analyse des procédures budgétaires et de la gouvernance publique plus pertinente² d'où la problématique suivante : Quel est l'impact de l'évolution des finances publiques à Madagascar, notamment en matière de procédures budgétaires et de gouvernance publique. Ici, l'amélioration de la gestion des finances publiques est une priorité pour le gouvernement malagasy. Les procédures budgétaires concernent l'ensemble des processus qui régissent la préparation, l'exécution et le contrôle du budget de l'Etat. Elles constituent un élément clé de la gestion des finances publiques, car elles permettent de garantir la transparence, l'efficacité et l'efficience des dépenses publiques³. La gouvernance publique, quant à elle, renvoie à l'ensemble des règles, des institutions et des pratiques qui régissent l'action publique. Elle est essentielle pour assurer la responsabilité, la redevabilité et la participation des citoyens dans la gestion des affaires publiques⁴.

Les objectifs de cette étude sont multiples. Il s'agit, d'abord, d'évaluer l'efficacité des procédures budgétaires actuelles et leur adéquation par rapport aux besoins de la gouvernance publique, ensuite, d'analyser les forces et les faiblesses de la LOLF en vigueur à Madagascar, en mettant l'accent sur les dépenses et les recettes publiques, ainsi que sur les mécanismes de contrôle de gestion. Enfin, cette étude vise à formuler des recommandations pour améliorer la gouvernance des affaires publiques à Madagascar, en se basant sur une analyse critique des politiques publiques existantes.

²Friedrich Ebert Foundation. (2020). Gouvernance des affaires publiques. Récupéré de <https://madagascar.fes.de/thematiques/gouvernance-des-affaires-publiques> consulté de 12 /12/2023

³ E-GOUVERNANCE, Réforme d'envergure de l'administration à ... - EDBM. <https://edbm.mg/e-gouvernance-reforme-denvergure-de-ladministration-a-madagascar/> consulté le 12/12/2023

⁴ Réforme de l'administration: les 12 travaux du PREA - EDBM. <https://edbm.mg/reforme-de-ladministration-les-12-travaux-du-prea/.consulté> le 12/12/2023

MATÉRIEL ET MÉTHODES

Description des sources de données utilisées

Les sources de données utilisées comprennent une variété de documents officiels, de bases de données et d'études académiques. Les données primaires ont été collectées à partir de documents budgétaires, de rapports annuels et de bases de données officielles, tandis que les données secondaires ont été obtenues à partir d'études académiques et de rapports de recherche.

Les documents budgétaires et les rapports annuels ont été obtenus auprès du ministère des Finances et du Budget de Madagascar. Les données budgétaires comprennent des informations sur les recettes et les dépenses de l'État, ainsi que sur la structure et la composition du budget. Les rapports annuels fournissent des informations sur les réalisations et les défis rencontrés par le gouvernement dans la mise en œuvre du budget. Les documents budgétaires et les rapports annuels ont été collectés pour la période allant de 2020 à 2023.

Les bases de données officielles utilisées ont pu capitaliser les informations sur une variété d'indicateurs économiques, sociaux et environnementaux africains, y compris ceux de Madagascar, des données sur l'économie, la population, la santé, l'éducation, les finances publiques et d'autres indicateurs sociaux malagasy. Des études académiques et des rapports de recherche ont également été utilisés pour compléter les données primaires et secondaires. Les études académiques comprennent des articles de recherche, des thèses et des mémoires publiés dans des revues scientifiques et des publications universitaires. Tandis que les rapports de recherche comprennent des études de cas, des évaluations de programmes et des rapports techniques produits par des organisations internationales, des think tanks et des instituts de recherche. L'utilisation de sources de données multiples a été essentielle pour garantir la fiabilité et la validité des résultats de la recherche.

Enfin, une analyse documentaire a été réalisée pour examiner les lois, les règlements et les politiques qui régissent les finances publiques à Madagascar. Cette analyse a permis de comprendre le cadre juridique et réglementaire dans lequel opèrent les procédures budgétaires et la gouvernance publique à Madagascar.

Exposé des limites et des biais potentiels de l'étude

Malgré les efforts déployés pour assurer la qualité et la fiabilité des résultats de cette étude, certaines limites et biais potentiels doivent être pris en compte lors de l'interprétation des résultats. Tout d'abord, l'étude repose sur des sources de données secondaires, telles que les rapports annuels, les documents budgétaires et les bases de données officielles. Bien que ces sources soient considérées comme fiables et valides, il existe un risque potentiel de biais dans la mesure où les données peuvent ne pas être exhaustives ou exactes. Par exemple, les données budgétaires peuvent *ne pas refléter la réalité des dépenses publiques* en raison de la sous-déclaration ou de la corruption. De plus, les données peuvent être limitées en termes de portée et de

profondeur, ce qui peut affecter la capacité à tirer des conclusions solides sur certaines questions.

Ensuite, l'étude se concentre sur l'analyse des procédures budgétaires et de la gouvernance publique à Madagascar, ce qui peut limiter la portée et la généralisation des résultats. Bien que Madagascar soit un cas intéressant en raison de son contexte politique et économique unique, il est important de noter que les résultats de cette étude ne peuvent pas être extrapolés à d'autres pays ou contextes sans une analyse approfondie.

Par ailleurs, il existe un risque potentiel de biais de sélection dans la mesure où l'étude ne couvre pas *tous les acteurs et parties prenantes impliqués dans le processus budgétaire et la gouvernance publique à Madagascar*. Par exemple, l'étude ne tient pas compte des perspectives des citoyens ordinaires, des organisations de la société civile et des médias, qui peuvent jouer un rôle important dans la surveillance et la reddition de comptes des finances publiques.

En outre, l'étude repose sur une analyse quantitative des données budgétaires, ce qui peut limiter la capacité à saisir la complexité et la nuance des questions liées aux finances publiques. Bien que l'analyse quantitative soit utile pour identifier les tendances et les modèles, elle peut ne pas capturer la réalité complexe des décisions budgétaires et des processus de gouvernance publique.

Enfin, il est important de noter que l'étude a été réalisée pendant la pandémie de COVID-19, ce qui peut avoir eu un impact sur la collecte et l'analyse des données. Par exemple, certaines sources de données peuvent ne pas être à jour en raison des perturbations causées par la pandémie, et les entretiens avec les parties prenantes peuvent avoir été affectés par les restrictions de voyage et de rassemblement⁵.

Pour atténuer ces limites et biais potentiels, plusieurs stratégies ont été mises en place. Tout d'abord, des efforts ont été déployés pour collecter les données à partir de sources multiples et fiables, y compris des rapports annuels, des documents budgétaires et des bases de données officielles. Ensuite, des entretiens avec des parties prenantes clés ont été menés pour compléter et valider les données quantitatives. Enfin, des analyses de sensibilité ont été effectuées pour tester la robustesse des résultats face à différentes hypothèses et scénarios. Pour terminer, une analyse qualitative a été réalisée pour compléter l'analyse quantitative et fournir une perspective plus nuancée des questions liées aux finances publiques. Des efforts ont été déployés pour assurer la transparence et la reproductibilité de l'étude en documentant clairement les méthodes et les sources de données utilisées.

RESULTATS ET DISCUSSION

⁵ Banque mondiale. (2019). Évaluation des dépenses publiques et de la responsabilité financière : Madagascar. Récupéré de <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/32421>

Analyse de l'évolution des finances publiques à Madagascar

L'année 2020 a été une année significative pour les finances publiques à Madagascar. Le pays a connu une augmentation notable de ses recettes fiscales, qui ont augmenté de 21,0% par rapport à l'année précédente. Cette augmentation est principalement due à la hausse des impôts, qui ont augmenté de 27,3%, et des recettes douanières, qui ont augmenté de 13,9%⁶. Ces augmentations sont le résultat d'une série de réformes fiscales et douanières mises en œuvre par le gouvernement malagasy dans le but d'améliorer la mobilisation des ressources internes et de renforcer la gouvernance publique.

Le taux de pression fiscale, qui est un indicateur clé de l'effort fiscal d'un pays, a également augmenté en 2020. Il est passé de 10,7% en 2019 à 11,5% en 2020. Cette augmentation du taux de pression fiscale indique que le gouvernement a été en mesure de mobiliser une plus grande part de la richesse nationale sous forme d'impôts. Cela est essentiel pour financer les dépenses publiques et pour soutenir les investissements dans les infrastructures, l'éducation, la santé et d'autres services publics essentiels.

Malgré ces améliorations, le système fiscal fait face à plusieurs défis. L'un de ces défis est la diminution du volume des transferts et des subventions, qui a diminué de 20,5% par rapport à l'année 2019. Cette diminution pourrait avoir des implications importantes quant au financement des dépenses publiques et la capacité du gouvernement à fournir des services publics de qualité.

En somme, l'année 2020 a été une année de progrès significatifs pour les finances publiques à Madagascar. Cependant, des défis subsistent et doivent être abordés pour assurer leur durabilité et pour soutenir le développement économique et social du pays.

Tableau 1 : Résultats financiers en 2020

Indicateurs financiers	Résultats
Augmentation des recettes fiscales	21,0%
Hausse des impôts	27,3%
Hausse des recettes douanières	13,9%

⁶ Friedrich Ebert Foundation. (2023.). Gouvernance des affaires publiques. Récupéré de <https://madagascar.fes.de/thematiques/gouvernance-des-affaires-publiques>

Taux de pression fiscale	11,5%
Diminution des transferts et subventions	20,5%

Source 7: Sur le site Internet edbm.mg

L'année 2021 a marqué une étape importante dans l'évolution des finances publiques. Le ratio impôts/PIB du pays a augmenté de 2,2 points de pourcentage, passant de 8,5% à 10,7%. Cette augmentation est le reflet d'une mobilisation accrue des ressources internes, qui est essentielle pour financer les dépenses publiques et soutenir le développement économique et social du pays.

Parallèlement à cette augmentation des recettes fiscales, les réserves internationales ont également connu une augmentation significative. Selon le rapport du Fonds monétaire international (FMI)⁸, les réserves internationales étaient jugées suffisantes, avec une couverture des réserves en hausse, passant de 4,2 mois de couverture des importations en 2019 à 5,9 mois de couverture en 2020. Cette augmentation des réserves internationales est un indicateur positif de la stabilité macroéconomique du pays et de sa capacité à faire face à d'éventuelles crises économiques ou financières.

Cependant, malgré ces développements positifs, des risques subsistent. Si les dépenses publiques augmentent plus rapidement que prévu, cela pourrait mettre en péril la couverture des réserves. De plus, dans le contexte d'un déficit de financement extérieur, une augmentation rapide des dépenses publiques pourrait entraîner une augmentation de la dette publique, ce qui pourrait à son tour avoir des implications négatives pour la stabilité macroéconomique du pays.

Bien que l'année 2021 ait été marquée par des améliorations significatives dans les finances publiques. Il est crucial pour le gouvernement de continuer à mettre en œuvre des réformes fiscales et budgétaires pour assurer la durabilité des finances publiques et soutenir le développement économique et social du pays.

Tableau 2 : Résultats financiers en 2021

⁷ Economic Development Board of Madagascar. (2023.). E-GOUVERNANCE, Réforme d'envergure de l'administration à Madagascar. Récupéré de <https://edbm.mg/e-gouvernance-reforme-denvergure-de-ladministration-a-madagascar>

⁸ Fonds monétaire international. (2021). Rapport sur la stabilité financière mondiale. Récupéré de <https://www.imf.org/> consulté le 13/12/2023

Indicateurs financiers	Résultats
Ratio impôts/PIB	Augmentation de 2,2 points de pourcentage (8,5% à 10,7%)
Réserves internationales	Hausse de 4 mois de couverture des importations en 2019 à 5,9 mois de couverture en 2020

Source ⁹: Sur le site Internet edbm.mg

Source : EDBM

Il en est de même pour l'année 2022 qui a été marquée par des changements significatifs. La loi de finances initiale de 2023 a été promulguée, elle prévoyait une légère accélération de la croissance économique. Cette croissance, qui est passée de 4,2% en 2022 à 4,9% en 2023, est un signe positif pour l'économie¹⁰.

Parallèlement à cette croissance économique, le déficit budgétaire a légèrement diminué, passant de 6,2% du PIB en 2022 à 6% en 2023. Cette diminution du déficit budgétaire est un indicateur de la stabilité financière du pays et de sa capacité à gérer efficacement ses finances publiques.

En ce qui concerne les recettes, les prévisions pour 2023 indiquent une augmentation significative de 29% par rapport à l'année précédente. Cette augmentation des recettes est accompagnée d'une hausse du taux de pression fiscale, qui est passé de 11,1% du PIB en 2022 à 12,1% du PIB en 2023. Cette hausse du taux de pression fiscale est un signe de l'efficacité des efforts de mobilisation des ressources internes du pays¹¹.

En ce qui concerne les dépenses, les prévisions pour 2023 indiquent également une augmentation de 7% par rapport à l'année précédente. Cette augmentation des dépenses est probablement due à une augmentation des investissements publics dans des domaines clés tels que l'éducation, la santé et les infrastructures.

⁹ Economic Development Board of Madagascar. (2023.). E-GOUVERNANCE, Réforme d'envergure de l'administration à Madagascar. Récupéré de <https://edbm.mg/e-gouvernance-reforme-denvergure-de-ladministration-a-madagascar>

¹⁰ Ministère de l'Economie et des Finances. (2022). Loi de finances initiale pour 2023. Récupéré de <http://www.mefb.gov.mg/> consulté le 13/12/2023

¹¹ E-GOUVERNANCE, Réforme d'envergure de l'administration à Madagascar. Récupéré de <https://edbm.mg/e-gouvernance-reforme-denvergure-de-ladministration-a-madagascar>: consulté le 13/12/2023

Cependant, malgré ces développements positifs, la dette publique malgache rapportée au PIB devait augmenter à 40,6% en 2023, soit une augmentation de 2,5 points par rapport à 2022. Cette augmentation de la dette publique pourrait poser des défis pour ce qui est de la gestion des finances publiques à l’avenir.

L’année 2022 a été marquée par des progrès significatifs pour les finances publiques. Cependant, des défis subsistent et doivent être traités.

Tableau 3 : Résultats financiers en 2022 v

Indicateurs financiers	Résultats
Croissance prévue	+4,9%
Déficit budgétaire	6% du PIB
Prévisions de recettes globales	Augmentation de 29%
Taux de pression fiscale	12,1% du PIB
Prévisions de dépenses	Augmentation de 7%
Dette publique rapportée au PIB	Augmentation à 40,6% (+2,5 points)

Source : Site Web du Ministère des Finances et du Budget

Examen détaillé des procédures budgétaires

L’examen des procédures budgétaires à Madagascar révèle un processus complexe qui comprend plusieurs étapes, de la préparation à l’exécution et au contrôle. Chaque étape de ce processus présente des forces et des faiblesses qui peuvent avoir un impact significatif sur l’efficacité et l’efficience de la gestion des finances publiques.

La première étape du processus budgétaire est la préparation du budget. À Madagascar, cette étape est guidée par un ensemble de règles et de procédures établies par le Ministère des Finances et du Budget. L’une des forces de cette étape

est qu'elle est basée sur une approche participative qui implique une large gamme d'acteurs, y compris les ministères sectoriels, les collectivités territoriales décentralisées et les partenaires techniques et financiers. Cependant, une faiblesse potentielle de cette étape est qu'elle peut être sujette à des influences politiques, ce qui peut entraîner des allocations budgétaires qui ne reflètent pas nécessairement les priorités stratégiques du pays¹².

La deuxième étape du processus budgétaire est l'exécution du budget. Celle-ci implique la mise en œuvre des plans budgétaires et l'utilisation des ressources allouées pour atteindre les objectifs fixés. À Madagascar, l'exécution du budget est régie par un ensemble de procédures qui visent à assurer une utilisation efficace et efficiente des ressources publiques. Une force de cette étape est qu'elle est soutenue par un système de contrôle interne qui vise à prévenir et à détecter les erreurs et les fraudes. Cependant, une faiblesse potentielle de cette étape est que le système de contrôle interne peut ne pas être entièrement efficace, en raison de capacités institutionnelles limitées et de défis en matière de gouvernance.

La troisième étape du processus budgétaire est le contrôle du budget. Cette étape implique la vérification de la conformité des opérations budgétaires avec les lois et les règlements, ainsi que l'évaluation de la performance budgétaire. À Madagascar, le contrôle du budget est effectué par la Cour des comptes, qui est une institution indépendante chargée de l'audit des finances publiques¹³. Une force de cette étape est qu'elle contribue à la responsabilisation et à la transparence dans la gestion des finances publiques. Cependant, une faiblesse potentielle de cette étape est que la Cour des comptes peut être confrontée à des défis en termes de capacités institutionnelles et de ressources.

En ce qui concerne les meilleures pratiques internationales, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a élaboré un ensemble de principes de bonne gouvernance budgétaire¹⁴. Ces principes comprennent la gestion des budgets dans le respect de limites claires, crédibles et prévisibles en matière de politique budgétaire, la correspondance étroite des budgets avec les priorités stratégiques à moyen terme du gouvernement, et la transparence, l'ouverture et

¹² E-GOUVERNANCE, Réforme d'envergure de l'administration à Madagascar. Récupéré de <https://edbm.mg/e-gouvernance-reforme-denvergure-de-ladministration-a-madagascar>: consulté le 16/12/2023

¹³ Ministère de l'Economie et des Finances. (2019). Guide pratique de l'exécution budgétaire budget de l'État
Récupéré de <https://www.dgfat.mg/wp-content/uploads/2019/06/Guide-pratique-execution-budgetaire-2019.pdf>:

¹⁴ Organisation de coopération et de développement économiques. (2023). Recommandation du Conseil sur la gouvernance budgétaire. Récupéré de <https://www.oecd.org/governance/budgeting/Recommandation-du-Conseil-sur-la-gouvernance-budgetaire.pdf> consulté le 16/12/2023

l'accessibilité des informations budgétaires¹. L'adoption de ces meilleures pratiques pourrait contribuer à améliorer la gestion des finances publiques.

L'examen des procédures budgétaires à Madagascar révèle un processus qui présente des forces et des faiblesses à chaque étape. L'adoption de meilleures pratiques internationales pourrait contribuer à renforcer les forces et à atténuer les faiblesses de ce processus, et à améliorer ainsi l'efficacité et l'efficience de la gestion des finances publiques.

Comparaison des pratiques malagasy avec celles d'autres pays

L'analyse des systèmes budgétaires à Madagascar et leur comparaison avec ceux d'autres pays révèlent des différences significatives en termes de pratiques et de performances. À Madagascar, le processus budgétaire est fortement centralisé au niveau du Ministère de l'Économie et des Finances et de la Présidence. Bien que cette centralisation puisse permettre une coordination efficace et une prise de décision rapide, elle peut également limiter la participation des autres acteurs du processus budgétaire, tels que les ministères sectoriels et les collectivités territoriales décentralisées. De plus, la transparence budgétaire à Madagascar est jugée insuffisante, avec des scores de transparence budgétaire relativement faibles selon l'Enquête de Budget Ouvert (Open Budget Survey). En comparaison, de nombreux pays de l'OCDE ont mis en place des systèmes budgétaires qui sont caractérisés par une plus grande transparence, une participation plus large des acteurs du processus budgétaire et une meilleure performance en termes de mobilisation des ressources internes.

L'exemple des Pays-Bas

Le processus budgétaire y est guidé par un ensemble de principes de bonne gouvernance budgétaire établis par l'OCDE. Ils comprennent la gestion des budgets dans le respect de limites claires, crédibles et prévisibles en matière de politique budgétaire, la correspondance étroite des budgets avec les priorités stratégiques à moyen terme du gouvernement, et la transparence, l'ouverture et l'accessibilité des informations budgétaires¹⁵.

Le processus d'élaboration du budget aux Pays-Bas se déroule en deux temps bien distincts. Le premier prend place au moment où le nouveau gouvernement entre en fonction et adopte une politique budgétaire pour l'ensemble de son mandat. Cette procédure est réalisée en termes explicites ; elle n'est donc pas une déclaration générale d'intentions.

La gestion des budgets dans le respect de limites claires, crédibles et prévisibles en matière de politique budgétaire est un principe fondamental de la gouvernance

¹⁵ OECD. (2015). Recommandation du Conseil sur la gouvernance budgétaire: Les bonnes pratiques pour améliorer sa gestion budgétaire. Récupéré de <https://www.oecd.org/>

budgétaire de l'OCDE. Ce principe vise à assurer la discipline budgétaire et à prévenir les risques budgétaires, économiques et politiques. La correspondance étroite des budgets avec les priorités stratégiques à moyen terme du gouvernement est un autre principe clé de la gouvernance budgétaire de l'OCDE. Ce principe vise à garantir que les ressources publiques sont utilisées de manière efficace et efficiente pour atteindre les objectifs stratégiques du gouvernement.

Enfin, la transparence, l'ouverture et l'accessibilité des informations budgétaires sont des principes essentiels de la gouvernance budgétaire de l'OCDE. Ces principes visent à renforcer la confiance du public dans le gouvernement et à promouvoir l'intégrité, la responsabilité et la participation dans le processus budgétaire.

L'exemple des États-Unis

Le processus budgétaire du gouvernement fédéral y est soutenu par une douzaine de lois, tandis que dans d'autres pays, il n'y a pas de dispositions législatives spécifiques relatives au système budgétaire. Ces différences reflètent les variations dans les traditions juridiques et institutionnelles de chaque pays, ainsi que les défis spécifiques auxquels ils sont confrontés en matière de gestion des finances publiques.

Le processus budgétaire du gouvernement fédéral est un processus complexe et rigoureux qui est soutenu par une série de lois. Ces lois définissent les procédures et les règles qui régissent la préparation, l'adoption et l'exécution du budget fédéral. Ce processus commence par la préparation du budget par le Président, qui est ensuite soumis au Congrès pour examen et approbation. Le budget est préparé en tenant compte des priorités politiques, sociales et économiques du gouvernement, ainsi que des contraintes fiscales et économiques [^Blöndal, J. R., Kraan, D. J., & Ruffner et al, M. (2003). *Revue de l'OCDE sur la gestion budgétaire*.-75775 Paris Cedex 16. Imprimerie en France : LES EDITIONS DE L'OCDE].

Une fois le budget approuvé par le Congrès, il est mis en œuvre par les différents ministères et agences du gouvernement fédéral. Chaque ministère et agence est responsable de la gestion de son propre budget, dans le respect des lois et règlements applicables [^Auger, J. (2000). *Les agences administratives dans trois pays de l'OCDE*.-75775 Paris Cedex 16, édition OCDE]

Ce processus est également soumis à un contrôle rigoureux pour garantir la transparence et la responsabilité. Plusieurs organismes, dont le Département du Trésor des États-Unis, le Government Accountability Office, le Congressional Budget Office et le Bureau de la gestion et du budget, sont chargés de surveiller et de contrôler l'exécution du budget¹⁶.

¹⁶Processus du budget fédéral - Canada.ca. <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/organisation/transparence/materiel-breffage/dossier-ministre/processus-budget-federal.html>

Cependant, malgré ces mécanismes de contrôle, le processus budgétaire aux États-Unis fait face à plusieurs défis. Par exemple, le déficit budgétaire et la dette publique sont des problèmes persistants qui nécessitent une attention constante. De plus, le processus budgétaire est souvent sujet à des conflits politiques, qui peuvent entraîner des retards dans l'adoption du budget et, dans certains cas, un arrêt des activités gouvernementales.

Malgré les progrès réalisés, Il reste encore beaucoup à faire pour améliorer la performance du système budgétaire. L'adoption de pratiques internationales, telles que celles mises en œuvre par de nombreux pays de l'OCDE, pourrait *contribuer à renforcer ce système* ¹⁷.

Analyse de la gouvernance publique à Madagascar

La gouvernance publique à Madagascar est un sujet complexe qui nécessite une analyse approfondie des institutions clés, y compris le Parlement, la Cour des comptes et les organismes de réglementation.

Le **Parlement de Madagascar** est l'organe législatif bicaméral de la république de Madagascar. Il est composé du Sénat, sa chambre haute est constituée de 18 sénateurs dont 12 élus au suffrage indirect et 6 nommés par le Président de la République ; de l'Assemblée nationale, sa chambre basse est constituée de 151 députés, ils sont élus pour cinq ans au suffrage direct. Le Parlement est considéré comme un pilier fondamental et indispensable à une véritable gouvernance démocratique¹⁸.

La **Cour des Comptes**, en tant qu'institution supérieure de contrôle des finances publiques, joue un rôle très important dans la promotion de la bonne gouvernance : la transparence, la reddition des comptes, l'efficacité des dépenses publiques, le rendement fiscal. Elle assiste le Parlement dans le contrôle de l'action du Gouvernement et contribue à l'information des citoyens¹⁹.

Les **organismes de régulation** ont pour mission de faire appliquer la réglementation et de conseiller les dirigeants sur son évolution. Ils remplissent une fonction dans un domaine bien précis, comme l'aménagement et l'urbanisation, la gestion des graines forestières, ou la régulation monétaire.

¹⁷ Ministère de l'Economie et des Finances. (2019). Guide pratique de l'exécution budgétaire budget de l'État 2019. Récupéré de <https://www.dgfag.mg/wp-content/uploads/2019/06/Guide-pratique-execution-budgetaire-2019.pdf>

¹⁸ Guide rôles et fonctions de parlementaires.
<https://www.undp.org/fr/madagascar/publications/guide-r%C3%B4les-et-fonctions-de-parlementaires>.

¹⁹ Cour des Comptes. <https://ccomptes.mg/>. Cour des comptes : Rapport Public 2017 – Comité pour la Sauvegarde <https://www.csi.gov.mg/cour-des-comptes-rapport-public-2017> consulté le 16/12/2023

Cependant, malgré les efforts déployés pour renforcer la gouvernance publique, Madagascar fait face à de nombreux défis. Une longue crise politique entre 2009 et 2013 a considérablement affaibli les institutions publiques à Madagascar, et si certains progrès ont été réalisés depuis, le pays souffre d'une fragilité institutionnelle persistante qui se traduit par une faible gestion des finances publiques et des risques élevés de corruption. En réponse à ces défis, le gouvernement malagasy a élaboré diverses dispositions ayant pour objectif commun de renforcer les capacités des organes administratifs d'inspection ou de contrôle de l'Etat. De plus, le Programme « *Renforcement des Capacités Institutionnelles pour la Promotion de l'Etat de Droit* » (RCIPED) a été mis en œuvre pour la période 2021-2023, il vise à renforcer la bonne gouvernance, l'État de droit et la sécurité.

Bien que des progrès aient été réalisés dans la gouvernance publique à Madagascar. l'un des défis à relever se rapporte au renforcement des institutions clés, telles que le Parlement, la Cour des comptes et les organismes de réglementation, et ce, pour améliorer la transparence, la responsabilité et l'efficacité de la gouvernance publique.

L'impact des réformes récentes sur la gouvernance publique

Les réformes les plus notables comprennent la mise en œuvre de la *Politique Nationale de Bonne Gouvernance* (PNBG) et le *Programme d'Efficacité de l'Administration* (PREA). Ces réformes ont eu un impact positif sur la performance des institutions publiques à Madagascar, mais des défis subsistent. Le PNBG, promulgué en 2020, est une initiative ambitieuse qui vise à renforcer la gouvernance à tous les niveaux de l'administration publique. Elle s'articule autour de cinq piliers principaux : la problématique de la gouvernance, l'état de la gouvernance à Madagascar, les axes stratégiques de la PNBG, le dispositif de mise en œuvre et de suivi-évaluation, et la matrice d'actions et d'indicateurs de résultats. La PNBG a permis de mettre en lumière les défis majeurs de la gouvernance à Madagascar et de proposer des solutions concrètes pour y faire face²⁰.

Le PREA, quant à lui, est un programme de grande envergure qui vise à améliorer l'efficacité de l'administration publique. Il est divisé en douze domaines, dont la réduction des pertes évitables, la garantie de l'autonomie de l'État et la régularisation des soldes et des pensions. Grâce à ce programme, l'administration malagasy a pu identifier les secteurs dans lesquels elle perd de l'argent et prendre des mesures pour y remédier²¹.

²⁰ Banque mondiale. (2017). Revue de la gestion des finances publiques : République de Madagascar. Récupéré de <http://documents.worldbank.org/curated/en/609201496894802664/Public-financial-management-review-Republic-of-Madagascar>

²¹ Programme de Réforme pour l'Efficacité de l'Administration. (2023.). Accueil - PREA. Récupéré le 20 avril 2023, de <https://prea.gov.mg> consulté le 17/12/2023

La mise en œuvre de ces réformes a eu un impact positif sur la gouvernance publique. Elles ont amélioré la transparence et la responsabilité des institutions publiques et contribué à renforcer l'efficacité de l'administration. Par exemple, la PNBG a conduit à la mise en place d'un comité interministériel chargé de suivre la mise en œuvre de la politique et de s'assurer qu'elle est alignée sur les stratégies nationales de développement. Le PREA, quant à lui, a entraîné la création d'une unité spéciale au sein du ministère des finances, chargée de suivre et de réduire les pertes évitables.

Les réformes ont également contribué à la modernisation de l'administration publique. La mise en œuvre du PREA a entraîné la numérisation des procédures administratives, ce qui a permis de réduire les délais de traitement et d'améliorer l'accès aux services pour les citoyens. La PNBG, pour sa part, a promu l'utilisation d'indicateurs de performance dans la gestion des institutions publiques, ce qui a contribué à améliorer leur efficacité et leur efficience.

Le succès de la PNBG et du PREA nécessite des ressources suffisantes, une forte volonté politique et l'engagement continu de toutes les parties prenantes. Il est également nécessaire de renforcer les capacités des institutions publiques et de promouvoir la transparence et la responsabilité.

Les récentes réformes ont eu un impact significatif sur la performance des institutions publiques. Elles ont amélioré la transparence, la responsabilité et l'efficacité du secteur public. Cependant, pour s'assurer que ces réformes aient un impact durable, il est essentiel de continuer à renforcer la capacité des institutions publiques, de promouvoir la transparence et la responsabilité, et de s'assurer que les ressources publiques sont utilisées de manière efficace et efficiente.^f

Discussion des résultats

Les résultats de cette étude fournissent des indications précieuses sur l'état actuel de la gestion des finances publiques et de la gouvernance. Les résultats indiquent qu'en dépit des réformes récentes, il reste des défis importants à relever pour améliorer la transparence, la responsabilité et l'efficacité des institutions publiques.

L'une des principales conclusions de cette étude est que la mise en œuvre de la PNBG et du PREA a eu un impact positif sur la gouvernance et la performance des institutions publiques. La PNBG a permis d'identifier les principaux défis en matière de gouvernance à tous les niveaux de l'administration et a proposé des solutions concrètes pour résoudre ces problèmes. Le PREA, quant à lui, a contribué à réduire les pertes évitables et à améliorer l'efficacité de l'administration publique. Ces résultats sont cohérents avec des études antérieures qui ont souligné l'importance des

réformes de gouvernance pour améliorer la gestion des finances publiques (GFP) et promouvoir le développement économique²².

Cependant, les résultats révèlent également qu'il reste d'importants défis à relever pour tirer pleinement parti des avantages potentiels de ces réformes. L'un des principaux défis est le manque de ressources et de capacités au sein des institutions publiques. Comme indiqué précédemment, la mise en œuvre réussie de la PNBG et de PREA nécessite des ressources suffisantes et une main-d'œuvre compétente. Cependant, de nombreuses institutions publiques sont encore sous-financées et manquent de personnel, ce qui limite leur capacité à mettre en œuvre efficacement ces réformes.

Un autre défi est le manque de volonté politique et d'engagement en faveur des réformes de gouvernance. Bien que le gouvernement ait fait des efforts pour promouvoir la bonne gouvernance et améliorer la gestion des finances publiques, le niveau d'engagement à l'égard de ces réformes reste préoccupant. Cela se reflète dans la lenteur de la mise en œuvre et le manque d'application des règlements et des sanctions²³.

À la lumière de ces résultats, plusieurs recommandations peuvent être formulées. L'une d'entre elles consiste à augmenter les investissements dans les capacités humaines et institutionnelles au sein des institutions publiques. Ceci peut être réalisé à travers des programmes de formation ciblés, le recrutement de personnel qualifié et la mise à disposition de ressources adéquates.

Une autre recommandation est de renforcer le cadre juridique et réglementaire de la gouvernance et de la GFP. Cet objectif peut être atteint grâce à l'élaboration de lois, de réglementations et de politiques claires et complètes qui favorisent la transparence, la responsabilité et l'efficacité. Il est également important de veiller à ce que ces lois et règlements soient appliqués et que des sanctions soient imposées en cas de non-respect²⁴.

Une troisième recommandation consiste à renforcer le rôle de la société civile et des médias dans la promotion de la bonne gouvernance et la responsabilisation des institutions publiques. Cet objectif peut être atteint par la création de mécanismes de

²² Fondation Friedrich Ebert. (2023). Gouvernance des affaires publiques. Récupéré de <https://madagascar.fes.de/thematiques/gouvernance-des-affaires-publiques> consulté le 16/12/2023

²³ Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité. (2020). Politique Nationale de Bonne Gouvernance. Récupéré de <https://www.csi.gov.mg/politique-nationale-de-bonne-gouvernance-nov-2020/> consulté le 17/12/2023

²⁴ Conseil de développement économique de Madagascar. (2021). Réforme de l'administration : les 12 travaux du PREA. Récupéré de <https://edbm.mg/reforme-de-administration-les-12-travaux-du-prea/> consulté le 17/12/2023

participation et d'engagement des citoyens, ainsi que par la promotion du journalisme d'investigation et de la liberté des médias.

Enfin, il est important de veiller à ce que les réformes de la gouvernance soient coordonnées et intégrées entre les différents secteurs et niveaux de gouvernement. Cela peut se faire par la mise en place d'un cadre national de gouvernance qui définit clairement les rôles et les responsabilités des différents acteurs et qui encourage la collaboration et la coordination entre les différentes institutions.

En investissant dans le renforcement des capacités, en renforçant le cadre juridique et réglementaire, en promouvant l'engagement des citoyens et en assurant la coordination et l'intégration entre les différents secteurs et niveaux de gouvernement, il est possible d'améliorer la gouvernance et la GFP à Madagascar et de promouvoir une croissance économique durable.

CONCLUSION

Cette étude avait pour objectif d'analyser l'évolution des finances publiques à Madagascar, en se concentrant sur les procédures budgétaires et la gouvernance publique. Les résultats de cette recherche révèlent que malgré les progrès réalisés au cours des dernières années, de nombreux défis subsistent en matière de gestion des finances publiques dans ce pays.

L'analyse des tendances budgétaires montre que Madagascar a réalisé des avancées notables en matière de mobilisation des recettes intérieures et d'amélioration de la gestion budgétaire. Cependant, la forte dépendance *aux financements extérieurs et aux transferts, ainsi que la persistance de déficits budgétaires élevés, mettent en évidence la nécessité de renforcer la viabilité budgétaire à long terme*²⁵. De plus, bien que le cadre légal et réglementaire se soit amélioré, notamment avec l'adoption de la Loi Organique relative aux Lois de Finances, les procédures budgétaires demeurent perfectibles en matière de transparence, de redevabilité et d'efficacité.

L'examen de la gouvernance publique révèle également d'importants progrès, tels que l'adoption de la Politique Nationale de Bonne Gouvernance et la mise en œuvre du Programme d'Efficacité de l'Administration. Cependant, la fragilité institutionnelle des organes de contrôle tels que le Parlement et la Cour des Comptes, ainsi que la faible capacité de l'administration, limitent l'impact de ces réformes. La corruption reste préoccupante malgré les efforts déployés.

Ces résultats mettent en évidence les principaux défis qui se posent en matière de gestion des finances publiques. Il est essentiel de poursuivre les efforts de mobilisation des recettes intérieures et de maîtrise des dépenses publiques afin d'assainir les finances de l'État. Les procédures budgétaires gagneraient à être

²⁵ Herisoa, F. E. (2021). La fragilité institutionnelle du parlement malgache. Afrique contemporaine, (1), 119-139. <https://doi.org/10.3917/afco.287.0119>

davantage axées sur les résultats, avec un renforcement des mécanismes de suivi et d'évaluation. Le cadre institutionnel et réglementaire doit être consolidé pour accroître la transparence et la redevabilité dans la gestion des deniers publics. Enfin, le renforcement des capacités *au sein de l'administration publique est indispensable pour améliorer l'efficience et l'efficacité de la dépense publique*²⁶.

Malgré ces défis, des opportunités existent. L'engagement des autorités en faveur des réformes et leur volonté affichée de promouvoir la bonne gouvernance sont des atouts importants. De plus, le pays peut tirer des enseignements des expériences réussies d'autres pays en développement en matière de gestion budgétaire axée sur les résultats, de lutte contre la corruption et de promotion de la transparence fiscale. Enfin, le dynamisme de la société civile malagasy et son implication croissante dans le suivi des politiques publiques constituent des facteurs favorables dans la promotion de la bonne gouvernance et la responsabilisation des institutions publiques.

Plusieurs pistes de recherche futures peuvent être envisagées. Des études pourraient se pencher plus en détail sur l'impact des réformes budgétaires et institutionnelles sur la prestation des services publics dans des secteurs clés comme la santé et l'éducation. D'autres travaux pourraient analyser plus finement les relations entre la mobilisation fiscale, la composition des dépenses publiques et la croissance économique à Madagascar. Enfin, des recherches comparatives entre Madagascar et d'autres pays présentant des contextes similaires pourraient permettre d'identifier plus précisément les bonnes pratiques transférables en matière de gestion budgétaire et de gouvernance publique. De telles études empiriques approfondies fourniraient des connaissances précieuses aux décideurs politiques pour concevoir des réformes adaptées au contexte malagasy.

REFERENCES

- 1) Andrianjatovo, H. (2021). La société civile malgache, acteur incontournable de la bonne gouvernance. *Afrique contemporaine*, (3), 153-170.
<https://doi.org/10.3917/afco.263.0153>
- 2) Banque mondiale. (2017). Revue de la gestion des finances publiques : République de Madagascar.
<http://documents.worldbank.org/curated/en/609201496894802664/Public-financial-management-review-Republic-of-Madagascar>
- 3) Banque mondiale. (2019). Évaluation des dépenses publiques et de la responsabilité financière: Madagascar.
<https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/32421>

²⁶ Andrianjatovo, H. (2021). La société civile malgache, acteur incontournable de la bonne gouvernance. *Afrique contemporaine*, (3), 153-170.
<https://doi.org/10.3917/afco.263.0153> consulté le 18/12/2023

- 4) Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité. (2020). Politique nationale de Bonne Gouvernance. <https://www.csi.gov.mg/politique-nationale-de-bonne-gouvernance-nov-2020/>
- 5) Conseil de développement économique de Madagascar. (2021). Réforme de l'administration : les 12 travaux du PREA. <https://edbm.mg/reforme-de-ladministration-les-12-travaux-du-prea/>.
- 6) Conseil de développement économique de Madagascar. (n.d.). E-GOUVERNANCE, Réforme d'envergure de l'administration à Madagascar. <https://edbm.mg/e-gouvernance-reforme-denvergure-de-ladministration-a-madagascar/>
- 7) Cour des comptes. (2017). Rapport public 2017. <https://www.csi.gov.mg/cour-des-comptes-rapport-public-2017/>
- 8) Fondation Friedrich Ebert. (2023). Gouvernance des affaires publiques. <https://madagascar.fes.de/thematiques/gouvernance-des-affaires-publiques>
- 9) Friedrich Ebert Foundation. (2020). Gouvernance des affaires publiques. <https://madagascar.fes.de/thematiques/gouvernance-des-affaires-publiques>
- 10) Fonds monétaire international. (2021). Rapport sur la stabilité financière mondiale. <https://www.imf.org/>
- 11) Herisoa, F. E. (2021). La fragilité institutionnelle du parlement malgache. *Afrique contemporaine*, (1), 119-139. <https://doi.org/10.3917/afco.287.0119>
- 12) Institut national de la statistique de Madagascar. (2021). Base de données des statistiques nationales de Madagascar. <http://www.stat-madagascar.mg/index.php/fr/>
- 13) Ministère de l'Economie et des Finances. (2019). Guide pratique de l'exécution budgétaire budget de l'État 2019. <https://www.dgfag.mg/wp-content/uploads/2019/06/Guide-pratique-execution-budgetaire-2019.pdf>
- 14) Ministère de l'Economie et des Finances. (2022). Loi de finances initiale pour 2023. <http://www.mefb.gov.mg/>
- 15) Organisation de coopération et de développement économiques. (2015). Recommandation du Conseil sur la gouvernance budgétaire. <https://www.oecd.org/governance/budgeting/Recommandation-du-Conseil-sur-la-gouvernance-budgetaire.pdf>
- 16) Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). (2021). Base de données sur les finances publiques. <https://data.oecd.org/fr/fiscalite/statistiques-des-finances-publiques.htm>
- 17) Programme de Réforme pour l'Efficacité de l'Administration (PREA). (2023). Accueil. <https://prea.gov.mg>
- 18) Andrianjatovo, H. (2021). La société civile malgache, acteur incontournable de la bonne gouvernance. *Afrique contemporaine*, (3), 153-170. <https://doi.org/10.3917/afco.263.0153>
- 19) Banque mondiale. (2017). Revue de la gestion des finances publiques : République de Madagascar. <http://documents.worldbank.org/curated/en/609201496894802664/Public-financial-management-review-Republic-of-Madagascar>
- 20) Banque mondiale. (2019). Évaluation des dépenses publiques et de la responsabilité financière : Madagascar. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/32421>

- 21) Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité. (2020). Politique nationale de Bonne Gouvernance. <https://www.csi.gov.mg/politique-nationale-de-bonne-gouvernance-nov-2020/>
- 22) Conseil de développement économique de Madagascar. (2021). Réforme de l'administration : les 12 travaux du PREA. <https://edbm.mg/reforme-de-l-administration-les-12-travaux-du-prea/>
- 23) Conseil de développement économique de Madagascar. (2023). E-GOUVERNANCE, Réforme d'envergure de l'administration à Madagascar. <https://edbm.mg/e-gouvernance-reforme-denvergure-de-l-administration-a-madagascar/>
- 24) Cour des comptes. (2017). Rapport public 2017. <https://www.csi.gov.mg/cour-des-comptes-rapport-public-2017/>
- 25) Fondation Friedrich Ebert. (2023). Gouvernance des affaires publiques. <https://madagascar.fes.de/thematiques/gouvernance-des-affaires-publiques>
- 26) Friedrich Ebert Foundation. (2020). Gouvernance des affaires publiques. <https://madagascar.fes.de/thematiques/gouvernance-des-affaires-publiques>
- 27) Fonds monétaire international. (2021). Rapport sur la stabilité financière mondiale. <https://www.imf.org/>
- 28) Herisoa, F. E. (2021). La fragilité institutionnelle du parlement malgache. Afrique contemporaine, (1), 119-139. <https://doi.org/10.3917/afco.287.0119>
- 29) Institut national de la statistique de Madagascar. (2021). Base de données des statistiques nationales de Madagascar. <http://www.stat-madagascar.mg/index.php/fr/>
- 30) Ministère de l'Economie et des Finances. (2019). Guide pratique de l'exécution budgétaire budget de l'État 2019. <https://www.dgfag.mg/wp-content/uploads/2019/06/Guide-pratique-execution-budgetaire-2019.pdf>
- 31) Ministère de l'Economie et des Finances. (2022). Loi de finances initiale pour 2023. <http://www.mefb.gov.mg/>
- 32) Organisation de coopération et de développement économiques. (2015). Recommandation du Conseil sur la gouvernance budgétaire. <https://www.oecd.org/governance/budgeting/Recommandation-du-Conseil-sur-la-gouvernance-budgetaire.pdf>
- 33) Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). (2021). Base de données sur les finances publiques. <https://data.oecd.org/fr/fiscalite/statistiques-des-finances-publiques.htm>
- 34) Programme de Réforme pour l'Efficacité de l'Administration (PREA). (2023). Accueil. <https://prea.gov.mg>

REFLEXIONS SUR L'IDEOLOGIE LINGUISTIQUE : IMPLICATIONS, CONSTRUCTION ET EFFICACITE

par

RAVELO Bruno Eugène Maxime, RAVÉLO Sophie Maria Angela Eugénie

Faculté Economie, Gestion, Sociologie, Université d'Antananarivo, Madagascar

RESUME

En s'attardant sur le rôle des idéologies dans le domaine linguistique, le présent article essaie de démontrer les réserves que l'on se doit d'observer dans une approche incluant la primauté à l'infrastructure sociale. Dans ce sens, nonobstant la vision marxiste qui la présente tel un jugement de valeurs découlant de la classe sociale dominante et le trait fictif que cette vision lui attribue, l'idéologie linguistique est capable de puiser son efficacité dans les faveurs gnoséologiques qu'elle accorde à une portion de la société et au statut des idéologues qui l'ont formé et attribué une structure. Ainsi, à travers une analyse de corpus, il est ressorti de cette étude que la détermination de la structure sociale n'était pas l'apanage exclusif de la base économique, mais qu'une idéologie pouvait à son tour en être l'origine. Toutefois, cette assertion doit être observée avec retenue considérant que le cadre théorique de l'étude ne se soit basé que sur la seule pensée marxiste.

Mots-clés : Idéologie linguistique, Structure sociale, Marxisme, Infrastructure, Conditionnement social

ABSTRACT

By focusing on the role of ideologies in the linguistic field, this article endeavored to demonstrate the reservations that must be observed in an approach including the primacy of social infrastructure. In this sense, notwithstanding the Marxist vision which presents it as a value judgment arising from the dominant social class and the fictitious trait that this vision attributes to it, linguistic ideology is capable of drawing its effectiveness from the gnoseological favors that it grants to a portion of society and the status of the ideologues who formed and assigned it a structure. Thus, through a corpus analysis, it emerged that the determination of the social structure was not the exclusive prerogative of the economic base, but that an ideology could in turn be its origins. However, this assertion must be observed restraint considering that the theoretical framework of the study was based only on Marxist thought.

Key words : Linguistic ideology, Social structure, Marxism, Infrastructure, Social conditionment

INTRODUCTION

En matière de sociolinguistique ou encore de linguistique sociale, la question de l'idéologie linguistique revêt un caractère central. Cette discipline se propose d'étudier la langue non pas de manière structurelle comme le fit Saussure (1916), mais en la replongeant dans son contexte social, et ne peut, en conséquence, se détourner de l'idéologie linguistique et des représentations sociales qu'elle véhicule. De ce point de vue, dans l'espace mondialisant où nous évoluons aujourd'hui, la question linguistique retient l'attention notamment par le rôle identitaire que certaines sociétés souhaitent lui attribuer et, dans plusieurs pays, des puristes montent au créneau pour dénoncer ce qu'ils qualifient sans détour de tentative d'abâtardissement ou d'anéantissement de leur langue voire de leur culture.

De ces quelques faits précédemment soulevés, des réflexions sur le rôle attribué à l'idéologie linguistique, mais aussi et surtout sur les modalités de son efficacité viennent immédiatement à l'esprit. En effet, pourquoi peut-elle être efficace ? Pour traiter cette problématique, l'hypothèse suivante a été émise : contrairement à l'approche marxiste, l'idéologie constitue une déterminante de la structure sociale.

L'objectif est de mettre en lumière le poids réel des idéologies dans le fonctionnement sociétal moderne et de modérer le postulat marxiste de la prééminence de la base économique dans l'ingénierie microsociale. Pour ce faire, il sera question dans une première partie d'exposer les matériels et méthode utilisés pour réaliser les travaux de recherche, puis, de présenter les résultats de la démarche précédente et enfin, dans une dernière partie, de procéder à une discussion sur le sujet.

MATERIELS ET METHODE

La lecture de la réalité sociale en sociologie implique de se défaire de tout préjugé et d'observer une « rupture épistémologique » (Bachelard, 1938). Comme le souligne également Paugam (2018), « Durkheim appelle à rompre avec les prénotions (terme qu'il emprunte au philosophe Francis Bacon) avant et afin de s'engager dans une démarche sociologique. C'est là, selon lui, « la base de toute méthode scientifique » dont le doute méthodique de Descartes ne serait qu'une application. » (Paugam, 2018). Dans cette perspective, la construction d'un dispositif d'étude est nécessaire pour se garantir de cette tendance à la subjectivité et aux préjugés.

Démarche

La démarche est hypothético-déductive, c'est-à-dire qu'elle découle de la formulation d'une hypothèse avancée à la suite d'un travail exploratoire. C'est cette

proposition de réponse à la problématique qui est, par la suite, éprouvée par le biais d'un modèle d'analyse.

Type de recherche

D'un point de vue théorique, c'est une recherche fondamentale dont le but est d'aboutir à l'élaboration d'une loi scientifique générale. Elle n'a pas pour ambition une application directe sur le terrain, mais est orientée vers la production de théories.

Type d'analyse

C'est une analyse à la fois qualitative, fonctionnelle et multivariée. L'analyse qualitative a pour particularité de ne pas s'appuyer sur des données statistiques pour obtenir des informations. Le trait fonctionnel, quant à lui, est issu de la volonté de déterminer le rôle que pourrait tenir l'idéologie dans le travail de recherche entrepris. Par ailleurs, le caractère multivarié fait intervenir deux ou plusieurs variables dans l'explication d'un fait.

Technique de recueil des données

La technique utilisée est strictement documentaire et se concentre sur une littérature scientifique abordant la thématique de réflexion. Ce corpus est constitué par les écrits des principaux penseurs marxistes et tourne autour des conceptions de l'idéologie.

RESULTATS

Les réflexions marxistes se sont longuement attardées sur la notion d'idéologie. Leurs considérations, généralement négatives, sont ici corrélées avec le thème de la linguistique.

Idéologie et marxisme

La perception marxiste tourne autour de deux points essentiels de l'idéologie : son caractère factice et le fait qu'elle ne soit qu'une représentation sociale.

L'idéologie ne serait-elle qu'une illusion ?

Originellement, le mot idéologie désignait une science des idées (Tracy, 2012), mais ce sens premier fut rapidement abandonné. Marx et Engels (1968), considérèrent ce terme comme reflétant un système de représentation reposant, ou se basant sur une fausse conscience, une conscience illusoire. Ces deux auteurs ont en effet élaboré la première théorie sociologique de l'idéologie. Selon eux, l'idéologie, qu'elle soit linguistique ou autre, est la conscience de certaines classes sociales qui

s'ingénient à présenter leurs intérêts personnels comme étant universels, c'est-à-dire valables pour tous les groupes sociaux. Au sein de chaque société globale, les idées dominantes se révèlent être celles de la classe dominante considérant qu'elle détient les moyens de base pour la production matérielle et spirituelle ainsi que ceux qui sont utilisés pour la propagation des idées. Pour qu'une idéologie disparaisse, il est nécessaire que la classe ayant intérêt à la maintenir disparaisse. Pour mettre en place une idéologie selon Lénine (1970), il est primordial de recourir à des « spécialistes-idéologues ». Scheler (1993), et Mannheim (1956), rattachent l'idéologie à la sociologie de la connaissance. Pour eux, le conditionnement de classe (reflets d'intérêts de classe) transforme l'idéologie en conscience factice. Toutefois, Mannheim pense qu'historiquement, l'intelligentsia reste capable de posséder une connaissance non influencée par le subjectivisme de classe et par la limitation (influence) idéologique. Cette analyse se révéla juste, puisque les intellectuels critiquèrent les idéologies.

La sociolinguistique démystifia les idéologies linguistiques qui, comme le souligne Zimmermann (2002), sont des jugements de valeur sur les langues. Les jugements de valeur sur l'esthétique d'une langue, sur sa qualité, ses défauts, ses dispositions et facilité d'apprentissage restent discutables et arbitraires. Il n'y a pas de langue claire par nature, tout dépend de l'utilisation du code. La distinction langue riche et pauvre n'a aucun fondement sérieux. C'est plutôt l'incompétence des lexicographes occidentaux qui a généré la conclusion selon laquelle les langues amérindiennes et africaines sont pauvres. D'autre part, la dichotomie langue primitive et langue évoluée ne résiste guère à l'analyse, car toutes les langues ont évolué dans le temps et cela ne confère pas une supériorité. L'idée de beauté et pureté des langues découlent des sentiments éprouvés à l'endroit de la nation qui en fait usage. La survie d'une langue ne dépend nullement de sa pureté étant donné qu'il n'existe pas de langue pure (elles sont toutes métissées), corrompue, bâtarde ou dégénérée ou alors toutes les langues le sont. Par ailleurs, la présentation d'une langue comme dotée de qualité innée n'a rien de scientifique. Ce ne sont pas les prétendues dispositions naturelles qui imposent une langue (dans le commerce, la science, la musique ...), mais plutôt la puissance du groupe qui l'utilise. En outre, l'idée de difficultés d'une langue reste discutable et arbitraire, car elles dépendent largement du point de vue de la personne qui l'apprend. Ainsi, de nombreux facteurs sont-ils identifiés à l'image de la motivation ou encore des éléments psycho-affectifs.

Les auteurs positivistes aussi rattachent toutes les idéologies à l'idée de conscience illusoire et les rejettent. Dans cette optique, Geiger (1953), rappelle que le caractère factice d'une idéologie est une résultante du fait qu'elle constitue un

système de considération de valeurs qui s'opposent à la connaissance objective, à la vérité, à la science.

L'Ecole de Francfort (Marcuse, Adorno, Horkheimer ...) pour sa part réaffirme le caractère factice et illusoire de l'idéologie, non pas eu égard à son conditionnement social, mais à cause de la réalité même de la société bourgeoise où toute la vie spirituelle se transforme en idéologie. Ces tendances intellectuelles ont sans doute influencé Bell (1997), et d'autres sociologues qui, tout en reconnaissant l'idéologie comme une conscience factice, ont suggéré dans les années 60 la thèse selon laquelle avec le développement de la science et de l'éducation, la société contemporaine sera « désidéologisée » jusqu'à la fin des idéologies. Les années 70 et 80 ont cependant été le théâtre d'un rôle croissant de l'idéologie dans la société, c'est le processus de « ré idéologisation ». Par ailleurs, idéologie linguistique et représentations linguistiques restent liées : la représentation linguistique n'étant ni plus ni moins qu'une représentation sociale.

Idéologie linguistique et représentations sociales

Les représentations sociales sont, comme les psychologues sociaux le soulignent, des savoirs, des connaissances qui ne disposent pas d'un caractère savant. Elles sont dotées d'une visée pratique tout en étant socialement partagées. Il en découle que la gestion des rapports au monde lui est tributaire.

Dans la vie courante des individus, les représentations sociales jouent un rôle capital étant donné qu'elles permettent de connaître, de savoir le monde extérieur. Les représentations servent aussi bien à gérer, qu'à comprendre, voire à lutter dans le monde.

L'importance de comprendre les représentations sociales s'aligne sur la compréhension de la logique de l'acteur social. Sur cette question, la prise en compte des seuls intérêts semble plus qu'insuffisante, d'où la nécessité affirmée par beaucoup d'intellectuels de saisir les façons de connaître ou encore les représentations, des institutions, des choses... Il est donc déterminant d'appréhender comment l'acteur social voit, comprend, connaît une question. Cette interrogation capitale a d'ailleurs poussé Bourdieu à établir la notion d'« habitus » dans son ouvrage « Le sens pratique » publié en 1980 (l'habitus est le terme par lequel Saint Thomas d'Aquin a traduit l'*hexis* d'Aristote²⁷). Le succès de l'apprentissage d'une langue s'explique par les représentations prévalant à son endroit.

Moscovici (2008), quant à lui, soulève l'idée de « logique des intentions ». Il s'agit tout simplement de l'instrument des rapports au monde. La représentation

²⁷ In « Initiation à saint Thomas d'Aquin » (1993)

sociale interprète, attribue un sens à un objet. Ce savoir est « diagnostique » et « prescriptif ». Par exemple les malagasy jugent positivement le français vis-à-vis de leur langue. Moscovici (2008), souligne et réaffirme également la fonction de la communication dans son processus d'émergence, notamment par l'intermédiaire du langage.

Bien qu'il paraît incontestable que la théorie des représentations sociales connaisse l'influence certaine de Simmel (1999), et de Weber (1922), Durkheim (1893), reste à bien des égards le fondateur. Toutefois, les psychologues sociaux de l'entourage de Moscovici sont les véritables constructeurs de la théorie des représentations sociales. A cet égard, ils furent influencés par Freud (1923), et Piaget (2012), ainsi que par les pères fondateurs de la sociologie.

En dépit de ces véhémentes critiques des intellectuels, comment se fait-il que l'idéologie linguistique reste souvent efficace à l'image de l'unilinguisme français ? Quelles sont ces forces et faiblesses ?

DISCUSSION

L'efficacité renvoie à s'interroger sur ce qui fait qu'une idéologie soit. Il s'agit d'en considérer les éléments intrinsèques, considérations d'autant plus intéressantes lorsqu'elles se font à travers une illustration : celle d'un cas historique malagasy.

Quid de l'essence de l'idéologie ?

Cette question se lie à trois de ses traits caractéristiques. L'essence de l'idéologie linguistique comme de toutes les idéologies peut être, en effet, définie par des traits spécifiques.

L'idéologie est issue d'une classe sociale déterminée

Le premier trait plaide plutôt en sa défaveur et se situe dans le « conditionnement social de classe de l'idéologie ». La place dans la production sociale et l'expérience sociale détermine l'organisation, les intérêts et valeurs respectifs, la manière de voir la réalité sociale et l'intérêt porté aux idées différentes. Les intérêts de classe peuvent avoir une conséquence sur le choix du problème à étudier, les méthodes de recherche, le choix des faits empiriques et leurs interprétations du point de vue linguistique. Le conditionnement social de classe se fait surtout sentir dans la conscience politique et juridique. Cela peut constituer une source de l'idéologie.

Il résulte de ce premier trait que l'idéologie linguistique peut ne peut pas servir tous les intérêts du groupe social entier. Exemple : la malgachisation de 1975 a surtout servi les intérêts politiques des gouvernants et a fortement contribué à détruire la qualité de la formation de la jeunesse d'alors. Les enseignants, les supports didactiques, les infrastructures... furent dérisoires. Cette politique aboutit à

un désastre, les élèves ne maîtrisant ni le malagasy, ni le français étaient voués à un échec certain au niveau de l'enseignement supérieur.

L'idéologie est connaissance

La deuxième particularité de l'idéologie est son caractère gnoséologique. L'idéologie constitue en effet une forme spécifique de connaissance. Sa caractéristique gnoséologique implique sa description au moyen de termes comme « vrai » ou « factice ». Si elle présente comme « vraie » qu'une langue est meilleure qu'une autre, cela peut conduire de nombreuses personnes à vouloir l'apprendre. A Madagascar, le français est vu comme strictement supérieur et plus prestigieux que le malagasy et fait l'objet d'une forte demande par conséquent.

L'idéologie linguistique influe donc sur l'apprentissage. La possibilité d'enseigner une langue dépend des représentations linguistiques. Le kingarwanda ou encore le haoussa n'attirent pas les apprenants à la différence du français ou de l'anglais bien que ce sont des langues à part entière dans les zones du continent africain où ils sont la langue première.

La tendance gnoséologique explique l'efficacité idéologique par sa propension à influencer les perceptions.

Les « spécialistes-idéologues »

La troisième caractéristique fondamentale de l'idéologie est constituée de ses spécificités systématiques et structurelles. L'idéologie est un système de théories, idées, valeurs et normes, et en tant que telle, elle diffère de la « psyché » de classe (sentiments, états d'âmes, opinions...). C'est pour cette raison qu'afin de créer l'idéologie, il faut l'activité spécialisée des théoriciens- idéologues.

Quand une idéologie quelconque est bien formée, l'intellectuel qui met au point une décision peut ne pas être apparemment lié à une classe, mais, consciemment ou non, il adopte toujours les valeurs d'un groupe social, valeurs qui influent ses activités cognitives. C'est ce qui transforme l'intellectuel en idéologue. Dans la structure de l'idéologie sont impliquées les différentes théories politico-économiques, politiques, juridiques, philosophiques, éthiques et sociologiques, ainsi que les programmes et codes d'actions. L'idéologie peut exercer une influence sur les phénomènes sociaux grâce à ce dernier trait.

A Madagascar, il n'y pas de théoriciens-idéologues consultés pour les politiques linguistiques. On assiste surtout, que ce soit en 1975 avec la première tentative de malgachisation ou récemment avec la malgachisation du primaire, à la plus pure improvisation. Or, il est possible d'utiliser l'idéologie linguistique pour construire la nation, comme ce fut le cas en France. Des obstacles tels le reproche de merinisation

de l'enseignement (qu'on peut résoudre en intégrant des mots issus des diverses variantes) ou encore l'insuffisance de vocabulaire (peut être résolu par l'institution d'une commission de terminologie) reflètent l'absence de théoriciens-idéologues. L'échec de cette malgachisation a discrédité la langue malagasy.

L'idéologie française nous offre un cas bien forgé car, dans le groupe social, elle est un moyen d'intégration social et de contrôle sur le groupe, d'orientation du comportement de groupe, un moyen de mobilisation des masses en vue de l'exécution de certains actes. Elle offre le contenu et les moyens d'éducation, elle sert de programme préalable et de pronostic en ce qui concerne les actes du groupe. L'unilinguisme français s'articule sur deux axes : l'unilinguisme intralinguistique qui veut faire respecter l'intégrité de la langue face aux emprunts notamment anglo-américains ; l'unilinguisme inter linguistique qui veut imposer l'exclusivité sociétale ainsi que l'universalité du français. Cette idéologie est finement conçue et a été travaillé par de nombreux penseurs au fil des siècles depuis l'ordonnance de Villers-Cotterêts.

Cette spécificité structurelle constitue un atout considérable pour l'efficacité de l'idéologie linguistique.

La diffusion d'une idéologie linguistique décisive à l'époque des souverains malagasy

En expliquant les mécanismes qui régissent le modèle de construction identitaire malagasy « *moasy* », l'historienne Raison-Jourde a, dans la même foulée, mis à jour le rôle non négligeable de la langue dans ce processus.

Les « ombiasy » -idéologues

Théorie développée par Raison-Jourde (1983), pour expliquer l'unité culturelle du pays, elle s'appuie sur l'affirmation que ce sont les « *ombiasy* » (devins-guérisseurs) qui sont à la base d'un tel résultat. Ces « *ombiasy* », venus du sud-est, se seraient déplacés auprès de tous les souverains malagasy de l'époque, apportant avec eux leur langue et leur culture (les deux éléments constitutifs de la synergie culturelle ou *melting pot* élargi) et qui se sont, par la suite, répandues sur tout le territoire.

Le modèle « *moasy* » (type de construction identitaire) véhiculé par les « *ombiasy* » s'est basé sur un analogisme qui identifie des correspondances entre le monde cosmique, terrestre et humain. Cet analogisme est concrétisé par le « *fanandroana* » (divination), puis par le totémisme (culte des ancêtres) et l'animisme (existence des âmes dans la nature). Parallèlement à la pratique de ces trois religions primitives des Malagasy, la langue véhiculée par ces devins-

guérisseurs s'est rapidement diffusée sur tout le territoire, à l'instar du concept de « *fhavanana* », pilier de la société actuelle, et entraînant avec eux, une idéologie : celle de l'identité nationale.

Lecture ethnolinguistique du rôle des « ombiasy »

Selon les anthropologues Sapir et Whorf²⁸, les sociétés seraient régies par une forme de relativisme linguistique déterminant la façon dont chacun perçoit le réel. Les structures grammaticales et verbales ne sont pas uniquement des formulations expressives des mentalités, elles ont également une influence sur le sujet et façonnent ses perceptions du monde extérieur.

Ainsi, en se basant sur cette théorie et tout en sachant d'une part, que tous les niveaux de linguistique structurale (Saussure, 1916), sont identiques pour tous les Malagasy et, d'autre part, que des variétés régionales (variantes) existent à l'intérieur de la langue unique dont ils se servent pour s'exprimer, on ne saurait méconnaître de l'effet de l'activité des « *ombiasy* » et de la diffusion de leur idéologie sur l'ensemble du pays. Il est à souligner que le malagasy est une langue appartenant à la branche malayo-polynésienne des langues austronésiennes²⁹ et que les sept niveaux de la linguistique qui la compose et que l'on retrouve chez toute la population sont les suivants :

- la phonétique, qui est la description des unités sonores de base ; on compte 21 lettres dans l'alphabet malagasy dont 5 voyelles et 16 consonnes. La voyelle « u » et les consonnes « c », « q », « x » et « w » n'existent pas.
- la phonologie ou étude du rôle des sons dans le système linguistique ; on recense 39 phonèmes dans le malagasy officiel contre 36 pour le français³⁰.
- la morphologie ou étude de structure grammaticale des mots ; ainsi, deux formes de « nous » (incluant ou excluant l'orateur) coexistent.
- la lexicologie, qui est l'étude des vocabulaires composant le lexique d'une langue ; on retrouve l'utilisation de la reduplication ou redoublement³¹ pour atténuer le sens d'un mot.

²⁸ Whorf, B.L. (1940). *Science and linguistics*. Technol. Rev. 42/6, 229-231, 247-248

²⁹ Le malagasy fait partie des langues barito orientales et est une langue normalisée (codifiée)

³⁰ Nicot-Guilloret, M. (2012). *Bilinguisme et apprentissage de la lecture à Madagascar : quelle place pour la phonologie ?* journals.openedition.org, Janvier-Mars, p. 97-114

³¹ « Selon les auteurs, on rencontre les termes de redoublement ou de reduplication ; certains, toutefois, les distinguent, considérant que la reduplication signifie la répétition du mot entier, tandis que le redoublement traduit la répétition d'un ou plusieurs éléments du mot. » Kaboré, R. (1998). *La reduplication*. Les langues d'Afrique subsaharienne. www.persee.fr, pp 359-376

Exemple : « mangatsiatsika » de « mangatsiaka » signifiant « froid » sur les Hautes Terres et qui devient « un peu froid » après reduplication, ou « lefadefaka » de « lefaka » signifiant un peu fou dans les régions du nord.

- la sémantique ou étude de la signification ; il existe des mots malagasy qui gardent leur signification quelle que soit la région où l’on se trouve : le mot est culturème (exemple : « zanahary », « fihavanana »). Notons que le culturème est un terme ou expression à haute charge sémantique, ou du champ de la dynamique de traduction.
- la syntaxe qui étudie les combinaisons et les relations entre les formes qui composent la phrase ; les phrases simples sont construites selon l’ordre VOS ou verbe/objet/sujet.

Exemple : « Mihinà bageda ny zaza » (traduit littéralement par « manger/patates/enfants ») selon une variante régionale du sud-est signifie « Les enfants mangent des patates », l’énonciation et la pragmatique qui étudient la production et la reconnaissance langagière par des énonciateurs dans une situation donnée.

Comme le résume la Figure ci-après, c’est l’idéologie linguistique qui a été la plus efficace dans les balbutiements de la construction de l’unité nationale de Madagascar et le cas qui vient d’être explicité invite à se focaliser sur un angle de recherche souvent inexploré de cette thématique.

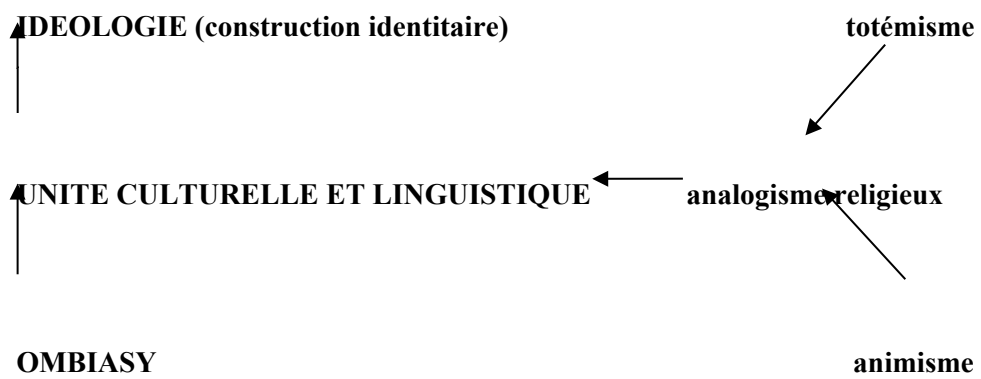


Figure 1. Schéma simplifié de la relation entre idéologie, linguistique et culture

Source : enquêtes personnelles, 2024

Il s’agit d’une démonstration imagée du rapport entre la pérégrination des « ombiasy » du sud-est et la transmission d’une idéologie par la langue et la culture.

On y constate l'enchevêtrement de ces trois éléments ainsi que le trépied qu'ils forment pour aboutir à un résultat probant.

CONCLUSION

Au terme de ces écrits relatifs à l'idéologie linguistique, et en dépit de l'unicité du paradigme du cadre théorique adopté, il apparaît nettement que ce concept détient une place de premier ordre en matière de sociolinguistique. Le concept peut, en effet, générer diverses analyses lorsqu'il est apprécié sous les lunettes de la théorie marxiste. Dans tous les cas, les scientifiques ont toujours pointé du doigt le caractère factice des idéologies qu'ils considèrent comme ne reflétant pas la réalité. Ce qui étonne cependant, c'est l'efficacité, souvent prouvée, des idéologies linguistiques, tel l'unilinguisme français malgré son caractère extrascientifique, ou tel le succès de la pérégrination des devins-guérisseurs malagasy à l'époque des royautes. Il peut alors être dit que cet état de choses provient du trait gnoséologique ainsi que de la conception à l'aide de spécialistes idéologues.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- 1) Bachelard, G. (1938). *La formation de l'esprit scientifique*. Paris : Vrin
- 2) Bell, D. (1997). *La fin de l'idéologie*. Paris : Presses Universitaires de France
- 3) Bourdieu, P. (1980). *Le sens pratique*. Paris : Editions de Minuit
- 4) Durkheim, E. (1893). *De la division du travail social*. Paris : Presses Universitaires de France
- 5) Freud, S. (1923). *Introduction à la psychanalyse*. Paris : Payot
- 6) Geiger, T. (1953). *Ideologie und wahrheit*. Bonn/Berlin : Homboldt
- 7) Lénine, (1970). *L'Etat et la révolution*. Pékin : Editions en langues étrangères
- 8) Mannheim, K. (1956). *Idéologie et utopie*. Paris : Rivière
- 9) Marx, K. et Engels, F. (1968). *L'idéologie allemande*. Paris : Editions sociales
- 10) Piaget, J. (2012). *La psychologie de l'enfant*. Paris : Presses Universitaires de France
- 11) Raison-Jourde, F. (1983). *Les souverains de Madagascar. L'histoire royale et ses résurgences contemporaines*. Paris : Karthala
- 12) Saussure, F. (1916). *Cours de linguistique générale*. Lausanne : Payot
- 13) Scheler, M. (1993). *Problèmes de la sociologie de la connaissance*. Paris : Presses Universitaires de France
- 14) Simmel, G. (1999). *Sociologie, étude sur les formes de la socialisation*. Paris : Presses Universitaires de France

- 15) Torrell, J. P. (1993). *Initiation à Saint Thomas d'Aquin*. Paris : Editions du Cerf
- 16) Tracy, D. De (1912). *Eléments d'idéologie : idéologie proprement publique*. Paris : Vrin
- 17) Weber, M. (1922). *Economie et société*. Paris : Plon

Articles

- 18) Kaboré, R. (1998). *La reduplication*. Les langues d'Afrique subsaharienne. www.persee.fr, pp. 359-376
- 19) Moscovici, S. (2008). Social representations theory : A progressive research program. *Journal for the Theory of social behaviour*, 38 (4): pp. 335-353
- 20) Nicot-Guilloret, M. (2012). *Bilinguisme et apprentissage de la lecture à Madagascar : quelle place pour la phonologie ?* journals.openedition.org, Janvier-Mars, p. 97-114
- 21) Rapanoël, A. B. S. (2008). Les problèmes de la langue d'enseignement à Madagascar : les dysfonctionnements de la loi 94-033. Kabaro, *Revue internationale des Sciences de l'Homme et des Sociétés, Inter ethnicité et interculturalité à l'île Maurice*, 4 (4-5), pp. 153-171. hal-03484900
- 22) Whorf, B. L. (1940). *Science and linguistics*. *Technol. Rev.* 42 (6), 229-231, 247-248
- 23) Zimmermann, F. (2002). *Anthropologie et linguistique*. Paris : Annuaire de l'EHESS, pp. 448-449

Texte officiel

- 24) Ordonnance de Villers-Cotterêts (1539). passerelles.essentielles.bnf.fr>article

VARIÉTÉ DES CONFESSIONS RELIGIEUSES DANS LA SOCIÉTÉ MALAGASY : DIVERGENCES ET SIMILITUDES

Par

¹NALY Cindy Vermeille, ²BELLA Christian,

¹école doctorale lettres, humanités et indépendance culturelle de l'Université de Toamasina

²Professeur Titulaire de l'Université de Toamasina

RÉSUMÉ

Les divergences et similitudes entre les confessions religieuses anciennes et nouvelles qu'il est difficile d'établir une comparaison des confessions anciennes et des confessions nouvelles. Il existe, cependant, des caractères communs à tous les phénomènes religieux, de manière à les reconnaître sans les confondre.

Mais, le rôle de la religion reste identique quel que soit ses manifestations ou doctrines.

Les religions anciennes sont délaissées par les fidèles au profit de la secte car leur enseignement est plus proche de la réalité dans laquelle vivent les croyants. Ce qui également a montré que la pauvreté constitue la première raison des fidèles à choisir les nouvelles confessions (sectes).

Depuis une vingtaine d'années, et surtout depuis la fin des années 1980, l'Afrique assiste à une montée en puissance de divers mouvements religieux. Les plus visibles et nombreux sont ceux issus des grandes « religions universelles » à savoir : les mouvements protestants évangéliques (pentecôtismes), le renouveau catholique charismatique, les Églises de guérison, les mouvements islamistes et islamiques. Tandis qu'à Madagascar, à côté des Eglises protestantes, anglicanes, orthodoxes et catholiques dénommées « anciennes », se sont érigées de nouvelles congrégations distinctes des premières par leurs doctrines. Aujourd'hui, la question qui se pose au malgache quant à sa position par rapport au problème religieux est de savoir s'il doit opter pour une religion moderne ou demeurer fidèle à la religion ancestrale ? L'objectif est d'identifier les discordances qui existent entre les dogmes des anciennes et nouvelles religions. En ce qui concerne la méthode, une approche dialectique comparative a été adoptée et a permis d'analyser les phénomènes pour ensuite élaborer une synthèse. Les résultats montrent que les similitudes portent sur le dogme général, les techniques d'embrigadement et la typologie des adhérents alors que les divergences se penchent sur la pratique du culte, la prière, les offrandes, le vestimentaire et les interdits. Par ailleurs, les fidèles font le choix d'une congrégation pour apporter une réponse à leurs difficultés personnelles ou le font en fonction de leurs relations sociales, dans le cas d'une union matrimoniale par

exemple. En outre, le contexte social difficile dans lequel se trouve la majorité des malgaches est à l'origine de la prolifération des congrégations religieuses.

Mots-clés : Confession-Temporel-Spirituel-Secte-Doctrine-Religion-Culte-Croyance

ABSTRACT

This advertisement showing the divergences and similarities between old and new religious confessions has shown that it is difficult to establish a rigorously comparative table of old and new confessions. There are characteristics common to all religious phenomena, so as to recognize them without confusing them.

But, the role of religion remains the same whatever its manifestations or doctrines.

Ancient religions are abandoned by the faithful in favor of the sect because their teaching is closer to the reality in which believers live. This also showed that poverty constitutes the first reason for the faithful to choose new faiths (sects).

Keywords: Confession-Temporal-Spiritual-Sect-Doctrine-Religion-Cult-Belief

INTRODUCTION

La religion a toujours été un instrument pour asseoir une domination ou pour la faire accepter. A la différence du judaïsme, l'islam et le christianisme sont des religions hégémoniques, l'Afrique n'a pas échappé à leurs visées expansionnistes (Camara, 2021). En effet, depuis une vingtaine d'années, et surtout depuis la fin des années 1980, l'Afrique assiste à la montée en puissance de divers mouvements religieux. Les plus visibles et nombreux sont ceux issus des grandes « religions universelles » à savoir : les mouvements protestants évangéliques (pentecôtismes), le renouveau catholique charismatique, les Églises de guérison, les mouvements islamistes et islamiques. Cette période, qui correspond à des changements et à des crises politiques et économiques généralisées sur tout le continent, a également été marquée par l'apparition, dans l'espace public urbain, de représentations de forces spirituelles occultes et sorcières, et par la croissance d'une inquiétude, voire d'une obsession populaire à leur égard (Marshall-Fratani & Péclard, 2002).

A Madagascar, Églises et religion pèsent d'un poids déterminant sur la scène nationale. Dans un article récent, un analyste averti de la société malgache écrivait : « Les Églises sont partie intégrante du paysage malgache, et nul ne songerait à les dissocier de l'évolution de la vie nationale. Le poids réel de leur influence est certes impossible à quantifier, mais leur présence est incontournable. Le poids des Églises dans la vie nationale, et en particulier des quatre plus importantes à savoir celle protestante, luthérienne, catholique et anglicane, n'a fait que se renforcer depuis

l'indépendance »(Urfer, 1993). Les événements populaires de 1991 et l'avènement de la IIIe République ont encore renforcé le poids des Églises dans le cours de la vie publique. Ce rôle incontestable des Églises vaut aussi bien au niveau de l'intervention active des instances ecclésiales dans les principaux débats de société, qu'en ce qui concerne le rôle de la religion comme principe de régulation des conduites individuelles ou dans la vie quotidienne (Roubaud, 1999).

A côté des Eglises dénommées «anciennes » (Protestante, Anglicane, Orthodoxe et Catholique) se sont érigées de nouvelles congrégations distinctes des premières par leurs doctrines particulières. Colonisation et modernité ont permis l'implantation de ces confessions dans des pays tels que Madagascar dont les habitants possédaient déjà leurs propres convictions et pratiques religieuses.

Aujourd'hui, la question qui se pose au malgache quant à sa position par rapport au problème religieux est de savoir s'il doit : opter pour une religion moderne ou demeurer fidèle à la religion ancestrale ? Dans cette même logique le syncrétisme s'offre également en tant que solution.

L'objectif est d'identifier les discordances qui existent entre les dogmes des anciennes et nouvelles religions.

MATERIELS ET METHODES

Etant une projection des normes et des valeurs collectives, la religion est un phénomène universel car aucune société n'existe sans religion.

Toutefois, c'est un phénomène sans unité puisque, les religions ne se ressemblent pas dans le temps et dans l'espace. Si certains ont cru en l'existence de plusieurs Dieux, d'autres ont par contre foi qu'en un seul Dieu. Par ailleurs, ces dieux ou Dieu n'ont pas dans l'espace et dans le temps ni les mêmes priorités, ni les mêmes règles de vie.

Tout d'abord, la religion serait née de l'angoisse humaine face aux mystères de l'univers. Autrement dit, elle serait l'expression de notre peur de l'inconnu (Univers) et de notre sentiment de finitude face à nature imprévisible et non maîtrisable. Face à ces puissances terrifiantes, il faut alors les amadouer par des offrandes, sacrifices, prières, ... Outre cette peur, la pauvreté, la misère intellectuelle entraînant l'absence d'imagination au profit de la conservation de l'acquis et surtout le refus de la mort (la mort physique ne peut être niée qu'en déclarant la vie physique illusoire) expliquent l'engouement vers la religion.

Dépassant le cadre théorique précédemment présenté, ce qui suit tend vers une étude sur la dialectique religion traditionnelle et sectes. Cette approche dialectique comparative a permis d'analyser les phénomènes en mettant en évidence les oppositions et convergences entre les congrégations modernes et les congrégations traditionnelles pour ensuite élaborer une synthèse. Le degré de similitude est agencé selon une logique décroissante c'est-à-dire qui commence par des similitudes

générales et continue sur le décalage existant entre sectes et religions anciennes. Par la suite le matériel a été dégagé de l'immatériel. Le matériel, entend les éléments physiques ou du moins non relatifs à la spiritualité et qui jouent un rôle non négligeable dans l'accession à cette dernière. Ces « forces » peuvent être départagées en deux catégories, celles provenant de la société (héritage familial, situation sociale et pression sociale) et celles découlant de la congrégation (le pouvoir charismatique et la dichotomie tolérance/intransigeance).

RESULTATS

Une comparaison entre religions anciennes et religions nouvelles a permis de dévoiler des similitudes générales ainsi que certaines contradictions entre les types de confession.

Similitudes générales

Le dogme général

Catholiques, protestants, Jesosy Mamonjy, et adventistes du 7ème jour s'accordent à reconnaître la doctrine de l'Incarnation. Pour chacune de ses congrégations, le fils de Dieu, en la personne de Jésus-Christ serait venu sur terre dans le but de permettre à tous les hommes l'accession au Salut. Les confessions admettent également que Jésus-Christ est à la fois d'essence divine et d'essence humaine. Sa crucifixion, causée par les péchés de tous les humains serait la clé de la délivrance du joug du mal.

Les techniques d'embrigadement

La jeunesse constitue la relève dans une congrégation et donc sa survie dans le futur. Dans cette optique, les religions ne négligent jamais cette catégorie de fidèles et tentent toujours d'avoir main mise ou du moins une marge de contrôle sur elle. Les parents sont sollicités pour l'éducation spirituelle de leurs enfants, dès leur plus jeune âge, à la congrégation. L'école du dimanche, créée à cette occasion, permet la transmission des doctrines et valeurs. Cette école du dimanche se rencontre dans les églises Jesosy Mamonjy, adventiste et protestante. Le catéchisme catholique remplit la même fonction.

La chorale, sans doute un des embranchements le plus connu de l'église, mobilise adolescents et adolescentes attirés par la musique. Cette activité se rencontre dans la quasi-totalité des confessions chrétiennes. Les personnes d'un âge mur et d'un âge respectable ne sont pas en reste et ont le choix entre diverses activités.

A titre d'exemple, citons :

- La croix bleue chez les protestants ;
- Les associations féminines de la congrégation Jesosy Mamonjy ;

- Etc.....

Typologie des adhérents

Selon les dignitaires de chaque congrégation, les fidèles seraient en majeure partie des individus jeunes, des deux sexes confondus. Cette concentration, sans doute due à la jeunesse de la population malagasy, s'apprécie dans toutes les confessions. Cependant, d'après toujours ces dignitaires, ce serait les femmes, en particulier celles d'un âge avancé qui sont les plus enthousiastes au sein de la congrégation.

Le décalage sectes/ confessions anciennes

Le clivage entre églises anciennes et nouvelles se fait ressentir notamment dans les diverses pratiques de culte.

Les origines

Protestantisme et Catholicisme sont tous deux issus du Christianisme et Jesosy Mamonjy, et Adventiste du 7ème jour tirent leur source du fondamentalisme de John et Charles Wesley et du méthodisme de John Smith et Thomas Helwys. Il est vrai que ces sectes sont toutes d'origine chrétienne, cependant, considérant les théories de Jesosy Mamonjy et de l'Eglise adventiste, il est plus adéquat de les rattacher aux sectes dont leurs dogmes sont issus.

La pratique du culte

Dans les confessions anciennes, le culte se pratique dans un bâtiment spécialement construit à cet effet(ou symboliquement considérer comme tel). Cette bâtisse revêt une signification particulière. Elle est la maison de Dieu et possède un caractère sacré, que l'on ne peut profaner, car l'esprit de Dieu y réside.

Un symbolique et une signification religieuse sont attribués à chaque objet que l'on trouve sur l'autel. Pour les protestants par exemple, la Bible ouverte et posée en avant de la chaire représente le fondement de L'Eglise de Jésus-Christ à Madagascar (FJKM), les fleurs doivent être naturelles et non synthétiques car elles représentent la nature adorant Dieu. Les cierges allumés, la statuette de la Vierge Marie ou du Christ en croix chez les catholiques sont également symboliques.

Il en va autrement pour les confessions nouvelles. Selon elles, le lieu de culte n'a aucune symbolique particulière. Il s'agit tout simplement d'un bâtiment que l'on utilise afin de s'y regrouper et prier. Peu importe le lieu de rassemblement (école, terrain vague, logement d'un particulier ...) Les emblèmes religieux ne comptent pas ; en ce qui concerne la congrégation JesosyMamonjy, l'autel y est simplement

décoré avec des fleurs. D'ailleurs, les autres églises n'utilisent pas le terme « autel » et préfèrent le mot « *tribune* » (*sehatra*).

Le déroulement du culte, programmé à l'avance est identique pour toutes les églises protestantes comme catholiques, ce qui n'est pas le cas des sectes. Ces derniers préfèrent l'improvisation (« *araka ny fitarihan'andriamanitra* » traduction libre : « *Tel que Dieu le veut* ») à un emploi du temps précis et déterminé à l'avance.

La prière

La prière possède des traits très caractéristiques dans les Eglises Jesosy Mamonjy et les autres assemblées dénommées sectes. Les fidèles sont agenouillés, accoudés au siège ou au banc, les yeux fermés, les mains jointes, ils récitent à voix haute les prières et supplications, parfois accompagnées de larmes et de soupirs. Par contre, les catholiques et les protestants sont moins expressifs et se limitent à incliner la tête et parfois prient en fermant les yeux.

Les offrandes

Les offrandes correspondent ici aux sommes d'argent versées lors des cérémonies religieuses. Dans les religions anciennes, les sommes d'argent sont collectées lors de la célébration du culte et aucun minima n'est déterminé. Dans les religions nouvelles, la pratique de la dîme (environ 1/10 du revenu) est courante et recommandée en plus du versement d'une somme (sans barème) lors de la célébration des cérémonies.

Le vestimentaire

Comme le lieu de culte ou la présentation de l'autel, le vêtement, appelé robe pastorale ou soutane, est symbolique. Pour le protestant, il doit impérativement être revêtu car il démontre la fonction sensée être remplie d'une part. D'autre part, il signifie selon une explication imagée « recouvrir la personne digne dont la personnalité et la vie en tant que simple fidèle est momentanément suspendue ». Il est alors porteur du message du Dieu qu'il est chargé de transmettre à ses fidèles.

Dans les sectes, le message de Dieu peut être délivré sans le port de vêtements spécialisés. Un simple costume suffit et, selon une enquête « *izay ananany na tsotra aza, rehefa mendrika dia izay* » (traduction libre : peu importe ce qu'il suffit que le vêtement soit digne).

Les interdits

Les sectes ont une certaine similitude en la matière. Or, il existe un domaine où il y a mésentente, ce domaine concerne les interdits. Outre les interdits de la Bible estimés « classiques » tels l'interdit de tuer, de voler, de commettre l'adultère, de boire, de fumer, de se vêtir en homme si on est une femme et vice-versa ... on s'attachera également aux interdits que seule la congrégation observe à savoir :

- Pour Jesosy Mamonjy »: assister au famadihana et autres cérémonies relatives au culte des ancêtres ;
- Pour « les adventistes du 7ème jour » : de consommer certains aliments comme la viande porcine ou les fruits de mer...

Tableau1 : récapitulatif de la comparaison entre les religions

Confessions	Catholique	Protestante	Jesosy Mamonjy	Adventiste	Autres sectes
Dogme général	Incarnation	Incarnation	Incarnation	Incarnation	Incarnation
Embrigadement	Scoutisme- Chorale – autres	Ecole du dimanche chorale- autres	Ecole du dimanche associations de jeunes et autres	Ecole du samedi chorale- autres	Ecole du dimanche commissions- autres
Typologie d'adhérant	Jeunes – femmes âgées sont les plus enthousiastes	Jeunes – femmes âgées sont les plus enthousiastes	Jeunes – femmes âgées sont les plus enthousiastes	Jeunes – femmes âgées sont les plus enthousiastes	Jeunes – femmes âgées sont les plus enthousiastes
Origine	Christianisme	Christianisme	Christianisme - Baptisme – méthodisme fondamentalisme pentecôtisme	Baptisme – Méthodisme fondamentalisme	Christianisme - Baptisme – méthodisme fondamentalisme pentecôtisme

Pratique du culte	Eglise et autel sont Symboliques - Déroulement préparé	Eglise et autel sont Symboliques - Déroulement préparé	Église et autel ne sont pas symboliques Déroulement improvisé	Église et autel ne sont pas symboliques Déroulement improvisé	Église et autel ne sont pas symboliques Déroulement improvisé
Les offrandes	Collecte à chaque culte	Collecte à chaque culte	Collecte à chaque culte et versement de 1/10 des revenus par an	Collecte à chaque culte et versement de 1/10 des revenus par an	Collecte à chaque culte et versement de 1/10 des revenus par an
Habillement du dignitaire	Significatif	Significatif	Non – significatif	Non – significatif	Non – significatif
Interdits	-	-	Assister à la cérémonie du culte des ancêtres	La viande de porc (exemple)	Assister à la cérémonie du culte des ancêtres
Baptême	Destiné pour les bébés	Destiné pour les bébés	Destiné pour les adultes.	Destiné pour les adultes	Destiné pour les adultes

La publicité et le prosélytisme

Le recours à divers moyens de publicité et de prosélytisme est courant en matière religieuse. Par prosélytisme on entend une propagande religieuse visant à gagner un grand nombre de fidèles. Il se distingue de l'apostolat dans le sens où il est teinté d'une nuance dépréciative et polémique ; tandis qu'au niveau de l'apostolat, l'évangélisation bénéficie d'une image favorable [32], le prosélytisme se manifeste dans les confessions par :

- les aides matérielles c'est-à-dire la distribution de vêtements, la collecte spéciales de sommes destinées à des nécessiteux... Chacune des confessions étudiées a recours à ces moyens ;
- une autre forme d'aide dont la manifestation la plus significative se retrouve dans l'appui aux personnes malades.
- les expéditions(en groupe ou en solitaire à savoir :
- les visites à domicile effectuées par les pasteurs protestants et Jesosy Mamonjy,
- les « *tafika masina* » ou « *saintes expéditions* » de groupe de fidèles protestants pouvant se dérouler dans des villes éloignées,
- les visites dans les hôpitaux ou les centres de détention ...

Les démonstrations en plein air sont très prisées par les sectes : sermons, actes de délivrance...

L'esquisse de comparaison effectuée entre confessions anciennes et confessions nouvelles montre que le milieu social et les congrégations influencent grandement le choix de l'individu. La publicité et le prosélytisme sont des mécanismes couramment utilisés par les religions, quelles qu'elles soient. Dans un autre contexte, le culte des ancêtres demeure et se manifeste de plusieurs façons.

DISCUSSIONS

L'Importance du temporel dans le spirituel

D'après les résultats de la recherche, les fidèles font le choix d'une congrégation pour apporter une réponse à leurs difficultés personnelles ou le font en fonction de leurs relations sociales, dans le cas d'une union matrimoniale par exemple. Le *contexte social* difficile dans lequel se trouve la majorité des malgaches est à l'origine de la prolifération des congrégations religieuses.

³²René Coste « L'apostolat » in article dans Microsoft universali

C'est en partie sur le pouvoir charismatique que repose l'autorité du dirigeant ecclésiastique. La conviction des ouailles dépendra dans une large mesure de l'étendue de ce pouvoir. Il magnétise les adeptes en entretenant leur conviction. Dans les confessions anciennes où ce pouvoir est limité (80% de la population protestante enquêtée et 20% des catholiques sondés), les individus remettent parfois en question les décisions de leur dirigeant ecclésiastique, la conviction reste alors problématique et la déperdition, flagrante

L'influence du laxisme de certaines confessions dans le choix du fidèle

L'*intransigeance* permet de maintenir l'adepte dans la congrégation (surtout la secte) et de lui inculquer profondément les principes de la communauté. La *tolérance* des confessions anciennes à l'égard de certaines conduites lui permet aussi de maintenir le fidèle « *adepte* » du syncrétisme mais lui fait également perdre de sa crédibilité.

Les bases communes des confessions

Toutes les confessions considérées dans ce travail, tirent leur source de la doctrine de l'Incarnation (toutes d'origine chrétienne). Les techniques d'embrigadement utilisées sont identiques : tentative d'enrôlement dès la jeunesse, création d'associations rassemblant des fidèles ayant un projet commun telle la lutte contre l'analphabétisme ou l'alcoolisme, amalgame de plaisirs et d'inculcation de dogmes telle la chorale ou les associations culturelles ou sportives ou mainmise sur la population considérée comme la plus accessible (enfants et femmes)

CONCLUSION

L'étude menée sur les divergences et similitudes des protestants, catholiques et sectes a permis de dégager leurs différences. Il s'agit, entre autres, des offrandes collectées à chaque culte pour les anciennes églises (catholique et protestant) et le 1/10ème de revenu par an pour les sectes. En ce qui concerne le baptême, pour les anciennes religions, les bébés sont priorisés alors que pour les nouvelles religions, les adultes sont davantage considérés mais après repentances. Il en est de même pour le jour du culte qui est le dimanche pour les anciennes religions, et le samedi pour « l'église adventiste du 7ème jour ».

La réalisation des « *tafika masina* » ou « saintes expéditions » de groupe de fidèles protestants qui peuvent se dérouler dans des villes éloignées et les visites dans les hôpitaux ou les centres de détention constituent la réalisation du prosélytisme, tandis que les démonstrations en plein air sont très prisées par les sectes : sermons, actes de délivrance. Ainsi, les religions protestante et catholique partagent une base commune. Les nouvelles religions, quant à elles, se distinguent souvent par des interprétations plus radicales et des pratiques qui souvent s'écarteront des religions établies.

BIBLIOGRAPHIE ET WEBOGRAPHIE

Ouvrages généraux

- 1) **COMTE Auguste** « *Cours de philosophie religieuse* » version électronique
- 2) **LE BON Gustave** « *Psychologie des foules* » édition Félix Alcan, 9e édition, 1905
- 3) **DURKHEIM Emile** « *Formes élémentaires de la vie religieuse* », livre I, Paris, 1912
- 4) **SAPIR Edward** « *Anthropologie-Culture et personnalité* » Collection Le sens Commun, Paris, édition de Minuit, 1967
- 5) **WEBER Max** « *Ethique protestante et esprit du capitalisme* » Microsoft Encarta 2009, Microsoft Corporation, 2008

Ouvrages spécifiques

- 6) **FOI ET JUSTICE** « *Eglise et société à Madagascar* » Tome II, 1960- 1975
- 7) **FREUD Sigmund** « *L'avenir d'une illusion* » Traduction par Bonaparte, Denoël, Paris 1932, réédition ,1989
- 8) **HUBSCH Bruno** « *L'Eglise Catholique à Madagascar* », édition Foi et justice ,2003
- 9) **LE BRAS Gabriel** « *Sociologie religieuse et science des religions* » archives de la sociologie des religions, 1956
- 10) **ONFRAY Michel** « *Traité d'archéologie* » édition Grasset et Fasquelle, 2005
- 11) **RAJAOSON François** « *Contribution à l'étude du famadihana sur les Hauts-Plateaux* » thèse de doctorat, Paris, 1969
- 12) **RASOLOMALALA Armand Olivier** « *Fanandroana du Chrétien pour un développement viable et durable* », éditions La RN7, Antananarivo, 2003
- 13) **VIG Lars** « *Croyances et mœurs des Malgaches* », édité par Otto Dahl, fascicule I, 2004

Articles

- 14) Camara, J.B. (2021). La religion, nouvel outil du néocolonialisme en Afrique ? In : Recherches Internationales, n°121, p.163-183

- 15) Marshall-Fratani, R. & Péclard D. (2002). La religion du sujet en Afrique. In : Politique africaine, vol. 3, N°.87.
- 16) Roubaud, F (1999). Religion, identité sociale et transition démocratique à Tananarive : de fidèles en citoyens. Autre part n°10, p. 135-149

Webographie

- 17) http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html
- 18) [Microsoft Encarta](#)

ANALYSE BIBLIOMETRIQUE DE LA RECHERCHE EN SCIENCES BIOLOGIQUES DE LA REVUE « RECHERCHES POUR LE DEVELOPPEMENT »

Par : Sylviane VOLAMPENO¹, Radonitsimba MIANDRY LALA¹ et Nivoniaina RAHARIJAONA¹

³³ Centre d'Information et de Documentation Scientifique et Technique

RESUME

La bibliométrie s'est largement développée autour d'une base bibliographique particulière, le Science Citation Index, aujourd'hui plus connue sous le nom de Web of Science. Cette base possède des caractéristiques qui sont longtemps restées singulières et qui ont permis d'édifier peu à peu un ensemble de savoir-faire et de méthodes pour produire, dans différentes disciplines, des indicateurs adaptés à une large variété d'usages. C'est dans ce cadre qu'a été réalisée au CIDST une analyse bibliométrique de 50 articles de la Revue Recherches Pour le Développement, série sciences biologiques, publiés entre 2019 et 2022. En matière de méthodologie, les références bibliographiques issues de ces articles sont les principaux matériels de l'étude. Les résultats indiquent que la majorité des publications provient des Universités et que parmi les articles publiés, 21 sont issus des Ecoles Doctorales de l'Université d'Antananarivo et de celle de Mahajanga. Les thèmes de recherche sont axés sur le suivi écologique de la faune et de la flore de Madagascar surtout dans la région Atsinanana. L'objectif de l'étude consiste à obtenir une compréhension approfondie de ce qui constitue la recherche en sciences biologiques et plus particulièrement d'identifier et caractériser les articles publiés mais aussi d'analyser l'évolution thématique des recherches. La Revue RPD est mal connue au niveau des centres de recherche malagasy, une activité de communication est à renforcer dans ces sens. De plus, il faut encourager les doctorants à publier leurs résultats de recherche sur les faunes et flores en relation avec le Covid.

Mots clés : article ; bibliometrie ; valorisation ; revue RPD série sciences biologiques, Madagascar.

ABSTRACT

Bibliometric analysis of 50 articles from issues 26 to 30 of the Biological Sciences series of the journal Recherches Pour le Développement, published between 2019 and 2022, has shown that: the majority of publications come from universities. No articles from the University of Fianarantsoa. Of the 50 articles published, 21 are from doctoral schools at the University of Antananarivo and the

University of Mahajanga. The research themes focus on the ecological monitoring of Malagasy flora and fauna, particularly in the Atsinananaregion. The journal RPD is not very well known in research centres, and communication campaigns need to be stepped up. In addition, the publication of research results on the flora and fauna associated with Covid by doctoral students should be encouraged.

Key words: article; bibliometrics; valorisation; RPD journal, biological sciences series.

INTRODUCTION

Le monde de l'enseignement supérieur et de la recherche se trouve actuellement soumis à de multiples évaluations. Celle des publications scientifiques, qui constituent l'un des principaux produits de la recherche. Elle est essentielle du fait de son incidence sur la carrière des personnes évaluées, le financement de leur recherche, l'orientation et les pratiques de celle-ci, mais aussi sur la vie et le devenir des unités de recherche (Menjot, 2014).

Historiquement, la bibliométrie s'est largement développée autour d'une base bibliographique particulière, le Science Citation Index. Cette base est maintenant plus connue sous le nom de Web of Science, du nom du principal produit en ligne commercialisé par son éditeur Thomson Reuters. La base possède, en effet, des caractéristiques qui sont longtemps restées singulières et qui ont permis d'édifier peu à peu un ensemble de savoir-faire et de méthodes pour produire, dans les disciplines des sciences de la matière et de la vie, des indicateurs quantitatifs adaptés à une large variété d'usages. En France, la bibliométrie, longtemps cantonnée à des cercles assez restreints de décideurs en stratégies de recherche et de chercheurs en sociologie et histoire des sciences est de plus en plus largement utilisée dans une grande diversité de situations d'évaluation (Filliatreau, 2008).

En ce qui concerne la production de publications scientifiques, l'Afrique enregistre 0,7% et contribue de ce fait faiblement à cette production, et ce, par rapport aux autres régions du monde. Par contre, le nombre absolu de publications augmente de 7,4% entre la période 2000 à 2004 et la période 2005 à 2009. En matière d'évolution de l'impact des publications par pays, ceux émergents tel que l'Afrique du sud a vu leur impact augmenter aux cours des décennies 90 et 2000 mais il se situe encore assez loin de la moyenne mondiale (Maye, 2011).

Si la recherche fait émerger de nouvelles idées, et que celles-ci devraient être communiquées, à Madagascar, depuis sa création en 1987, le Centre d'Information et de Documentation Scientifique et Technique (CIDST), placé sous tutelle du

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ou MESupReS, est l'éditeur de la revue scientifique intitulée « Recherches Pour le Développement » (RPD). Cette revue dispose d'un numéro International normalisé des publications en série ou ISSN « International Standard Serial Number» et traite quatre (4) domaines, à savoir : Les Sciences Biologiques, les Sciences de l'Homme et de la Société, les Sciences Médecines et les Sciences Technologiques. Elle se propose de promouvoir et valoriser les résultats de recherches et de soutenir les doctorants à publier leurs articles scientifiques.

Les articles de la Revue RPD série Sciences Biologiques n'ont jamais fait l'objet d'étude bibliométrique et comme la bibliométrie est une série de techniques qui cherche à quantifier la communication écrite (Rostaing, 1996), l'objectif de cette étude consiste à obtenir une compréhension approfondie de ce qui constitue la recherche en sciences biologiques au travers de l'ensemble des articles des numéros 26 à 30 et plus particulièrement d'identifier et caractériser les articles publiés mais aussi d'analyser l'évolution thématiques des recherches.

METHODOLOGIE

Les références bibliographiques issues de ces articles sont les principaux matériels de l'étude. Selon Rostaing (1996), la bibliométrie est l'ensemble des méthodes statistiques et mathématiques appliquées sur des références bibliographiques. L'analyse bibliométrique permet d'élucider l'activité scientifique et technologique d'un domaine, d'une revue ou des chercheurs.

Les informations suivantes ont été collectées : les noms des auteurs, l'année de publication, le titre de l'article, les mots clés, la localité de recherche, et le laboratoire de recherche ainsi que l'institution à laquelle l'auteur est affilié. Les données réunies ont été enregistrées sous forme de tableau dans Microsoft Office Excel 2023.

RESULTATS

Un article, en tant que publication, permet au chercheur : de diffuser son travail, de le faire connaître au sein de sa communauté de recherche en suscitant des échanges ; éventuellement, de prendre date sur un sujet brûlant. C'est à travers les publications que le savoir produit par les chercheurs est rendu accessible. La revue RPD série Sciences Biologiques est un moyen de diffuser ces articles. Ceux-ci ne servent à rien s'ils ne sont pas exploités. Selon l'analyse bibliométrique de ces articles, ont été considérés le nombre d'articles diffusés dans la série sus citée, la répartition de ces articles par établissement et école doctorale, d'une part, et l'orientation des thématiques traitées, d'autre part.

Nombre d'articles recensés

Au total, 50 publications des numéros 26 à 30 ont été recensés entre 2019 et 2022. Quatre-vingt-douze pour cent (92%) des articles proviennent des universités, quatre pour cent (4%) des Centres Nationaux de Recherches tels le Centre National d'Application de Recherche Pharmaceutique(CNARP), l'Institut Malgache des Vaccins Vétérinaires (IMVAVET) et le Centre National de Recherche Appliquée au Développement Rural ou (FOFIFA) et quatre pour cent (4%) des institutions privées à savoir l'Institut Pasteur de Madagascar (IPM) et L'Institut Malgache de Recherches Appliquées (IMRA).

Répartition des articles par établissement

La revue RPD travaille en étroite collaboration avec les 6 universités que sont celles d'Antananarivo, Antsiranana, Fianarantsoa, Mahajanga, Toamasina et Toliara ; ainsi que les centres nationaux de recherches tels que le CNARP, le Centre national de recherche sur l'environnement (CNRE), le Centre National de Recherches Industrielle et Technologique (CNRIT), le Centre National de Recherches Océanographiques (CNRO) et le FOFIFA, tous rattachés au Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESupReS) et les laboratoires de recherche privés, à savoir l'IPM et l'IMRA (Tableau 1),

Il est à signaler que l'Université de Fianarantsoa n'a pas soumis d'article.

Tableau 1 : Répartition des publications par université

Etablissement	Nombre de publication	Pourcentage
Université d'Antananarivo	22	48%
Université d'Antsiranana	1	2%
Université de Mahajanga	9	20%
Université de Toamasina	7	15%
Université de Toliara	7	15%
Total	44	100%

Que sont devenues les 6 dernières publications?

Répartition des articles par Ecole Doctorale

Parmi les 50 articles soumis, 21 articles sont issus des 9 Ecoles Doctorales de l'Université d'Antananarivo et de celle de Mahajanga (Tableau 2). L'Université d'Antananarivo représente la majorité des Ecoles Doctorales, avec 62%, et seulement 38% des articles proviennent de l'Université de Mahajanga. Par contre, l'Ecole Doctorale « Ecosystèmes Naturels » de l'Université de Mahajanga a soumis le plus de publications avec 33%, vient ensuite l'Ecole Doctorale « Génie des Procédés et des Systèmes Industriels Agricoles et Alimentaires » de l'Université d'Antananarivo (Tableau 2).

Tableau 2 : Répartition des publications par Ecole Doctorale

Etablissement	Ecole Doctorale	Nombre d'articles	Pourcentage
Université d'Antananarivo	Génie des Procédés et des Systèmes Industriels Agricoles et Alimentaires	4	19%
Université d'Antananarivo	Ingénierie et Géoscience	1	5%
Université d'Antananarivo	Science et Technique de l'Ingénierie et de l'Innovation	1	5%
Université d'Antananarivo	Sciences de la Terre et de l'Evolution	2	9%
Université d'Antananarivo	Science de la Vie et de l'Environnement	2	10%
Université d'Antananarivo	Gestion des Ressources Naturelles et Développement	2	9%

Université d'Antananarivo	Sciences Humaines et Sociales	1	5%
Université de Mahajanga	Ecosystèmes Naturels	7	33%
Université de Mahajanga	Génie du Vivant et Modélisation	1	5%

Les thématiques et sites d'études

En général, le suivi écologique de la faune et de la flore de Madagascar ainsi que la valorisation des études en laboratoire sont les thèmes les plus abordés dans les 6 numéros traités de 2019 à 2021. Les mots-clés les plus utilisés sont : suivi, écologie, valorisation durable et développement.

Quant aux sites d'études, la majorité des recherches ont été effectuées dans les différentes régions de Madagascar dont 20% des recherches sont effectués en laboratoires et seulement 4% dans les îles avoisinantes comme La Réunion et les Comores. Au total, les recherches touchent 14 régions de Madagascar. La région Atsinanana répertorie maximum de publications, elle est suivie de la région Boeny (Figure 1).

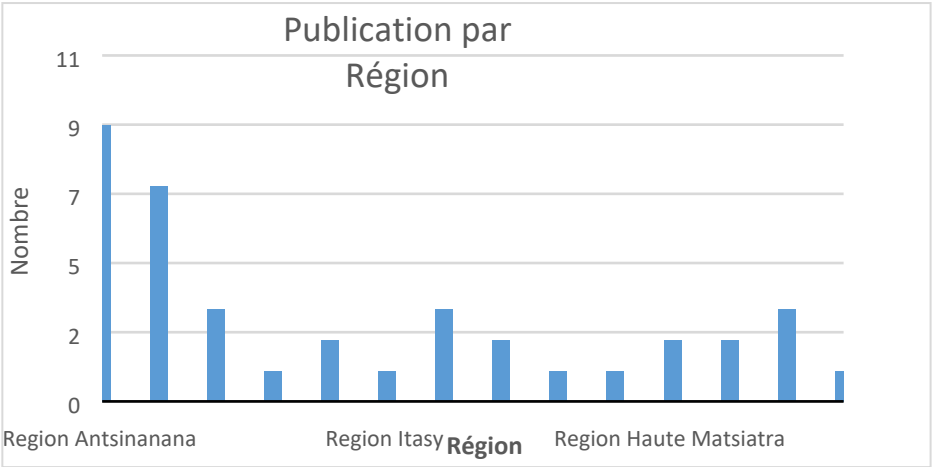


Figure 1 : Répartition des publications par Région

Les auteurs

La majorité des auteurs, 88%, sont de nationalité malgache, le reste est de nationalité étrangère.

DISCUSSION

Communication entre les CNRs

Seulement 4% des articles sont issus des CNRs qui sont rattachés directement au MESupReS. La question qui se pose est alors : comment expliquer ce nombre peu important d'articles publiés, par les centres de recherches. Et ce, considérant le nombre de chercheurs-enseignants issus de ces centres, et leurs obligations liées à la publication d'articles.

La revue RPD existe depuis 1985 au sein du CIDST. Et ce n'est que depuis 2022, que le dépôt d'articles au sein de ce Centre est payant. La somme à payer ne constitue pas de problème qui est plutôt lié à un manque de communication ou une communication mal gérée par le Centre.

Les articles provenant des universités

48% des publications proviennent de l'Université d'Antananarivo, ceci s'explique par sa proximité géographique avec le CIDST mais aussi par la prédominance des étudiants et des chercheurs dans la capitale (Raharijaona, 2017). L'absence d'article de l'Université de Fianarantsoa peut s'expliquer par une formation fortement dominée par les sciences, la technologie et l'informatique. Par ailleurs, cette université dispose d'une revue intitulée « Sokela » qui se distingue par sa vocation multidisciplinaire, elle permet aux chercheurs de publier leurs travaux.

Répartition des articles par Ecole Doctorale (62 Antananarivo et 38 Mahajanga)

Seules l'Université d'Antananarivo (à proximité du CIDST) et l'Université de Mahajanga se sont manifestées. Les quatre autres provinces ne sont pas représentées. La problématique se rapporte au niveau de la communication et du partenariat accordés par le CIDST aux écoles doctorales. En effet, actuellement, quels que soient les thèmes de recherche des doctorants, ceux-ci peuvent être abordés sous différentes dimensions liées aux sciences sociales, environnementales ou au développement durable. Cette revue RPD est ouverte à la publication d'articles correspondants à ces thèmes. De plus, à Madagascar, nombreuses sont les EDs qui travaillent sur ces sujets pour ne parler que des EDs de l'Université de Toliara et celles Fianarantsoa. Sont-elles au courant de l'existence de la revue RPD au sein du CIDST ?

COVID-19 ?

En général, le suivi écologique de la faune et de la flore de Madagascar ainsi que la valorisation des études en laboratoire ont retenu comme mots-clés : suivi, écologie, valorisation, développement durable. En outre, le COVID a laissé des traces et des impacts sur l'écologie, le tourisme et le développement. L'étude a été effectuée entre 2019 et 2021 et aucun article traitant de ce sujet ne figure pas dans la Revue. Cette situation mérite, toutefois, une attention particulière dans la mesure où l'exploitation de plantes a par exemple permis aux chercheurs malagasy de créer le Covid-Organics (CVO) (Lassaad, 2020).

CONCLUSION

Cette analyse bibliométrique montre que la majorité des articles proviennent des Ecoles Doctorales de l'Université d'Antananarivo et celle de Mahajanga. Les thèmes de recherche portent principalement sur le suivi écologique de la biodiversité Malagasy. Afin de recevoir des articles sur des thèmes de recherche variés, les partenariats entre CIDST, les écoles doctorales et les universités doivent être renforcés. La communication entre CIDST et les autres CNRs et les autres Institutions de recherche doit être améliorée.

BIBLIOGRAPHIE :

- 1) CIDST (2019). Revue Recherches pour le Développement, série Sciences Biologiques n° 26
- 2) CIDST (2020). Revue Recherches pour le Développement, série Sciences Biologiques n° 27
- 3) CIDST (2021). Revue Recherches pour le Développement, série Sciences Biologiques n° 28
- 4) CIDST (2021). Revue Recherches pour le Développement, série Sciences Biologiques n° 29
- 5) CIDST (2022). Revue Recherches pour le Développement, série Sciences Biologiques n° 30
- 6) Filliatreau, G. (2008). Bibliométrie et évaluation en sciences humaines et sociales : une brève introduction. *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 55-4, 61-66. <https://doi.org/10.3917/rhmc.555.0061>
- 7) Lassaad Ben Ahmed (2020). *Madagascar/Covid-19 : lancement des gélules « CVO Plus » à base d'Artemisia*. Accessible en ligne sur <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/madagascar-covid-19-lancement-des-gelules-cvo-plus-a-base-d-artemisia/1996216> consulté le 06/02/2024

- 8) Menjot, Denis (2014) « Introduction », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, 44-2, mis en ligne le 01 janvier 2018, consulté le 29 juillet 2024. URL : <http://journals.openedition.org/mcv/5848> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/mcv.5848>
- 9) Raharijaona Nivoniaina Fahendrena (2017). *Profil bibliométrique et devenir des thèses soutenues dans les Universités publiques de Madagascar*. Thèses de doctorat en sciences agronomiques et environnementales. Université d'Antananarivo. 239 p.
- 10) Rostaing, Hervé. (1996). *La bibliométrie et ses techniques*. Marseille : Sciences de la société, 113 p.

L'INTEGRATION PAR L'ECOLE : PARADOXE DU CAS MALGACHE

Par

RAVELO Bruno Eugène Maxime, RAVÉLO Sophie Maria Angela Eugénie

Faculté Economie, Gestion, Sociologie, Université d'Antananarivo, Madagascar

Maitre de conférence

RESUME :

Le présent article se focalise sur la fonction intégratrice, classiquement dévolue à l'école, dans une société marquée par le traditionnel conjugué avec un profond retard dans la dynamique de développement. A partir d'analyse de documents, c'est-à-dire de corpus, la recherche vise à une compréhension sociologique de l'existant dans la société malgache en dégagant les déterminismes qui entourent la fonction sociale de l'école. Dans une société malgache où le modernisme s'étend avec une montée de l'individualisme et une population jeune marquée par le problème de pauvreté chronique, de l'insuffisance de ressources entre autres, l'école est appelée à jouer son rôle dit « intégrateur » en formant le citoyen. Outre le contexte économique peu favorable à l'école, on constate de nombreuses contradictions internes qui affectent le système éducatif à tous les niveaux dont l'insuffisance d'enseignants qualifiés, une instabilité des orientations politiques fluctuant selon le régime, et, sur le plan pédagogique par une méthode d'enseignement qui n'a su se traduire dans la pratique en demeurant une simple orientation formelle. Ces déterminismes sociologiques affectent grandement la qualité de l'éducation et le rôle intégrateur de l'école car cette dernière semble plutôt se démarquer par l'importance des abandons et des décrochages. Intégrer l'homme dans une profession, dans son rôle de citoyen, dans les groupes qui forment sa société, devient ainsi problématique pour cette institution. Cet article aborde la question de la politique éducative à travers des aspects ciblés et inter-reliés que sont le contexte, les contradictions internes, l'orientation pédagogique et ses lacunes.

MOTS-CLES : éducation-intégration sociale-école fonctionnaliste-politique éducative-école

ABSTRACT:

This article dwells on the integrative function classically assigned to school in a society marked by the traditional combined with a profound delay in the dynamic of development. From analysis of documents, that is to say corpus, the research aimed at a sociological understanding of what exists in Malagasy society by revealing the determinisms which surround the social function of the school. In a Malagasy society where modernism is spreading with a rise in individualism as well as a young population marked by the problem of chronic poverty, insufficient resources among others, the school is called to play its role "integrator" by training the citizen. In

addition to the economic context not very favorable to the school, we note numerous internal contradictions which affect the educational system at all levels including the insufficiency of qualified teachers, instability of political orientations fluctuating according to the regime as well as on the educational level by a teaching method which has not been able to translate into practice by remaining simple formal orientation. These sociological determinisms greatly affect the quality of education and the integrative role of school because the latter seems to stand out rather by the importance of dropouts. Integrating man into a profession, into his role as citizen, into the groups that form his society thus becomes problematic for this institution. This article addresses the question of educational policy through targeted and interrelated aspects such as the context, internal contradictions, educational orientation and its shortcomings.

KEYWORDS: education-social integration-functionalist school-educational policy-school

INTRODUCTION

L'éducation constitue un droit fondamental des êtres humains et, dans ce sens, l'article 26 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 stipule que « Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit-être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit-être généralisé, l'accès aux études supérieures doit-être ouvert en pleine égalité à tous, en fonction de leur mérite ». De nombreux textes nationaux, pactes et conventions internationaux reconnaissent et sacralisent cette liberté fondamentale, dont la célèbre Conférence de Jomtien de 1990 nommée « Conférence mondiale sur l'Education pour tous ». Cet idéal de faire bénéficier au plus grand nombre les bienfaits de l'Ecole fait partie de l'objectif numéro 04 des ODD. En effet, les Objectifs du Millénaire pour le Développement publiés en 2015 entendent « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. ».

Aujourd'hui, à Madagascar, l'accès de tous à l'éducation constitue un objectif du Velirano 4 du programme politique Initiative pour l'Emergence de Madagascar ou IEM (2018). Cet objectif rejoint celui visé par les stratégies de promotion de l'éducation des projets politiques précédents comme le Boky Mena, le DSRP (Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté), le MAP (Malagasy Action Plan), etc...

A travers cet aperçu, il est aisé de se rendre compte que l'éducation, et plus précisément celle que l'on acquiert par l'école, a toujours retenu l'attention des décideurs au plus haut niveau. En effet, il existe un lien entre celle-ci et l'intégration sociale et c'est l'étude de cette relation que ce travail se propose d'étudier par le biais de l'école fonctionnaliste en répondant à la problématique suivante : « l'école joue-t-elle son rôle intégrateur des individus dans la société ? »

Pour tenter de répondre à cette problématique, deux hypothèses sont avancées :

- des problèmes d'ordre pédagogique (organisation interne, cohérence interne) entravent le fonctionnement de l'école ;
- des dysfonctionnements macrostructureaux, notamment économiques et politiques, interfèrent dans la fonction intégratrice de l'école (politique fluctuante).

Traditionnellement, on considère l'école, la famille..., comme des institutions de socialisation par excellence. Cependant la problématique qui émerge actuellement s'associe à la remise en cause des mécanismes d'intégration de ces institutions majeures de socialisation, d'où l'intérêt de cet article qui tente de comprendre l'intégration par l'école dans la société moderne et organique (Durkheim, 1893). Il ne fait, en effet, aucun doute que la question de l'intégration ne se pose que dans une « société » à « solidarité organique » ou encore une société à « rationalité en valeur et finalité ». Des classiques des sciences sociales tels que Durkheim (1893), Tönnies (2010) ou encore Weber (1971) ont abondamment relaté cette transformation ainsi que les mutations qui lui sont intrinsèques que Spencer (1994) illustre par son binôme homogène/hétérogène.

Les objectifs de ce travail sont alors, d'évaluer la fonction intégratrice de l'école dans le lien social de participation organique élective et citoyenne ainsi que d'apporter un panorama général des éléments d'obédience structurelle intervenant dans la dialectique intégratrice traditionnellement dévolue à cette institution majeure des sociétés démocratiques modernes contemporaines. Pour ce faire, les travaux se subdivisent en 03 parties, à savoir : la présentation des matériels et méthodes, puis des résultats et enfin des discussions soulevées par la thématique en question.

MATERIELS ET METHODES

Type de recherche

Dans cette recherche, fondamentale, l'analyse de corpus est privilégiée. En effet, la sociologie n'est pas uniquement l'apanage des descentes sur terrain ou des observations de quelque nature qu'elles soient. Elle peut reposer sur des corpus qui sont « [...] des ensembles de matériaux empiriques constitués selon une logique précise, guidés par les problématiques de leur recherche. » (Paugam, 2018). De plus, « [...] affirmer que la sociologie analyse des corpus, c'est défendre l'idée selon laquelle elle analyse des matériaux empiriques, mais aussi, indissociablement, elle les sélectionne en mettant en œuvre une méthode et des techniques déterminées, et accordées à ses objectifs de recherche. La sociologie analyse des données... des données qui ne sont pas des « données », mais construites- c'est aussi ce travail de construction des données empiriques qui sert à désigner la notion de corpus (Paugam, 2018). Les écrits étudiés sont principalement ceux qui traitent des mécanismes d'intégration dans la société, des liens sociaux, du rôle assigné à l'école et de la réalité malgache.

Type d'analyse

C'est une analyse multivariée ou « multivariate analysis ». L'avantage de ce type d'analyse est de permettre de saisir la complexité du réel par le biais de nombreuses variables explicatives.

Mode d'investigation

La méthode est corrélationnelle, c'est-à-dire que c'est la relation entre les variables, quel que soit leur nature, qui est appréhendée.

Type d'approche

Il est question ici d'une approche à la fois phénoménologique et dialectique. La phénoménologie est l'étude de la réalité qui a pour but de donner un ancrage réel aux connaissances acquises. L'approche dialectique, quant à elle, est celle qui va permettre d'avancer des résultats novateurs et issus d'une confrontation des oppositions apparentes sur le sujet.

RESULTATS

A la suite des travaux de recherche entrepris, les résultats ont pu être regroupés en deux grandes parties. Dans la première sont relatées les éléments relatifs à la thématique de l'intégration et dans la seconde sont traitées ceux du cas malgache en particulier.

L'intégration dans la société moderne et organique

L'individu vivant en société s'est toujours vu dans l'obligation de s'intégrer à celle-ci afin de subsister. Pour ce faire, il doit se plier aux mutations sociales et observer les commandements des institutions chargées de cette intégration.

Sociétés en évolution et transformations sociales

Durkheim, (1893) dans son ouvrage phare « De la division du travail social », a nettement posé les données clefs de la question et conçu la dichotomie notoire société organique /société mécanique. Dans la société traditionnelle, une dominante agraire se dégage et une solidarité mécanique prédomine. On y recense des communautés locales dotées de valeurs similaires et valorisant la conformité sans faille aux règles collectives. Durkheim déduit alors que la conscience collective (ensemble des croyances et sentiments communs à la moyenne de la société) imprègne les comportements des individus. Dans la société moderne, par contre, un tout autre mécanisme se rencontre. La modernité est vectrice de solidarité organique : on y valorise la complémentarité et l'interdépendance entre les individus dans leurs diverses fonctions. Cette complémentarité résulte de la division sociale du travail, ceci par l'affaiblissement de la conscience collective.

Ce passage de la société du simple au complexe fut aussi décrit par Tönnies, (1897). Cet auteur y différencie la société de la communauté. Les communautés se

retrouvent dans les sociétés traditionnelles où règnent la proximité et l'interconnaissance des divers membres. Les sociétés, quant à elles, sont par nature impersonnelles avec comme caractéristique des relations entre les membres contractuelles et non plus fondées sur la seule confiance. En partant de cette séparation entre sociétés et communautés, Tönnies relate une opposition d'ordre psychologique :

-à la communauté correspond la volonté organique ou « wenseville » des êtres naturels, affectifs (importance de la famille, des liens de sang, des instincts et plaisirs, des coutumes et des mœurs, des rites, de la religion)

-à la société correspond la volonté réfléchie ou « kürville » avec des individus superficiels, des actions rationnelles vers une fin (importance de la réflexion, du calcul, de l'égoïsme, de la domination des connaissances).

Ainsi, Tönnies distingue deux états dans les relations sociales : l'état de communauté se particularisant par l'affectivité, l'esprit de groupe à l'exemple des relations familiales et avec des proches connaissances et l'état de société où les relations sont formelles ou artificielles, fondées sur l'intérêt individuel.

Mais, cette évolution des sociétés humaines, communautaires au départ, fut aussi mise en lumière par Weber (1971) où il distingue la rationalité traditionnelle de la rationalité en valeur et finalité pour caractériser les sociétés traditionnelles des modernes. En effet, dans les sociétés traditionnelles prévaut la rationalité traditionnelle alors que dans celles modernes la rationalité en valeur et finalité. Notons que Weber déduit quatre types de rationalité qui sont : la rationalité en finalité (proche des actions logiques de Pareto (1968), la rationalité en valeur (exemple : grandeur d'une cause, justice...), la rationalité affective et les actions traditionnelles.

Ainsi, dans l'optique de Weber, dans une société, les relations sociales sont plus dans la « sociation » que dans la « communalisation ». Si dans la communalisation, propre des communautés, la relation sociale est basée sur le sentiment subjectif, la tradition, l'affection, par l'accord de sociation, les sociétés modernes vont relier les individus par un compromis d'intérêts motivé rationnellement en valeur ou finalité bref, par une coordination d'intérêts. Il s'agit de groupes qui sont passés de l'affectif au rationnel, au monde désenchanté.

Dans ces sociétés à solidarité organique (Tönnies) où règnent les rapports de sociation (Durkheim) et la rationalité en valeur et en finalité (Weber) et en dépit de survivances avérées de certaines caractéristiques des communautés, se pose avec la plus extrême acuité la problématique de l'intégration sociale. Avec l'essor du commerce et des échanges, des relations contractuelles, Smith (1995) en est venu à conclure que « La société est l'état dans lequel chaque homme est un commerçant ».

L'intégration par l'école

De nos jours, l'intégration sociale est devenue un thème majeur des sciences sociales et on le retrouve souvent dans les recherches. Paugam (2008) évoque l'idée d'« Homo sociologicus », car l'homme est lié aux autres et à la société pour assurer sa protection et garantir ses besoins vitaux. Les liens d'interdépendance avec les autres, des liens de solidarité s'imposent à chaque individu. Dans ce contexte de passage de la communauté à la société marqué par la modernité et les industries émerge le « récit sacré » de l'intégration nationale par l'école et la promotion de l'élitisme républicain. Indépendamment de qui en fut dans la réalité, il s'agit là d'un modèle qu'on valorise. L'école est sensée instaurer une socialisation commune, créer des symboles et sentiments d'appartenance, faire partager des valeurs et croyances communes ou encore instaurer les préalables d'un système social pleinement intégré en développant chez chaque personne un habitus (Bourdieu, 1980).

Dans la foulée, la République a été identifiée à l'école qui crée une culture commune, le patriotisme, la foi dans le progrès... Mais dans la société contemporaine, quelles sont les dimensions de l'intégration des individus ? Quelles sont les dimensions de l'intégration auxquelles l'école est sensée participer pleinement ? Ces questions conduisent vers trois types de lien social qui assurent l'intégration des personnes. Il est à noter que le concept d'intégration soulève la notion de « lien social » qui n'est pas simple à définir et à saisir. Le lien social se présente en effet comme un ensemble de mécanismes complexes dont l'analyse est au cœur de la pensée sociologique. Ces liens sociaux ont comme fonction d'intégrer les individus. Ces trois types de lien sont : le lien social de participation organique, le lien social de citoyenneté et le lien social de participation élective.

*Le lien social de participation organique : c'est l'apprentissage et l'exercice d'une fonction dans l'organisation du travail. Elle débute à l'école et continue dans le monde du travail. De nos jours, le travail est vu comme un épanouissement et une garantie face à l'avenir. Pour Durkheim, l'intégration au système social passe par l'intégration au monde du travail c'est-à-dire une fonction précise et une utilité sociale. Il privilégie le rapport école-intégration professionnelle.

*Le lien social de citoyenneté : c'est le principe d'appartenance à une nation. Dans une nation, les citoyens ont des droits et des devoirs qui garantissent à chacun la citoyenneté à part entière. La démocratie signifie l'égalité en droit des citoyens bien que cette dernière n'implique pas une disparition des inégalités économiques et sociales. Elle suppose que des efforts soient accomplis pour traiter les personnes de façon équivalente et former un ensemble qui possède une identité et des valeurs communes.

Ainsi, au sein d'un système démocratique, l'individu possède des droits civils (protection des libertés fondamentales), des droits politiques (permet la participation à la vie politique), des droits sociaux (protège des aléas de la vie). Il a le droit à l'instruction et à l'égalité. Dans ce contexte, l'individu citoyen a un rôle à jouer dans la communauté politique car le lien de citoyenneté assure la souveraineté du citoyen. A cet égard, il convient de rappeler l'article 6 de la Déclaration Universelle de Droits de l'Homme qui précise que « La loi est l'expression de la volonté générale. Tous les

citoyens ont droit de concourir personnellement, ou par leurs représentants, à sa formation ». Normalement, un rapport étroit devrait s'établir entre l'école et le rôle de citoyen.

*Le lien social de participation élective : il soulève le concept de « disqualification sociale » (Paugam, 2008) qui sert à désigner un affaiblissement, une rupture des liens de l'individu avec la société. Il s'agit de la perte de la protection et de la reconnaissance sociale. L'homme socialement disqualifié est vulnérable face à l'avenir et est accablé du regard négatif sur lui. Ce troisième type de lien social recouvre le contact avec d'autres individus dans les groupes divers et les institutions (institution religieuse, sportive, groupe d'amis, le voisinage...). Dans le lien de participation élective, l'individu doit s'intégrer tout en étant autonome : il construit, choisit son réseau d'appartenance.

Le rôle d'intégration dans ces rôles sociaux est dévolu à l'école. La thèse actuelle est celle de l'affaiblissement du rôle intégrateur des grandes institutions de socialisation dont l'école. Il est désormais courant de parler du recul de la cohésion sociale (parfois de l'unité nationale), des problèmes d'insertion professionnelle, de l'échec de l'intégration de certaines populations (marginaux, pauvres...), du repli identitaire, de la montée des communautarismes... On parle de crise de l'institution scolaire, on doute de ses finalités. Des critiques apparaissent sur ses capacités à satisfaire les demandes des usagers. On reproche à l'école de créer des inégalités sociales. On déplore l'école qui devrait produire de l'intégration et qui construit des inégalités. Bref, on déplore une intégration sociale par l'inefficacité de l'école.

D'où deux thèmes majeurs pour l'acquisition scolaire : l'égalité d'accès à l'éducation et la qualité de l'éducation. L'inégalité d'accès à l'éducation représente un thème fondamental en sociologie de l'éducation alors que la qualité de l'éducation est essentielle pour l'analyse du contexte d'apprentissage car il n'est un secret pour personne qu'une éducation de mauvaise qualité équivaut à une absence pure et simple d'éducation. S'agissant de la qualité de l'éducation, elle subit tant l'influence des facteurs internes (exemples : matériels tels que les tables, la salle de classe...) qu'externes (environnement domestique de l'enfant) et pour l'apprécier, on peut partir de 5 éléments : le bagage de l'élève, le milieu scolaire, le contenu éducatif, les mécanismes d'enseignement, les résultats au vu de la société d'appartenance.

Au regard de toutes ces dimensions, l'éducation de qualité est un défi immense dans un pays à l'image de Madagascar.

L'éducation nationale à Madagascar, un secteur en difficulté

L'état des lieux du milieu éducatif à Madagascar fait montre d'un contexte épineux. En effet, selon les chiffres officiels basés sur le Plan Sectoriel de l'Education ou PSE (2018), sur 4 611 438 élèves entrant au primaire 1 146 000 atteignent le collège. 320 766 atteignent le lycée et uniquement 106 330 parviennent à l'université soit 2,30% des élèves inscrits au primaire. Dans ces conditions, la

question se pose de savoir comment satisfaire l'ODD 4 dont le contenu est d'« Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie » ?

Un environnement vulnérable

La population malgache est jeune car plus de 60% ont moins de 25 ans. Avec 2,8% de croissance annuelle, le chiffre de 36 millions d'habitant sera atteint selon les projections en 2030. Cela représente 17,6 millions de personnes d'âge scolaire c'est-à-dire ayant entre 3 et 24 ans (UNFPA Madagascar, 2022). Le seuil de pauvreté dans le pays est encore très élevé (environ 93%) et l'insécurité alimentaire frappe 1/3 de la population outre le paludisme qui est endémique ainsi que les risques climatiques : cyclones, inondations, sécheresse (Banque Mondiale, 2022). Tous ces facteurs favorisent l'abandon scolaire et s'alourdissent par les fréquentes crises politiques dues aux discordes entre politiciens ce qui génère une discontinuité de la politique éducative.

La prédominance du secteur informel et la pression fiscale très faible - les impôts représentent 10,8% du PIB- s'observent dans le pays. Dans ce contexte, une baisse de l'aide extérieure conjuguée avec cette pression fiscale faible, impacte directement sur l'éducation (Banque Mondiale, 2022). De nos jours, les dépenses d'éducation tournent autour des 2,4% du PIB soit dans les 23% des recettes fiscales de l'Etat. Dans les pays africains comparables à Madagascar en termes de richesses par habitant, elles atteignent 4% du PIB. De plus, à Madagascar, il y a une faible capacité de prélèvement des recettes. 76 % des recettes réservées à l'éducation sont au bénéfice de l'éducation Nationale, 4% à celui de l'enseignement technique et professionnel et 20% à celui de l'enseignement supérieur en 2014. La plus grosse part de ces sommes sont tournées vers le paiement des salaires sans aucune marge pour les dépenses indispensables à la qualité. En 2014, 82,4% du budget servait à payer les salaires et ce taux atteignait même 89% dans certains secteurs de l'éducation nationale (UNESCO, 2022).

La contribution des ménages à l'éducation atteint 386 milliards d'Ariary en 2012 et les familles supportent 40% des dépenses nationales d'éducation. En 2004, elles assuraient 34,2% des dépenses courantes d'éducation nationale (UNESCO, 2022).

La crise de l'emploi a conduit à une explosion de l'économie informelle. En 2011-2012, l'économie malgache était dominée à 93,4% par l'informel avec 89,5% des actifs dans l'agriculture. 93,3% des personnes non éduquées sont dans l'informel et la part du secteur moderne est très faible (INSTAT, 2012)

Aperçu du secteur de l'éducation

On y distingue trois types d'activités : l'éducation formelle, l'alphabétisation et l'éducation informelle (éducation inclusive, alphabétisation, éducation au civisme et citoyenneté). Sa structure globale se compose de plusieurs tranches : le préscolaire, pour les enfants de 3-5 ans (3 ans, activités d'éveil et de socialisation) n'est pas

obligatoire, le fondamental 1 ou primaire, pour les enfants de 6-10 ans (5 ans, sanctionné par le Certificat d'Etudes Primaire Elémentaire ou CEPE, le fondamental 2 ou collège d'enseignement général (4 ans, sanctionné par le Brevet d'Etudes du Premier Cycle ou BEPC de l'enseignement secondaire) et le secondaire général ou Lycée d'enseignement général (sanctionné par le baccalauréat). Il existe aussi des Centres de Formation Professionnelles ou CFP (pour enfants sortants du primaire) axés sur la formation aux métiers et des lycées techniques et professionnels ou LTP qui accueillent les sortants du fondamental 2.

L'éducation préscolaire

En 2015-2016, 28,1% des enfants sont inscrits dans des centres dont le nombre était de 195 en 2006-2007 et est passé à 4382 en 2014-2015 soit 523 centres créés chaque année. Il y a toutefois une forte disparité d'accès par région : dans l'Amoron'i Mania, 30% des enfants sont inscrits ; dans la région Sava, seulement 3,1% le sont (PSE, 2018). Dans le préscolaire public, les éducateurs sont sans formation, les affectations des enseignants sont sans rapports avec les effectifs des écoles : ils sont mal répartis.

Le fondamental 1

Il compte 4,7 millions d'élèves en 2014-2015. 87% des enfants de 11 ans y ont accès. Donc, 13% d'entre eux n'iront jamais à l'école, les raisons souvent évoquées sont liées au trop jeune âge et aux problèmes financiers. L'efficacité interne est faible : les taux de redoublement et d'abandon sont élevés. En 2013-2014, un enfant sur cinq redouble annuellement sa classe. 20% est un taux de redoublement élevé. Le taux d'abandon est de 16% dans les 4 premières années, de 22% en T1. 48% de ceux qui abandonnent l'école à moins de 18 ans se trouvent dans les classes d'âge situées entre 5 et 14 ans. Le taux d'achèvement du cycle primaire est de 69,3% en 2014 alors que les objectifs du millénaire veulent 100% de réussite. Une disparité d'accès se remarque entre ruraux et urbains. Presque 100% des urbains ont accès à la première année du primaire alors que chez les ruraux un enfant sur dix n'a pas accès au primaire. En milieu urbain, 7 à 8 enfants sur 10 atteignent la dernière année du primaire et la première année du collège tandis que dans le monde rural ils ne sont que 4 à 5 sur 10. La qualité est insuffisante : le niveau d'acquisition est faible. La compétence baisse dans les matières suivantes : français, lecture, malagasy et mathématiques. Le niveau de lecture (29% des mots sont familiers, 24% des textes sont compris) et de compréhension est faible (PSE, 2018) et cela pénalise l'apprentissage.

Les enseignants qualifiés sont insuffisants surtout dans les zones rurales enclavées. 18% des enseignants du primaire ont des diplômes et plus de la moitié sont sans formation. Il n'y a pas de crédits pour la formation, les écoles sont éparpillées, les routes mauvaises d'où, un suivi et un encadrement difficile des enseignants. Le ratio élèves/enseignant est élevé dans certaines localités. 44 élèves par enseignant en 2014. Les enseignants sont mal répartis. Il faut une gestion claire des affectations et recrutements selon les besoins réels. La dotation des salles de

classe ne correspond pas au nombre des élèves surtout dans le milieu rural. Cela a comme conséquence la création de classes multigrades (PSE, 2018). Enfin selon l'enquête menée dans le cadre du « Service Delivery Indicator » ou « Indicateur des prestations de service » en 2015 : 31% des enseignants sont absents des écoles, 8% sont présents sans enseigner et 61% sont présents et enseignent (Banque mondiale, 2017).

Le fondamental 2

En 2013, le taux brut de scolarisation était de 49,8%. De fortes disparités régionales sont relevées. Analamanga, par exemple, enregistre un taux de 78%, tandis que celui de l'Androy est de 18%. Le taux d'accès à la classe de sixième est de 54,5%. Sur le plan de l'efficacité, 15% redoublent et 11% abandonnent, soit 48% de gaspillage. L'indice d'efficacité globale est de 72%. Le personnel qualifié manque, d'où des programmes inachevés, des cours mal préparés, de mauvais résultats aux examens. Il y a une pénurie de manuels scolaires. Le rapport manuel/élève est de 1/33 en physique chimie ; 1/28 en science de la vie et de la terre, 1/21 en histoire géographie... Cela impacte le caractère théorique des enseignements. Lors du BEPC de 2010, l'obtention du diplôme s'est faite sans moyenne en français et mathématiques c'est-à-dire sans acquisition des connaissances minimales dans ces disciplines (PSE, 2018).

Le secondaire général

Selon toujours le PSE, le taux brut de scolarisation est de 21,6% et le taux d'achèvement de 16,3% en 2014. Le taux de redoublement est très élevé, 23% en 2014 (7% et 6% en seconde et première). La réussite au baccalauréat est de 40% ces 10 dernières années. Cette réussite se réalise sans notes élevées dans les disciplines de base (entre 8-12,25 en série a2 ; entre 08,5-10,75 en séries C et D). En conséquence, la compétence de base pour une série n'est pas forte. Les manuels scolaires manquent. Le rapport manuel/élève est de 1/30 en philosophie, 1/56 en malagasy et il n'y a pas de salles spécialisées (laboratoires, technologies d'information et de communication) dans les lycées ruraux. Il en résulte que les enseignements restent très théoriques.

L'enseignement privé

Environ la moitié des élèves sont dans le privé. Les causes relevées sont les suivantes :

- au niveau du primaire, une absence de confiance dans le secteur public. Les Ecoles Primaires Publiques (EPP) sont plutôt destinées aux défavorisés.

- au collège, le manque de places dans le public. Beaucoup choisissent le confessionnel.

- au lycée, peu de lycées publics (26,4% des élèves selon le PSE).

Les établissements fréquentés sont souvent proches du domicile. Certaines de ces écoles sont des SARL (Société à Responsabilité Limitée), d'autres sont à vocation humanitaire et sociale (obtiennent des subventions nommées « allègement des charges parentales »). Elles recouvrent deux réalités : certains établissements sont très performants tandis que d'autres sont franchement médiocres. Enfin, l'explosion du privé est fortement liée à la malgachisation.

La situation du personnel enseignant

La carrière est peu motivante. Le recrutement est également insuffisant car il ne satisfait pas les besoins des établissements. La formation n'est pas à la hauteur des attentes étant donné que pour les enseignants non fonctionnaires, 81% n'ont que le BEPC pour les deux premiers cycles du fondamental alors que le baccalauréat est requis. Au collège, 13% sont dans la même situation et au lycée, 28% sont sans diplôme requis. En général, les enseignants n'ont aucune formation pédagogique : ils sont 82% dans les deux premiers cycles, 67% dans les collèges et 74% dans les lycées (PSE, 2018).

Des politiques éducatives mouvantes depuis l'indépendance

Les lois et ordonnances sur l'éducation suivent une tendance générale : celle de leur modification à chaque régime au préjudice des apprenants. Sous la première République, on constate un mimétisme du système français, une utilisation de programmes français, des enseignants formés à la française. En conséquence, seule une oligarchie en bénéficiait. Sous la deuxième République, trois maîtres-mots guidaient la politique : démocratisation, décentralisation, malgachisation. Le but était de former des techniciens pour la nationalisation de l'économie et former des militants socialistes.

-Démocratisation : chaque Fokontany devait posséder une EPP ; chaque Firaiana un CEG ; chaque Fivondronana un lycée. Ce fut l'époque de la création des Centres Universitaires Régionaux ou CUR qui devinrent, par la suite, des universités à part entière.

-Malgachisation : dès 1824, David Jones et David Griffith constatèrent que l'enseignement s'avère être plus efficace si dispensé en malgache : ils peuvent être considérés comme ceux ayant déposés les premières pierres de la malgachisation.

Il s'agit d'un vaste projet de société apparu dans les années 70. Le contexte d'alors était marqué par le néocolonialisme. Le mouvement de 1972 demande l'arrêt de la mainmise de la France, ancienne métropole, sur la vie politique, économique et culturelle. Les manifestants scandaient la malgachitude. A cette époque, les grandes propriétés et les grandes entreprises étaient étrangères (en 1979 sur 358 grandes

entreprises, 258 étaient étrangères et uniquement 61 appartenaient à des Malgaches³⁴).

La malgachisation représente un vaste programme pour se libérer du joug colonial. La malgachisation de l'enseignement n'en est qu'un des nombreux aspects. Mais, paradoxalement, uniquement cet aspect reste dans les esprits. La malgachisation de l'enseignement consistait à :

- abandonner les contenus français et les malgachiser ;

- malgachiser la langue d'enseignement. Ce fut la politique linguistique éducative. Le programme se donnait comme but de créer le malgache commun et instituait un bilinguisme de circonstance qui consistait à utiliser le français en attendant la codification.

- malgachiser les diplômes.

En guise de bilan, la démocratisation provoqua une augmentation des effectifs des élèves couplés avec une baisse de la qualité dans un premier temps. Ensuite, une perte d'effectif intervint à cause de l'abandon scolaire. Une perte vertigineuse de niveau eut lieu car les moyens financiers, humains (dans les années 80, recrutement de masse d'enseignants avec un niveau BEPC+3mois de formation idéologique) et matériel étaient lacunaires. La malgachisation de l'enseignement fut un échec total qui aboutit à la destruction de l'enseignement. La raison en est qu'elle n'a pas été pensée de façon didactique mais idéologique. Avec l'absence d'aménagement linguistique, ce ne fut qu'un choix idéologique et non pas technique et réaliste. Sous la troisième République, le français redevint langue d'enseignement, mais l'ambitieuse loi 94-033 n'eut pas de décret d'application et la loi 2004-004 reprend tout simplement les grandes lignes de la précédente. La dernière grande réforme de 2008 fut la réintroduction de la malgachisation de l'enseignement de base tout en déclarant s'intégrer à la mondialisation. Il s'agissait d'une restructuration globale de l'enseignement. La politique éducative fluctue à Madagascar or, une politique sociale doit être pensée pour un long terme.

Les méthodes d'enseignement à travers les politiques éducatives

Si les politiques éducatives varient en fonction de chaque régime, les méthodes d'enseignement ne font que suivre cette tendance. Citons brièvement : la domination de la méthode traditionnelle, du Programme Par Objectif ou PPO de 1960 à 1991, de la pédagogie différenciée de 1991 à 2002, de l'Approche Par les Compétences ou APC et de la pédagogie cybernétique de 2009 à 2015, et à nouveau de la PPO accompagnée de la pédagogie cybernétique depuis 2015 (Andriar, 2016). Cependant, malgré ces nombreux revirements officiels et ces multiples tentatives d'introduction d'écoles nouvelles, seule la méthode traditionnelle est restée prédominante depuis l'indépendance jusqu'à nos jours.

³⁴ Blogs.mediapart.fr>consulté le 15 novembre 2023

DISCUSSION

De tout ce qui vient d'être soulevé, quelques points méritent de rester à l'esprit avant de passer à l'étape de la discussion proprement dite. En premier lieu, rappelons que, outre ces aléas quant à la politique éducative, les effectifs des élèves sont largement supérieurs à la capacité d'accueil, non seulement des infrastructures, mais aussi du personnel enseignant. En second lieu, le budget alloué à l'éducation est minime et ne couvre pas les dépenses engagées, donnant ainsi un aperçu de la dramatique situation sociale et financière du pays. En troisième lieu, les résultats sont très discutables et les examens officiels tel que le baccalauréat s'obtient sans nécessité de maîtrise des matières fondamentales et, paradoxalement, le nombre d'élèves se retrouvant à l'Université est insignifiant comparé à celui de ceux du primaire. Bref, des problèmes internes de taille tiraillent le système éducatif malgache.

Une manifestation des tares de l'éducation malgache : la coexistence des méthodes nouvelles et des méthodes traditionnelles

Le débat actuel entre ces deux types de méthodes n'est autre que le reflet des politiques éducatives mal agencées depuis des décennies. Or, il s'agit bien là d'un débat inutile, le problème étant pragmatique et non idéologique, car la politique éducative ne doit pas faire l'objet de débats doctrinaires mais doit plutôt rester dans une optique rationnelle faisant primer l'intérêt des élèves. En adoptant une logique idéologique, comme lors de la malgachisation, les décideurs se sont lancés dans une controverse stérile— la solution la plus plausible étant de concilier les deux méthodes— qui n'a eu d'autre résultat que de faire ressortir encore plus leur échec en la matière.

Qu'elle soit traditionnelle ou moderne, chacune de ces méthodes possède des qualités intrinsèques indéniables en dépit de leurs divergences apparentes. Cependant, dans le cas malgache, cette controverse séculaire sur la méthode idoine ne semble pas militer en faveur de l'écologiste. Si la méthode traditionnelle inspire l'effort et la discipline et la méthode nouvelle la spontanéité et la personnalité de l'élève, tout paraît indiquer que la voie la plus sérieuse n'est autre que la conciliation des deux méthodes, toutes deux individuellement impropres au contexte particulier malgache actuel. Il est avéré que les dogmes de l'école nouvelle sont purement et simplement impraticables dans les EPP par exemple. Comment, en effet, pratiquer la méthode Montessori dans une classe multigrade avec un sureffectif dépourvu de matériels pédagogique ?

Dichotomie méthode traditionnelle/méthodes modernes (Andriar, 2016)

À Madagascar, des tentatives d'institution des méthodes modernes, qui ont toutes échoué, eurent lieu. C'est la méthode traditionnelle qui prédomine même si elle semble aujourd'hui dépassée.

Concrètement, la méthode traditionnelle ou « magistrocentrisme » se base sur l'autorité du maître, sa toute puissance. Ce dernier organise le travail scolaire : il fixe les objectifs d'enseignement, agence les disciplines, détermine la vitesse d'assimilation des élèves, décide de la manière de travailler... Cette méthode fait l'objet de critiques car elle développe le dogmatisme, le sens de l'autorité et de l'absolu chez les élèves.

Les méthodes nouvelles quant à elles sont centrées sur l'enfant, sur l'apprenant. Elles développent le scepticisme, le sens de la liberté, la relativité. Les grands noms associés à ce courant sont : Pestalozzi qui fonda l'école nouvelle en 1805 (il s'agissait d'une école pour les déshérités) ; Montessori et la maison des enfants ; Decroly, Cousinet et Semenovitch et la colonie de vacances ; Ferrière et le BIEN (Bureau International des Ecoles Nouvelles) ; Claparède et l'école fonctionnelle ; Dewey et la démocratie à l'école... Bien que diverses, les nouvelles écoles s'accordent sur les principes suivants : une vision juste de l'enfant ; une mobilisation des activités de l'enfant ; l'enseignant comme entraîneur et non comme formateur ; le fait de partir des intérêts de l'enfant ; développer la création ; instaurer une discipline consentie...

-L'école traditionnelle

L'école traditionnelle est austère. L'enfant doit s'y discipliner et s'y faire, « toujours en effort, toujours en ascension », comme le dit Alain (1932). Et il ajoute non seulement que la vieille histoire de la coupe amère dont les bords sont enduits de miel lui paraît ridicule, mais il aimerait mieux rendre amers les bords de la coupe où s'abreuve l'enfant si elle était de miel. Attention, volonté, sens du devoir, tels seraient donc les ressorts et les fruits des méthodes traditionnelles.

S'il n'est pas permis à l'enfant de faire ce qui lui plaît, disent leurs détracteurs, il y a donc obligation de lui faire faire ce qui ne lui plaît pas. Le maître doit alors lui inculquer des notions dont il n'éprouve pas le besoin et qui le dépassent, il doit triompher du manque d'intérêt en s'appuyant sur une discipline répressive qui empêche l'enfant de se développer et peut même être à l'origine de dangereux refoulements. A l'école traditionnelle, où règnent verbalisme, dogmatisme et contrainte, il est scandaleux de dire « je m'ennuie », note Gilliard (1942) en criant sa haine d'un « savoir appliqué sur la mémoire avec de la mauvaise colle de salive ».

Pour Alain (1932) « faire la leçon, c'est parler en tenant sous son regard trente têtes dressées ». Il juge ce dogmatisme du monologue dans l'école traditionnelle sans indulgence. Il l'estime en effet à la fois prétentieux de la part du maître et abrutissant pour l'élève. A son avis, la leçon dogmatique que l'enfant subit passivement est inefficace. Il ne croit pas au transvasement des connaissances : « La vérité ne peut être versée d'un esprit dans un autre : pour celui qui ne l'a pas conquise en partant des apparences, elle n'est rien ». Et il ajoute « la culture ne se transmet point : être cultivé, c'est remonter à la source et boire dans le creux de sa main, non point dans une coupe empruntée ». Ces considérations philosophiques sont d'ailleurs appuyées sur des constatations pratiques : « d'une leçon magistrale, il ne reste presque rien

après huit jours, et après quinze jours il ne reste rien du tout » (Alain, 1932). Des expériences menées par Binet et Simon confirment dans une large mesure ces remarques pessimistes (Binet et Simon, 1905). Le caractère fastidieux et la contrainte sont reprochés aux méthodes traditionnelles, d'où la création d'écoles nouvelles.

-L'école nouvelle

Aussi loin qu'on remonte dans les écrits des précurseurs, pionniers, théoriciens et praticiens de l'école nouvelle, on se heurte à ce premier mot d'ordre : tenir compte de l'intérêt de l'enfant. « L'intérêt présent, dit, par exemple Rousseau, voilà le grand mobile, le seul qui mène sûrement et loin » (Rousseau, 2009). Si ce mot d'ordre est accepté, alors il faut aller jusqu'au bout :

–pour que l'enfant puisse manifester et suivre ses intérêts, il faut qu'il soit libre (Montessori, Decroly, Ferrière entre autres, le disent avec la plus grande netteté).

–pour que l'enfant soit libre, il faut avoir le respect le plus absolu de sa personnalité : la technique importe peu, dira-t-on, ce qui importe, c'est la libération de l'enfant.

Déjà Dewey appelait l'enfant à « vivre sa vie d'écolier » (Dewey, 2018) ; Key fera disparaître toute trace de contrainte : pour elle, « le père, la mère –et sans doute les maîtres, doivent courber leur front dans la poussière » (Key, 1909) devant sa Majesté l'enfant.

A l'école nouvelle, l'enfant est donc roi et c'est ce que les traditionalistes n'acceptent pas : pour eux, laisser l'élève choisir ce qui l'intéresse, c'est l'abandonner aux instincts qui l'entraînent vers la ligne de moindre résistance et ils s'y refusent car c'est, en définitive, en faire un être veule, incapable de se forcer à vouloir et d'agir par devoir. Ils insistent sur la nécessité de l'effort car, dans la plupart des exercices scolaires, existent des difficultés à vaincre qui présentent un bienfait intellectuel d'abord, et moral ensuite, par la formation du caractère sous l'influence de l'habitude d'affronter sans peur les difficultés et de savoir en triompher. Selon Kant (1967) « la valeur d'un homme se mesure non à son savoir, mais à son vouloir... », « la chose la plus importante est de fonder le caractère ». James souligne la valeur morale de l'effort qui consiste à maintenir volontairement un fait au foyer de la conscience (James, 1908) et Durkheim (1893) montre qu'il n'y a pas de liberté pour l'homme sans maîtrise de soi, c'est-à-dire sans capacité d'agir par raison et de faire son devoir. Il est reproché aux méthodes nouvelles, l'insuffisance de la culture, de la volonté et du goût de l'effort.

-Conciliation possible des deux positions

Les débats entre partisans et détracteurs des méthodes traditionnelles et des méthodes nouvelles sont ouverts depuis des siècles. Les détracteurs d'une méthode sont souvent très catégoriques. Ainsi reproche-t-on aux méthodes « nouvelles » de ne

pas cultiver la volonté, le goût de l'effort, et aux méthodes « traditionnelles » leur caractère fastidieux et leur contrainte. Mais y-a-t-il un tel abîme entre les unes et les autres ? En fait, l'efficacité en cette matière est essentiellement affaire de mise au point réfléchie et on peut ainsi concilier l'intérêt de l'enfant et l'effort imposé.

En vérité, l'école nouvelle ne produit pas que des êtres sans volonté : si l'on en croit le témoignage de Piaget (1988) « l'élève des écoles Decroly acquiert une admirable discipline de travail ». De son côté, l'école traditionnelle n'est pas uniquement remplie, comme le dit Payot (2010) « de somnolents sans énergie qui n'attrapent que des miettes de connaissances ». Comme le note Ferrière lui-même (2004), entre les pédagogues ankylosés et les frénétiques du libertarisme, il y a place pour les ennemis de tout fanatisme. Ceux-là savent que l'école doit harmonieusement mêler l'action et la réflexion, le plaisir et l'effort, la liberté et la contrainte : respectant l'intérêt de l'enfant pour les choses, ils le placent au contact des réalités, des faits, du milieu ; soucieux de l'éduquer, ils l'obligent à découvrir à travers la matière la vérité abstraite à laquelle nul n'accède sans effort et sans la connaissance de laquelle sa personnalité resterait dépourvue de toute spiritualité. La meilleure position est donc finalement de concilier l'intérêt de l'enfant et l'effort imposé.

Un rôle intégrateur limité

Selon les études de Bourdieu et Passeron (1964), l'école n'est pas toujours égalitaire car elle favorise les élèves de la classe dominante, davantage dotés en capital culturel. Le capital culturel est un concept développé par Bourdieu (1979) et correspond à l'ensemble des ressources culturelles dont dispose un individu. Celles-ci peuvent se traduire de trois manières : elles peuvent être objectivées (des biens culturels comme des tableaux, des livres), incorporées durant le processus de socialisation (l'aisance à l'oral, la capacité à s'exprimer) ou institutionnalisées (comme le diplôme). Les conclusions de cet article semblent ainsi actualiser les thèses de Bourdieu et Passeron (1964) en ce qui concerne l'aspect inégalitaire et reproductif de l'école, mais avec un affinement : les déterminismes du sous-développement intronisent l'école dans son rôle de pur reproducteur de la société. Cette dernière devient une institution bourgeoise au détriment de son rôle intégrateur des masses.

Par ailleurs, les deux premières ressources (capital culturel et capital social) sont héritées par l'individu, celles-ci dépendent donc du milieu social d'appartenance. Or, ce sont surtout les milieux les plus favorisés qui sont les plus fortement dotés de ce type de capital. Cela va avoir un impact sur les inégalités de réussite scolaire, car l'école valorise le capital culturel, comme par exemple la culture générale ou la capacité à s'exprimer. Ainsi, l'école, valorise indirectement les dispositions des enfants issus des milieux les plus aisés.

En outre, le paradoxe d'Anderson met d'une certaine manière en avant l'existence de trajectoires de déclassement (mobilité descendante) montrant que l'école ne peut pas tout, en matière de mobilité sociale. Ce paradoxe stipule que les

individus peuvent détenir un diplôme supérieur à celui de leurs pères, sans pour autant connaître une position sociale plus favorable. Le déclassement intergénérationnel correspond à une situation dans laquelle un individu occupe une position inférieure à celle de son père. Il existe une autre forme de déclassement : celle liée au diplôme. Ici, l'individu occupe un emploi d'un niveau inférieur à celui auquel il prétendait, du fait de son diplôme.

Enfin, si l'école est indéniablement un vecteur de mobilité sociale, il s'avère que d'autres forces agissent dans la détermination des positions sociales et de la mobilité sociale. Ainsi, la famille est un déterminant important de la future position sociale de l'individu et est l'instance de socialisation la plus puissante. En effet, lors de la socialisation primaire, elle est la première instance à véhiculer des normes (politesse, langage) mais aussi du capital culturel favorisant la réussite scolaire et permettant d'accéder aux positions les plus valorisées dans la société. La réussite scolaire est, par exemple, très souvent corrélée au niveau de diplôme de la mère. En plus de ce capital culturel, la famille peut mobiliser du capital économique (des ressources financières) pour aider un enfant à mieux réussir à l'école (en payant des cours particuliers par exemple) ou pour obtenir un diplôme (l'inscription en école de commerce est onéreuse).

La famille peut aussi transmettre un capital social c'est-à-dire un réseau de connaissances, des relations pouvant faciliter l'embauche : les familles les mieux dotées en capital social, économique et culturel, généralement en haut de la hiérarchie sociale, peuvent faciliter la réussite scolaire de leur enfant et leur assurer une bonne situation professionnelle. Ce constat est appuyé par le fait que les familles d'origine populaire sont souvent moins ambitieuses pour leur enfant que les familles aisées : ces dernières ont tendance à élaborer des stratégies, des orientations visant à pousser au maximum leur enfant à faire des études longues.

CONCLUSION

Les vertus de l'école ne sont plus à démontrer, il ne peut y avoir de modernisation sans elle et plus globalement de développement. L'école est un déterminant de la mobilité sociale, elle est à son service car en se démocratisant, elle contribue à la mobilité sociale ascendante. Elle a pour ambition de donner à chacun les chances de réussir en transmettant des connaissances communes dans des domaines variées (histoire, langues, sciences...). En transmettant les valeurs de la république, en tant qu'instance de socialisation, elle favorise l'intégration des individus au sein de la société, leur permettant d'évoluer dans des groupes sociaux différents de leur groupe d'appartenance. Le diplôme contribue à l'insertion professionnelle et est le symbole de l'idéal méritocratique.

Mais, à Madagascar, tous ces idéaux sont restés évasifs. Selon les chiffres officiels du PSE de 2018, seuls 2,30% des élèves inscrits au primaire atteignent l'université. Cette réalité hypothèque le rôle de l'école dans les trois types de lien social qui représentent l'intégration des personnes (rapport école-intégration

professionnelle, apprentissage du rôle de citoyen et exclusion de la disqualification sociale).

Une conjonction de facteurs explique cette situation de faible qualité de l'éducation (ressources financières défaillantes, disparités d'accès par région, taux d'achèvement peu satisfaisants, manque de matériels didactiques...). D'abord, le contexte socio-économique global entrave la promotion du secteur éducatif. La pauvreté relègue au second plan l'école qui à son tour va impacter sur la pauvreté et ainsi de suite. Ensuite, les politiques éducatives varient rapidement et contradictoirement au gré des régimes. Cette question de la fluctuation se pose indépendamment de celles des difficultés de leur mise en œuvre concrète. Enfin, au niveau de la pratique pédagogique, la méthode traditionnelle prédomine, ce qui ne favorise guère l'apprentissage. Comment dès lors aboutir alors à une école facteur de mobilité et d'intégration réussie du grand nombre ?

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

- 1) -Alain, (1932). *Propos sur l'éducation*. Paris : Presses Universitaires de France
- 2) -Binet, A. et T. Simon, (1905). *Méthodes nouvelles pour le diagnostic du niveau intellectuel des anormaux*. Paris : Presses Universitaire de France
- 3) -Bourdieu, P. (1980). *Le sens pratique*. Paris : Editions de Minuit
- 4) -Bourdieu, P. et Passeron, J.C. (1964). *Les héritiers, les étudiants et la culture*. Paris : Editions de Minuit
- 5) -Claparède, E. (1905). *Psychologie de l'enfant et psychologie expérimentale*. Paris : L'Harmattan
- 6) -Cousinet, R. (2011). *Une méthode de travail libre par groupe*. Paris : Fabert
- 7) -Decroly, O. (2009). *Un programme pour la vie*. Paris : Fabert
- 8) -Dewey, J. (2018). *Démocratie et éducation*. Paris : Armand Colin
- 9) -Durkheim, E. (1893). *De la division du travail social*. Paris : Presses Universitaires de France
- 10) -Ferrières, A. (2004). *L'Ecole active*. Paris : Fabert
- 11) -Gilliard, E. (1942). *L'école contre la vie*. Lausanne. F. Roth
- 12) -James, W. (1908). *Causeries pédagogiques*. Parsi : Alcan

- 13) -Kant, E. (1967). *Réflexions sur l'éducation*. Paris : Vrin
- 14) -Key, E. (1909). *The century of the child*. www.gutenberg.org
- 15) -Montessori, M. (2012). *La méthode Montessori*. Onlinebooks.library.upen.edu>book
- 16) -Pareto, W. (1968). *Traité de sociologie générale*. Genève : Droz
- 17) -Paugam, S. (2008). *Le lien social*. Paris : Presses Universitaires de France
- 18) -Payot, J. (2010). *L'éducation de la volonté*. Caroline du Sud. Nabu Press
- 19) -Piaget, A. (1988). *Psychologie et pédagogie*. Paris. Gallimard
- 20) -Rousseau, J.J. (2009). *Emile, ou, De l'Education*. Paris : Flammarion
- 21) -Semenovitch, A. (1934). *Poème pédagogique*. Belgique : Aden
- 22) -Smith, A. (1995). *Recherches sur la nature de la richesse des nations*. Paris : Presses Universitaires de France
- 23) -Spencer, K. (1994). *Cooperative learning*. San Clemente : Kagan Publishing
- 24) -Tonnies, F. (2010). *Gemeinschaft und gesellschaft*. Montana : Kessinger Publishing
- 25) -Weber, M. (1971). *Economie et société*. Paris : Plon

Articles :

- 26) -Andriar, S. (2016). *De la pédagogie à Madagascar*. Revue Didaktika, Janvier 2020, numéro 04-Madarevues
- 27) -Bourdieu, P. (1979). *Les trois états du capital culturel*. In : actes de la recherche en sciences sociales. Vol 30, novembre 1979. L'institution scolaire. pp.3-6
- 28) -Rapanoël, A.B.S. (2008). *Les problèmes de la langue d'enseignement à Madagascar : les dysfonctionnements de la loi 94-033*. Kabaro, revue internationale des Sciences de l'Homme et des Sociétés, Interethnicité et interculturalité à l' île Maurice, IV (4-5), pp. 153-171. hal-03484900

Conférence :

- 29) -Conférence de Jomtien (1990). *Conférence mondiale sur l'éducation pour tous*. bice.org>uploads>2014/06

Textes et données officiels :

- 30) -Banque Mondiale, (2023). [www.banquemondiale.org>country](http://www.banquemondiale.org/country)
- 31) -INSTAT, (2012). [www.instat.mg>enempsi-2012](http://www.instat.mg/enempsi-2012)
- 32) -Loi 94-033 portant organisation et fonctionnement du système de l'Education malgache
- 33) -Loi 2004-004 portant orientation générale du système de l'Education malgache
- 34) -Loi 2008-011 portant orientation générale du système de l'Education malgache
- 35) -Objectifs de Développement Durable, (2015). www.un.org
- 36) -Organisation des Nations Unies, (1948). *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme*.
- 37) -Plan Sectoriel de l'Education, (2018). [www.globalpartnership.org>content](http://www.globalpartnership.org/content)
- 38) -Service Delivery Indicator, (2015). [www.worldbank.org>programs](http://www.worldbank.org/programs)
- 39) -UNESCO, (2022). donnees.banquemondiale.org
- 40) -UNFPA Madagascar (2023). madagascar.unfpa.org

MIGRATION SCOLAIRE ET DIVERSITE CULTURELLE DANS LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES MALAGASY

Par

RAFIDIMALALA Isabelle Odette,

Maitre de Conférences, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Université
d'Antananarivo

RESUME

Cet article étudie les conséquences de la migration scolaire sur la scolarisation, un phénomène très répandu dans plusieurs pays. Le travail effectué auprès de la population estudiantine du lycée de Mahitsy a montré que durant son parcours scolaire, un élève peut partager son vécu avec d'autres dont les valeurs, les priorités et les besoins peuvent être très distincts des siens. En effet, les études secondaires devraient sans nul doute constituer un moyen privilégié vers l'épanouissement de chaque étudiant. Cependant, la rencontre « culturelle » pouvant entraîner un véritable « choc culturel ». Les étudiants originaires des autres régions, des milieux ruraux et enclavés se heurtent souvent à ce problème qui impacte parfois sur le déroulement scolaire. Les recommandations reposent principalement sur la valorisation de l'éducation interculturelle dans le milieu scolaire malagasy.

Mots clés : *Migration scolaire, Choc culturel, Diversité culturelle, Interculturalité, Education interculturelle, Madagascar.*

ABSTRACT

This article studies the consequences of school migration on schooling, a very widespread phenomenon in several countries. The work carried out with the student population of Mahitsy high school has shown that during their school career, a student can share their experiences with others whose values, priorities and needs may be very distinct from their own. Indeed, secondary studies should undoubtedly constitute a privileged means towards the development of each student. However, the “cultural” encounter can lead to a real “culture shock”. Students from other regions, rural and landlocked environments often encounter this problem which sometimes impacts their academic progress. The recommendations are mainly based on the promotion of intercultural education in the Malagasy school environment.

Keywords: *School migration, Culture shock, Cultural diversity, Interculturality, Intercultural education, Madagascar.*

INTRODUCTION

Malgré les avancées réalisées dans le cadre de l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, le décrochage scolaire reste un problème majeur à Madagascar : chaque année, des centaines de milliers d'enfants et de jeunes quittent l'école sans qualification. Selon le PSE (Plan Sectoriel de l'Education, 2017), le taux de transition du Collège au Lycée reste faible et se situe en moyenne autour de 47 %, mais, même si le niveau de rétention est assez élevé (80%) au lycée, le taux d'achèvement n'était que de 16,4 % en 2004. Divers facteurs en sont les causes, parmi lesquels le choc culturel qui est un sentiment très fort et brutal que l'on ressent lorsqu'on déménage dans un nouvel endroit, quand on change d'école, de ville, de région ou même de pays, d'après Cohen (2012). Cela est dû à la rencontre de plusieurs cultures dans le milieu scolaire. La prise en compte de la diversité des élèves constitue en cela un défi toujours d'actualité (Caraglio, 2017), comme le soulignent les politiques d'inclusion scolaire (Benoît et Plaisance, 2009). Or, les enseignants et les acteurs de l'éducation tendent très souvent à donner moins d'importance aux autres raisons que pédagogiques.

Des études internationales récentes ont parlé des problèmes dérivant de la migration scolaire. Entre autres, Bergamaschi et *al.* (2012) ont constaté des problèmes concernant le déroulement du parcours scolaire des enfants en situation de migration. La Recherche - action GRDR- (Groupe de Recherche et de Réalisation pour le Développement Rural, 2012) a aussi évoqué les mauvais résultats scolaires des enfants migrants d'origine subsaharienne en France. Samper Rasero et *al.* (2001) a étudié les enjeux de la diversité dans l'école catalane. Toutes ces études portent généralement sur l'échec et les difficultés scolaires des enfants en situation de migration. En effet, cet article veut étudier l'impact de la migration interne³⁵ sur la scolarisation des élèves à Madagascar. Comment la rencontre de la diversité culturelle en milieu scolaire affecte-elle le déroulement scolaire des élèves migrants ? Pour aborder cette problématique, les questions suivantes sont posées au départ : quels sont les différents facteurs engendrant la diversité culturelle ? Quels sont les impacts de la diversité culturelle sur le déroulement scolaires des élèves migrants ? Cette étude a été peu abordée par les travaux portant sur l'éducation et l'enseignement à Madagascar. Etant enseignante au Lycée pendant plusieurs années, le Lycée de Mahitsy a été choisi comme terrain de recherche. Il se trouve dans une commune ville-rue, traversée par la Route Nationale N°4 (RN 4) et qui se caractérise par une certaine diversité socio-culturelle, économique, etc., diversité liée à la migration interne. La première étape de ce travail exposera les différents concepts théoriques ainsi que le terrain d'intervention. La deuxième étape sera consacrée à répondre aux questions posées précédemment, portant sur les différents facteurs engendrant la diversité culturelle chez les lycéens et les impacts de la diversité culturelle sur le déroulement scolaire des élèves migrants. La troisième étape consiste à proposer des perspectives qui reposent principalement sur la valorisation de l'éducation interculturelle dans le milieu scolaire malagasy.

³⁵ Mouvement de personnes à l'intérieur d'un État aux fins d'y établir une nouvelle résidence, temporaire ou permanente. (adapté de l'Organisation Internationale pour les Migrations, Rapport État de la migration dans le monde, 2015)

MATÉRIELS ET METHODES

Cultures - contact interculturel – interculturel

Selon la Déclaration de Mexico, la « culture » est « l'ensemble des traits distinctifs spirituels et matériels, intellectuels et affectifs qui caractérisent une société ou un groupe social »³⁶. Elle permet donc de caractériser un groupe, un peuple, une société avec un ensemble de pratiques culturelles ou un système de représentations (langue, religion, organisation politique, pédagogie, cuisine, vêtement, architecture etc...) (Abdeljalil A., 2009).

Toutefois, selon Kiyindou (2006), il existe différentes cultures au sein d'une société et chaque culture se développe et évolue au contact des autres cultures lesquelles peuvent être différentes par au moins huit aspects : par rapport au langage, à la vision du monde, à la religion, à la philosophie, à la science, à la technologie, à l'esthétique et aux coutumes (Kwasi Wiredu, 2004).

Le fait de la rencontre de deux cultures, deux modes de pensée, deux modèles de référence, et le fait des modifications indirectes du comportement chez les immigrants par la société d'accueil (Bilodeau, 1993) peut s'avérer être une expérience troublante, notamment un choc culturel - « une situation émotionnelle et intellectuelle apparaissant chez les personnes qui, placées occasionnellement ou professionnellement hors de leur contexte socioculturel, se trouvent engagées dans l'approche de l'étranger » (Cohen, 2011).

Cohen (2011) a trouvé deux modes contradictoires de choc culturel. D'une part, le mode négatif, défini comme une « réaction de dépaysement, de frustration, de rejet, de révolte, et d'anxiété ». D'autre part, le mode positif s'exprime davantage par une réaction de caractériser par une expérience de stress et une désorientation ressentie par une personne confrontée à un mode de vie qui ne lui est pas familier (Bilodeau, 1993), en d'autres termes, une désorientation vécue par la personne devant apprendre à vivre dans une nouvelle culture.

Chalifoux (1993) a mis en exergue la nécessité d'aborder les différences culturelles, notamment celle de considérer chaque culture selon ses propres termes, c'est-à-dire selon ses valeurs et ses représentations.

En outre, le terme « interculturel » désigne un mode particulier d'interactions et d'interrelations, se produisant lorsque des cultures différentes entrent en contact, ainsi que l'ensemble des changements et des transformations résultant de contacts répétés ou prolongés (Kerzil, 2002). Il implique donc une relation et un dialogue entre des cultures différentes, par l'intermédiaire de sujets porteurs de ces cultures (Giraud, 1995).

³⁶ cf. *Déclaration de Mexico sur les politiques culturelles, adoptée par la Conférence mondiale sur les politiques culturelles*, Mexico, 6 août 1982, Sommet MondiaCult

L'éducation interculturelle

L'éducation interculturelle a été retenue à titre de cadre théorique et conceptuel pour la réalisation de cette étude. D'abord, Clanet (1993) a défini « l'éducation » comme une « action exercée par un adulte qui en a la charge sur un être jeune en vue du développement physique, intellectuel et moral de celui-ci et de son intégration dans le milieu où il est destiné à vivre », et « interculturel » comme les notions de réciprocité dans les échanges et de complexité dans les relations entre culture. En effet, « l'éducation interculturelle » est l'ensemble des actions mises en œuvre par un enseignant isolé ou, plus généralement, une école, dans le but d'instaurer des relations positives d'interaction et de compréhension entre élèves de cultures différentes. Selon Kerzil (2002), l'éducation interculturelle doit transmettre le respect de l'autre, la possibilité de vivre son identité propre, la non-discrimination, etc... En bref, Abdallah-Pretceille (1999) a résumé que la société est composée de plusieurs cultures et qu'elle doit mettre à profit cette chance en accordant à chacune la place qui lui revient. L'école doit tenir compte de cette diversité.

Lycée de Mahitsy, un lieu de rencontre privilégié d'une « diversité culturelle »

Le Lycée de Mahitsy se trouve dans la Commune Rurale de Mahitsy, à 30 km au Nord-Ouest de la capitale Antananarivo en suivant la Route Nationale N°4. Il a été créé en 1995 suivant le décret N° 95-598 du 12 septembre 1995 et se trouve dans la ZAP (Zone Administrative Pédagogique) de Mahitsy, CISCO (Circonscription Scolaire) d'Ambohidratrimo et DREN (Direction Régionale de l'Education Nationale) d'Analamanga. Le Lycée à Madagascar constitue un cycle unique de trois ans (seconde, première et terminale) et sanctionné par le Baccalauréat, diplôme permettant aux élèves de poursuivre leurs études universitaires (PSE :19). L'effectif de la population estudiantine compte 963 en 2019-2020 (ZAP Mahitsy, 2019-2020).

Le cas des élèves du Lycée Mahitsy est particulièrement intéressant parce qu'il rassemble des élèves issus d'origines sociales et culturelles diverses. La Commune de Mahitsy se situe dans une zone carrefour et de circuit de bovidés en provenance des régions du nord-est et du moyen- ouest de Madagascar. En outre, situé sur la RN 4, le chef-lieu de la Commune est une ville-rue où les différents services administratifs implantés pourraient engendrer l'accroissement du nombre des migrants de travail. On y trouve en conséquence, une population estudiantine cosmopolite. Le lycée accueille beaucoup de migrants scolaires, entre autres, les élèves des communes environnantes et enclavées, et aussi des élèves migrants venant des différentes régions de Madagascar. Il est ainsi un lieu de rencontre privilégié d'une « diversité culturelle » notamment en matière dialectale, de religion, des us et coutumes, de cadre socio-économique etc... Cette hétérogénéité dépasse fortement la moyenne issue de la recherche démographique³⁷. Ce qui devrait renforcer les différences culturelles.

³⁷ Roubaud, 2000, *Identité et transition démocratique*, p. 179 << L'agglomération

d'Antananarivo se caractérise par une très faible hétérogénéité ethnique, (...) de plus de 5 %

Concernant l'échantillon, il se basait sur les élèves inscrits en classe de seconde, composé de 30% de la population du Lycée. Ils ont été choisis parce que c'est durant leur première année du lycée que les élèves rencontrent autant de diversité sur les plans culturel et socio-économique, sur leur origine scolaire et même sur leur niveau intellectuel, etc... Ces rencontres constituaient en effet de véritables « chocs culturels » et pourraient impacter sur le déroulement du parcours scolaire.

Etant une ancienne enseignante du Lycée, il s'agissait ici d'une endoethnologie, expression utilisée dans la littérature anthropologique pour indiquer la proximité, l'implication, voire l'appartenance (culturelle, linguistique, sociale ou professionnelle) du chercheur à son terrain d'étude (Fatoumara Ouattara, 2004). En effet, les problèmes d'intégration dans la zone d'étude ne s'étaient pas posés. L'accès à tous les types de données, y compris ceux qui étaient considérés comme confidentiels a été facilité. Cependant, la construction d'une bonne distance et d'un recul a permis d'avoir un recoupement des informations.

La méthode de collecte de données mixte, quantitatives et qualitatives a été utilisée afin d'obtenir des données différentes mais complémentaires, et de mieux comprendre le problème de recherche. Dans un premier temps, les données secondaires ont été collectées. Il s'agit des dépouillements des fiches de présentation effectuées au début de l'année scolaire, des dossiers individuels, des relevés de notes et des résultats scolaires. Ces renseignements ont aidé à recueillir plus d'information sur chaque étudiant, notamment sur ses origines (région, quartiers, milieu scolaire), sa situation familiale, son niveau d'étude et ses résultats scolaires...

Ensuite, la méthodologie s'appuyait essentiellement sur une démarche socio anthropologique. En effet, a été adoptée d'une part une observation directe, méthode basée sur l'observation visuelle et passive et sans communication verbale et d'autre part, une observation participante, caractérisée par une période d'interactions sociales intenses entre le chercheur et les sujets, dans le milieu de ces derniers (Bogdan et Taylor, 1975). Il est à noter que l'auteur a travaillé pendant 13 ans au sein de cet établissement. En fait, les comportements, les attitudes des élèves, ainsi que leurs vies quotidiennes et leurs interrelations dans le milieu scolaire ont pu être observés.

Enfin, une méthodologie qualitative impliquant des entretiens (informels – semi directifs) auprès de 56 élèves confondus, migrants et locaux, sept personnels enseignants, quatre personnels administratifs et six parents d'élèves ont été privilégiés afin de bien vérifier les données secondaires ; trois récits de vie des élèves migrants et deux *focus group* auprès d'un groupe de 10 à 12 élèves migrants ont également été effectués afin d'obtenir un recoupement d'information.

RESULTATS

des habitants de l'agglomération sont Betsileo, (...) les ethnies côtières (...) ne représentent que 5 % de la population.

Les résultats se concentrent sur deux aspects principaux, à savoir les différents facteurs engendrant la diversité culturelle chez les lycéens et les impacts de la diversité culturelle sur le déroulement du parcours scolaire.

Les différents facteurs engendrant la diversité culturelle chez les lycéens

A travers les résultats des études, l'origine géographique, le statut socio-économique et le type du milieu scolaire d'origine sont les facteurs engendrant la diversité culturelle chez les lycéens.

L'origine géographique : Sur ce point, les dépouillements des documents et fiches individuels ont fait ressortir que les élèves originaires des autres régions s'élèvent à 19 % en 2017, 24 % en 2018 et 25 % en 2019.

Chaque élève venant d'une zone géographique déterminée possédait sa propre langue, ses tenues vestimentaires, ses coiffures, ses habitudes alimentaires ses us et coutumes, et surtout ses croyances et ses valeurs. Pour ce faire, on peut en déduire que les régions d'origine différentes engendraient des différences culturelles notamment par rapport au mode de vie quotidienne.

Face à cette rencontre des cultures différentes, 45% des élèves enquêtés ont témoigné qu'ils devaient apprendre de nouvelles manières : tenues vestimentaires, habitudes alimentaires, etc... Il s'agissait donc d'une « adaptation culturelle » (Bilodeau 1993), une adaptation qui était liée aux normes et valeurs dominantes de la société d'accueil. Une fille musulmane, originaire de la région du nord de Madagascar, a raconté qu'elle a décidé de ne plus porter sa voile en classe et n'achetait jamais des gouters à l'école afin d'éviter les interdits alimentaires. Un garçon venant de la brousse était vraiment « mal à l'aise » de porter la tenue de cérémonie obligatoire pour tous les lundis. Ils ont déploré que la rencontre des cultures différentes pouvait leur faire ressentir leurs milieux d'origine et même leur faire vouloir y revenir.

Le statut socio-économique peut aussi générer de fortes différences et impacte sur le déroulement du parcours scolaire. Ainsi, des disparités entre les milieux d'origine, entre la situation familiale des parents, entre le niveau de vie et les activités professionnelles des parents ont pu être notées. 70 % des élèves du lycée public vivaient en situation de précarité : provenant du milieu rural, enclavé, ou issus des familles monoparentales et indigentes.

En outre, les élèves migrants étaient aussi défavorisés par rapport aux élèves locaux du fait du non accès aux équipements culturels tels que les médiathèques, l'audiovisuel, et surtout le matériel informatique. Alors que l'enseignement exigeait l'initiation et la participation à la recherche. Il y avait en conséquence des groupes plus avantagés que les autres qui manipulaient pour la première fois la NTIC (Nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication) au Lycée. Cela semblait être défavorable à l'égalité des chances entre les élèves. Les groupes défavorisés restaient minoritaires et cette situation entraînait l'incompréhension,

l'indifférence et la discrimination. Ces différences économiques et sociales affectaient directement leur résultat scolaire et leur motivation.

Puis, *le type du milieu scolaire d'origine* semblait également faire émerger les différences. En fait, les Etablissements d'origine n'ont pas eu les mêmes principes pédagogiques, ni les mêmes modes d'éducation. Ce qui amenait des écarts entre les niveaux intellectuels et éducationnels des élèves.

Impact de la diversité culturelle sur le déroulement scolaire des élèves migrants

Est-ce que les élèves en situation de migration sont désavantagés par rapport à leurs homologues dans la société d'accueil ?

Suite à un changement de milieu géographique et social, les élèves migrants devaient s'habituer et s'accommoder à de nouvelles habitudes et coutumes qu'elles soient en termes alimentaires, d'habillement, de façon de parler, d'horaires, et autres. Les deux modes contradictoires de choc culturel de Cohen (2011) étaient apparus ici :

Concernant le mode positif, il s'exprime davantage par une « réaction de fascination, d'enthousiasme, et d'émerveillement ». L'école est en conséquence, un acteur privilégié pour familiariser les élèves avec la diversité, encourager leur ouverture et mieux les préparer à agir et à interagir avec les autres dans un monde en changement³⁸. A cet égard, le milieu scolaire est considéré comme un lieu où les élèves rencontrent l'Autre ; quelques lycéens migrants ont eu leurs premières expériences à la vie indépendante et autonome, loin de leurs parents. Face à cette situation précaire dans laquelle se trouvaient les élèves migrants, ils ont eu besoin de créer et de maintenir des réseaux d'entraide et de communication qui palliaient leur isolement et leur difficile situation matérielle. Afin d'alléger leurs charges parentales (loyers, combustible, nourritures, électricité, etc...), nombreux d'entre eux vivaient en colocation, une situation particulière des élèves migrants. Ces cohabitations et interrelations entre eux engendraient des échanges culturels et facilitaient l'adaptation à une situation inattendue, l'épanouissement et le développement personnel, etc...

Malgré le contraste lié aux régions d'origine – milieu rural/milieu suburbain, la diversité culturelle devenait un moyen pour des échanges culturels soit d'une façon indirecte et inconsciente soit d'une façon directe et volontaire (Cohen, 2011). Certains élèves migrants s'inspiraient des jeunes locaux pour la pratique de la langue française ou le malagasy officiel, etc... Le choix de code vestimentaire montrait la volonté de s'approprier l'apparence vestimentaire des jeunes de la société d'accueil (jean, short, tennis, casquette, etc...). Ils ont beaucoup à apprendre s'ils veulent être bien intégrés dans la société d'accueil. Par contre, les tissages traditionnels des filles

³⁸ Ministère de l'Éducation Québec [en ligne], <http://www.education.gouv.qc.ca>, consulté le 04 octobre 2021*

venant d'autres régions devenaient la nouvelle tendance pour les jeunes filles locales.

Quant aux contrastes liés aux familles d'origine : familles aisées/ familles défavorisées, etc..., les jeunes ne rencontraient pas vraiment de problèmes de communication et d'interrelation. On trouvait plutôt des entraides et de mutualités entre eux. Dès le début de la première année du lycée, on a constaté un début d'expérience de sociabilité et de cohésion des jeunes en vue de détruire les différences socio-économiques et culturelles. Très souvent, les élèves prenaient l'initiative d'organiser des activités collectives afin de réaliser un objectif commun.

En conséquence, d'après les entretiens effectués auprès des élèves, la diversité culturelle devenait un moyen vers l'épanouissement pour leur apprendre à respecter la différence et le développement de l'attitude empathique, la communication, la négociation intergroupe etc... Tout cela facilitait le déroulement du parcours scolaire et favorisait la motivation et surtout l'efficacité de l'enseignement.

Par contre, des éléments négatifs qui se révélaient par une « réaction de dépaysement, de frustration, de rejet, de révolte, et d'anxiété » ont été évoqués. Ainsi, à l'arrivée dans le nouvel endroit, les élèves migrants ont fait face à « un choc culturel » qui était parfois troublant et bouleversant. Les us et coutumes, les langues régionales, les tenues vestimentaires, les manières d'être et d'agir de la société d'accueil, semblaient être généralement différentes de celles de leur milieu d'origine. Plusieurs étudiants migrants interviewés ont déclaré être victimes de stéréotypes, de préjugés et de discriminations.

D'abord, pour les enseignants, les stéréotypes étaient avancés : les élèves originaires du milieu rural ou des autres régions étaient toujours considérés comme ayant de moindres capacités d'apprentissage, faibles en niveau intellectuel et notamment en langues françaises. Selon toujours, leurs explications, les élèves migrants restent toujours peu bavards, discrets et en conséquence, ils sont caractérisés par une faible participation en classe du fait de leur crainte des préjugés, et même des humiliations à cause de leurs difficultés en langue française et en malagasy officiel.

En outre, ceux qui ont eu des difficultés à s'exprimer en malagasy officiel ont ressenti des sentiments d'exclusion et de rejet de la part du groupe culturel dominant dans la société d'accueil. Un élève originaire de la Région Haute Matsiatra³⁹, Betsileo⁴⁰ a raconté ses expériences choquantes lors d'un exposé oral en Malagasy : tous les élèves de la classe ont éclaté de rire en écoutant ses allocutions en parler betsileo. Quant aux jeunes garçons Tandroy⁴¹, ils se sentaient être les plus

³⁹ Une région au centre de Madagascar

⁴⁰ Population dans la Région Haute Matsiatra et Amoron'i Mania

⁴¹ Terme vernaculaire local pour appeler les « Antandroy », population de l'extrême sud de Madagascar

discriminés et stéréotypés. Ils sont appelés ironiquement «*ndaty*⁴²», une appellation stéréotypée rappelant leurs représentations sociales: originaires de la région aride, soumise à des famines récurrentes, ou *kere* (Bidou et Droy, 2007), traditionaliste (Deligne et Maharetse (2009), et violents⁴³). Les victimes ont ressenti que la discrimination n'était pas seulement de la part des collègues de l'école, elle se trouvait aussi chez les enseignants et le personnel administratif.

D'ailleurs, les élèves migrants ont également révélé leurs « difficultés d'adaptation aux normes scolaires » : primo, la gestion de temps est très rigide dans les milieux urbain et suburbain ; les enseignants exigent la ponctualité et le respect de l'horaire établi. Alors que pour certains élèves venant de la brousse et des autres régions, elle est assez souple. Secundo, pour la population rurale, les relations interpersonnelles et la confiance sont considérées plus importantes que les procédures et les « paperasses ». Chez eux, dans leurs milieux d'origine, en cas d'absence ou de retard en classe, il suffisait de s'excuser verbalement. Cela constitue très souvent une source de conflit avec les personnels enseignants et administratifs. Ils étaient souvent considérés comme « indisciplinés et insolents ».

En bref, les types de chocs culturels rencontrés par les élèves se manifestaient en conséquence par des conflits et des communications difficiles. Les élèves migrants se heurtaient souvent à ces problèmes de marginalisation et de discrimination qui affectaient leur déroulement scolaire. « Ils vivent cette situation avec un sentiment de dépréciation, de honte et de culpabilité, qui se répercute sur l'estime de soi » souligne Jovelin (2011). En raison de ces réalités, la valorisation de l'éducation interculturelle est de mise.

DISCUSSION

Comment valoriser l'éducation interculturelle dans le milieu scolaire malagasy ?

La déclaration universelle de l'UNESCO (2001) sur la diversité culturelle a mis en exergue que l'éducation interculturelle est l'une des sources du développement. L'objectif de la pédagogie interculturelle étant de développer l'idée selon laquelle les différences ne sont pas des obstacles à contourner, mais une source d'enrichissement mutuel quand elles sont mobilisées. (INRP, 2007). Ainsi, il s'agit de prendre en compte les différences culturelles des élèves, en d'autres termes, de favoriser la compréhension mutuelle entre les élèves et la familiarisation avec la culture de l'autre. La perception de la différence culturelle est indispensable pour éviter la communication ethnocentrique.

Auprès de l'enseignant, l'éducation interculturelle promeut une prise de conscience que chaque élève dispose d'une problématique singulière et que les

⁴² Un vocabulaire tandroy pour désigner « un homme »

⁴³ Bidou et Droy (2007) ont dit que « Les vols de bœufs sont le principal actif des ménages (pour des raisons sociales et religieuses) »

différences ou la diversité ne doivent pas être abordées d'une manière homogène, y compris dans ce qu'il peut considérer comme relevant d'une même culture. Il devrait alors examiner cette dernière comme une pluralité de références individuelles ou une organisation de différences internes (Garcia Castano & Granados Matinez, 2002).

L'éducation interculturelle concerne tous les élèves migrants ou locaux, issus d'un groupe majoritaire ou de minorité. Elle vise à développer :

- une compétence à communiquer avec des personnes aux référents divers ;

- des attitudes d'ouverture, de tolérance et de solidarité.

- Pour terminer, la recommandation vise à la pédagogie interculturelle de Clanet (1990) qui a distingué trois fonctions principales :

- ➔ Apprendre à vivre avec l'hétérogénéité culturelle, c'est-à-dire apprendre à relativiser, à comparer sans juger ;

- ➔ Apprendre à négocier, à accepter le conflit et faire des compromis

- ➔ Apprendre à emprunter, à faire l'expérience et à critiquer tout en développant la technique de l'argumentation.

Cette théorie de Clanet (1990) pourrait conduire à des réflexions sur des problématiques de la diversité culturelle en milieu scolaire, et à inciter l'intérêt des élèves et des différents acteurs scolaires pour les questions de culture.

En bref, avec la mobilité des populations, il faut apprendre à s'ouvrir aux autres cultures et à la diversité pour mieux vivre ensemble. Il faut donc comprendre d'autres modes de pensée, de croyances et de comportements.

CONCLUSION

Cette étude a évoqué l'impact de la diversité culturelle sur le déroulement scolaire des élèves migrants. Les élèves au Lycée Public de Mahitsy ont ressenti des constats positifs dans le cas où la diversité culturelle est non seulement une occasion de rencontrer les cultures de l'autre, mais aussi un moyen vers l'épanouissement. Cependant, cette rencontre « culturelle » peut constituer un véritable « choc culturel », notamment une situation conflictuelle qui se produit entre les deux groupes issus de différentes cultures. Finalement, cette problématique de la diversité culturelle au sein du Lycée n'est pas unique. Il est possible d'appliquer ces résultats de recherche dans les différents établissements scolaires malagasy, étant donné que la société malagasy se caractérise par la mobilité de la population et l'existence des ethnies différentes. En effet, on aperçoit un grand intérêt de la valorisation de l'éducation interculturelle dans le système éducatif malagasy. Cette recherche sera poursuivie,

en mettant en avant une étude interdisciplinaire sur ce sujet. En ce sens, la prise en considération de cette éducation interculturelle recommande une innovation éducative.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1) Abdallah Pretceille, M., (1999), *L'éducation interculturelle*, Paris, PUF, 126p.
- 2) Abdeljalil A. (2009), « Introduction aux approches interculturelles en éducation », in
- 3) *Carnets des sciences de l'éducation*, Université de Genève, Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Education.
- 4) Bergamaschi A. et al. (2012), « Les mineurs étrangers en Italie : données statistiques et implications sociales ». Traduit de l'italien par Adelina Miranda, Centre d'Information et d'Etudes sur les Migrations Internationales | in *Migrations Société* 2012/3 N° 141-142 | pages 71 à 86
- 5) Bidou J. et Droy I., (2007), « Pauvreté et vulnérabilité alimentaire dans le Sud de Madagascar : les apports d'une approche diachronique sur un panel de ménages », *Mondes en développement*, 2007/4 N°140, p. 45-64, DOI : 103917/med.140.0045
- 6) Bilodeau G., 1993, « Méthodologie de l'intervention sociale et interculturelité » *Service social*, vol. 42, n° 1, 1993, DOI :10.7202/706598ar
- 7) Bogdan R. et Taylor S. (1975), *Sociologie qualitative*, New York : Wiley-Interscience, 259pp.
- 8) CEF - Conseil de l'Education et de la Formation, (2013), *Migration et éducation*, Bruxelles, Manuel Dony.
- 9) Chalifoux, J. (1993). Culture : une notion polémique ? *Service social*, 42 (1), 11–23. doi:10.7202/706597a
- 10) Clanet C., (1990), *L'interculturel : introduction aux approches interculturelles en éducation et en sciences humaines*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 236p.
- 11) Cohen E. M., (2011), « L'interculturel dans les interactions des professionnels avec les usagers migrants », *Alterstice*, n°1(1), p.9-18.
- 12) Cohen E M., (2015), *Pour une approche interculturelle en travail social - Théories et Pratiques*, Rennes, EHESP., 478p.

- 13) Deligne A. et Maharetse J. (2009), « Méfiance, rivalité et enjeux de pouvoir autour d'un projet de développement, le cas du projet « Objectif sud » en pays Tandroy (Madagascar),
- 14) Deschamps H., (1961), *Les migrations intérieures passées et présentes à Madagascar*, Paris, Berger-Levrault, 254p
- 15) Dufort, F. (1992). « La théorie des interactions symboliques et les enjeux de l'entrée massive des femmes en médecine ». *Recherches féministes*, 5(2), 57–78.
<https://doi.org/10.7202/057699ar>
- 16) Fatoumata Ouattara, (2004), « Une étrange familiarité : les exigences de l'anthropologie « chez soi ». *Cahiers d'études africaines* N°175. Disponible sur <http://etudesafriaines.revues.org/4765>. Mis en ligne le 30 septembre 2007, consulté le 24 novembre 2020.
- 17) Garcia C. et Granados M., (2002), « Immigration, éducation et interculturalité » in *Migrance 21 deuxième trimestre 2002*.
- 18) GRDR- Groupe de recherche et de réalisation pour le développement rural (2012), Etude « Scolarisation des enfants de migrants d'origine subsaharienne en France », *Migration, Citoyenneté, Développement*, Direction de l'Accueil, de l'Intégration et de la Citoyenneté.
- 19) INRP-Institut National de Recherche Pédagogique, (2007), « Approche interculturelle en éducation », Service de veille scientifique et technologique.
- 20) Jovelín, E. (2011), « Les jeunes issus de l'immigration confrontés à la discrimination », *Hommes & migrations* [En ligne], 1292 | 2011, mis en ligne le 31 décembre 2013, consulté le 30 septembre 2021. URL: <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/975> ; DOI:10.4000/hommesmigrations.975
- 21) Kerzil, J. (2002), « L'éducation interculturelle en France : un ensemble de pratiques évolutives au service d'enjeux complexes », Armand Colin, *Carrefours de l'éducation* 2002/2 n° 14 | pages 120 à 159. Disponible sur <https://www.cairn.info/revue-carrefours-de-l-education-2002-2-page-120.htm>
- 22) Kiyindou A. (2006), "diversité culturelle" *Enjeux de mots* [en ligne] <http://vecam.org/article596.html>, consulté le 15 Août 2021
- 23) Kwasi Wiredu, 2004, « Réflexions sur la diversité culturelle », dans *Diogenes* 2004/1 (n° 205), pages 136 à 151
- 24) Laberge Y. (2009), « Interactionnisme symbolique, ethnométhodologie et microsociologie », *Recherches sociologiques et anthropologiques* [En ligne], 40-

2 | 2009, mis en ligne le 15 octobre 2010, consulté le 27 juillet 2021. URL: <http://journals.openedition.org/rsa/180>; DOI : <https://doi.org/10.4000/rsa.180>

- 25) Ministère de l'Éducation Nationale, Madagascar, (2017), *Plan sectoriel de l'éducation* 2018 – 2022, https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/a2_-_mad_-_esp_fr.pdf
- 26) Randriamasitiana G. (2015), « Cultures familiales et scolaires : réalités locales de familles défavorisées à Madagascar ». *La revue internationale de l'éducation familiale*. 2015/2 (N°38), p. 49 à 71. Disponible sur <https://www.cairn.info/revue-la-revue-internationale-de-l-educationfamiliale-2015-2-page-49.htm>
- 27) Roubaud, (2000), *Identités et transition démocratique : l'exception malgache* ? Paris 5(FRA), Antananarivo : L'Harmattan, Tsipika, 257p.
- 28) Roy G., (2005), *Pratique sociale interculturelle au SARIMM* (Service d'Aide aux réfugiés et aux immigrants du Montréal Métropolitain), Montréal, CLSC.
- 29) Samper Rasero, L., et al. (2001), « Les enjeux de la diversité culturelle dans l'école catalane ». *Revue des sciences de l'éducation*, 27(3), 543–568. <https://doi.org/10.7202/009964ar>
- 30) UNESCO, (2001), *Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle*.

UNESCO, (2013), *Enseigner et apprendre, atteindre la qualité pour tous, Rapport mondial de suivi pour l'EPT*, Edition de l'UNESCO.

ENJEUX DE L'EMERGENCE DE NOUVELLES CONFESSIONS RELIGIEUSES A MADAGASCAR

Par

¹NALY Cindy Vermeille, ²BELLA Christian,

¹ecole doctorale :lettres, humanités et indépendance culturelle de l'Université de Toamasina

²Professeur Titulaire de l'Université de Toamasina

RÉSUMÉ

Dans le contexte social marqué à Madagascar, la religion constitue la seule échappatoire des individus aux vicissitudes de la réalité sociale. Souvent, ils adhèrent à la confession (secte) qu'ils estiment pouvoir leur procurer une aide. Les religions anciennes sont délaissées au profit de ces dernières car leur enseignement est plus proche de la réalité dans laquelle vivent les croyants. Le syncrétisme religieux reste toujours présent notamment dans les confessions anciennes qui le tolèrent. Dans le contexte mondial, le religieux demeure un moyen de domination des puissances étrangères sur les pays pauvres. Cette domination est possible grâce à l'avènement d'un Etat à souveraineté fictive.

Cette publication démontre que l'infiltration de religions importées est source de bouleversements au sein de la société malgache. Cependant, grâce à sa particularité, la religion des ancêtres demeure vivace. A cet effet, la population malgache se retrouve devant le choix entre deux religions différentes : l'une importée et imposée, l'autre locale et intériorisée. Le croyant décide parfois d'abandonner la confession tracée pour lui par ses parents et adhère à une autre communauté religieuse, poussé par des conflits internes et externes auxquels sa religion d'origine n'a pu mettre un terme. Mais puisque les confessions dans leur fond se ressemblent toutes, charisme, publicité et prosélytisme entrent en jeu. En général insoupçonné par le croyant, il arrive que le syncrétisme soit volontairement voulu et oriente la détermination de la confession.

Aujourd'hui, il semble qu'il revient aux Religions officielles dont le nombre d'adhérents est en chute libre de s'adapter aux phénomènes sociaux afin de pouvoir poursuivre leur œuvre.

Mots-clés : Confession, Temporel, Spirituel, Secte, Doctrine, Religion, Culte, Croyance

ABSTRACT

In the social context marked by Madagascar, religion constitutes the only escape for individuals from the vicissitudes of social reality. Often, they join the denomination (sect) that they believe can provide them with help. Ancient religions are abandoned in favor of the latter because their teaching is closer to the reality in which believers live. Religious syncretism still remains present, particularly in ancient faiths which tolerate it. In the global context, religion remains a means of domination by foreign powers over poor countries. This domination is possible thanks to the advent of a State with fictitious sovereignty.

This publication demonstrated the infiltration of imported religions is a source of upheaval within Malagasy society. However, thanks to its particularity, the religion of the ancestors remains alive. To this end, the Malagasy population finds itself faced with the choice between two different religions: one imported and imposed, the other local and internalized. The believer sometimes decides to abandon the confession traced for him by his parents and joins another religious community, pushed by internal and external conflicts which his original religion was unable to put an end to. But since the confessions are basically all similar, charisma, publicity and proselytism come into play. Generally unsuspected by the believer, it happens that syncretism is voluntarily desired and guides the determination of the confession.

Today, it seems that it is up to official religions, whose number of adherents is in free fall, to adapt to social phenomena in order to be able to continue their work.

Keywords: Confession, Temporal, Spiritual, Sect, Doctrine, Religion, Cult, Belief

INTRODUCTION

Les confessions étudiées dans la présentethèse de recherche se répartissent en confessions« *anciennes* » et en confessions appelées « *sectes* ». Par « *anciennes* », on entend ici le Protestantisme, l'Anglicanisme, l'Orthodoxie, le Catholicisme et l'Islam. Les sectes faisant l'objet de nos travaux de recherche sont le Jesosy Mamonjy disposant de plus de 1500 édifices à Madagascar même dans les zones reculées, l'église adventiste et autres sectes. Parallèlement à cette étude des religionsimportées, la religion des ancêtres est prise en considération.

Comme dans le monde entier, la religion catholique est très dominante à Madagascar, on la trouve dans chaque district ou commune, et même dans les Fokontany. Même si des religions se propagent dans le pays et que la population est croyante, elle respecte toujours les coutumes traditionnelles, comme le culte aux ancêtres.

Ce document a été publié parce que pour les malgaches, la question religieuse revêt une importance primordiale dans son univers culturel. C'est pour cette raison faisant la raison du choix du thème de recherche : « *Enjeux de l'émergence de nouvelles confessions religieuses à Madagascar* ».

L'Objectif global de notre thème de recherche consiste à expliquer le besoin d'une religion ou d'une croyance pour les malgaches.

Les objectifs spécifiques sont multiples permettant de :

- présenter les différences et similitudes entre les confessions et les causes de déperdition chez les Eglises anciennes ;
- déterminer le rôle du temporel dans le spirituel ;
- déceler les traces de survie du culte des ancêtres chez l'adhérent aux confessions modernes ;
- déterminer si la tolérance à l'égard de certaines pratiques jugées contraires à l'éthique de la confession attire les fidèles ;
- connaître le rôle de la publicité et du prosélytisme.

La problématique qui se pose est alors de savoir l'étendue de l'influence de la religion et leurs conséquences ainsi que le pourquoi de la prolifération des confessions religieuses à Madagascar. Qu'est-ce qui poussent les fidèles à adhérer à une confession plutôt qu'à une autre? Les mass médias et l'internet font, quasiment chaque jour, découvrir de nouvelles confessions.

La principale hypothèse ainsi que les sous-hypothèses s'inscrivent dans un contexte assez complexe dans lequel s'entremêlent de multiples considérations. Cependant, malgré l'adoption de telle ou telle confession et les disparités qui s'apparentent à une certaine déperdition, il existe une base commune à toutes les confessions. Les pratiques diffèrent, mais les individus ne sont pas indifférents à la publicité ou au prosélytisme.

Le culte des ancêtres ne saurait, par ailleurs, disparaître malgré la forte implantation des religions modernes car il possède des caractéristiques propres lui permettant de subsister. La position plus ou moins teintée de laxisme de certaines congrégations vis-à-vis des pratiques allant à l'encontre de leurs principes influence le choix du fidèle.

MATERIELS ET METHODES

Cette partie met en avant toutes les démarches adoptées lors de la réalisation de l'étude, à savoir les outils déployés. Pour procéder à la réalisation de la recherche, il est incontestable d'avoir une démarche organisée et rationnelle pour aboutir à des résultats et à la réalisation proprement en utilisant une méthodologie adéquate.

Le concept dénommé « **Matériel** » selon le plan IMMRED servira non seulement à la présentation de l'entité étudiée, mais aussi à la présentation des outils théoriques qui serviront de référence pour ne pas nous perdre lors de notre analyse ainsi que l'état des lieux de l'existant sur la réalité dans le domaine de la religion.

Qu'est-ce qu'une religion ?

La religion est définie différemment selon les disciplines, même si tous s'accordent sur le fait que c'est un système de croyances, de pratiques et de symboles qui rattache l'humain au sacré (Dieu), qu'elle crée une communauté disposant de rites, institutions, normes morales et permet de répondre à des questions existentielles, telles que l'origine de la vie, de la mort et le sens même de l'existence.

Le sociologue Émile Durkheim (1912) définit la religion comme étant un système unifié de croyances et de pratiques relatives à des choses sacrées et qui renforce la cohésion sociale.

La religion est ainsi un système de représentation du monde et de croyances reliant les hommes entre eux au sein de leurs communautés et les reliant à leur environnement naturel, fondé sur la foi dans l'existence de forces inconnues appelées aussi Dieu qui lui ont donné naissance dirigeant sa vie et qui prennent en charge son âme après la mort. Selon, les autres, la religion est un culte qu'on rend à la divinité. Pierre Bourdieu (1971) analyse la religion comme un champ où s'exercent des pouvoirs et des luttes symboliques.

La religion est un phénomène universel car aucune société n'existe sans religion. Toutefois, c'est un phénomène sans unité puisque, les religions ne se ressemblent pas dans le temps et dans l'espace. Si certains ont cru en l'existence de plusieurs Dieux, d'autres ont par contre foi qu'en un seul Dieu.

Par ailleurs, ces dieux ou Dieu n'ont pas dans l'espace et dans le temps ni les mêmes priorités, ni les mêmes règles de vie. L'intérêt de la religion réside dans le fait qu'elle permet de répondre facilement aux interrogations formulées face aux événements qui nous entourent.

Pour mieux expliquer l'importance de la religion dans la conquête et la consolidation du pouvoir, son origine et ses fonctions dans la société sont essentielles à appréhender.

Les origines et fonctions de la religion

Tout d'abord, la religion serait née de l'angoisse humaine face aux mystères de l'univers (Sigmund, 1932 rééd. ,1989). Autrement dit, elle serait l'expression de notre peur de l'inconnu (Univers) et de notre sentiment de finitude face à nature imprévisible et non maîtrisable. Face à ces puissances terrifiantes, il faut alors les

amadouer par des offrandes, sacrifices, prières, ... Outre cette peur, la pauvreté, la misère intellectuelle entraînant l'absence d'imagination au profit de la conservation de l'acquis et surtout le refus de la mort (*la mort physique ne peut être niée qu'en déclarant la vie physique illusoire*) expliquent l'engouement vers la religion.

La religion serait aussi liée à l'évolution de l'humanité comme a pu le croire Auguste Comte (1830-1842) à travers sa « *Loi des trois états* » qui décrit l'évolution de la pensée humaine à travers trois étapes successives de l'humanité et tout peuple, tout individu doit passer par chaque étape afin de parvenir au progrès. Durant la première étape qui est théologique, l'homme recherche l'origine première ou la fin dernière des phénomènes et croit les trouver soit dans des intentions qui animent les objets ou les êtres (fétichisme), soit dans l'action d'êtres surnaturels (*polythéisme*) ou celles d'un Dieu Créateur (*monothéisme*). La religion évolue avec la société : du polythéisme au monothéisme, puis à une forme "positive" de spiritualité centrée sur l'humain.

L'esprit théologique est anthropomorphique c'est-à-dire a tendance à peupler la nature de forces ou de dieux dont il conçoit l'action sur le mode de l'action humaine. Dans la seconde étape de l'évolution de l'humanité appelée étape métaphysique, l'esprit humain a progressé puisqu'il s'est dégagé de l'anthropomorphisme et que ses explications sont devenues plus rationnelles.

Cependant, la démarche reste la même car il s'agit de rechercher une causalité première et absurde du monde. C'est à la troisième étape où l'esprit humain est devenu scientifique et positif que l'homme renonce aux explications absolues, théologiques ou métaphysiques. Son mode de pensée est celui des sciences expérimentales.

Ce qui signifie qu'il observe les faits, puis repère les relations constantes qu'ils ont entre eux c'est-à-dire les lois et ne recherche plus à connaître les causes premières. Dans la loi de la gravitation par exemple, Isaac Newton (1643-1727) ne dit rien sur l'origine première des phénomènes gravitationnels, il se contente de dire quelles relations constantes existent entre les corps, leur masse et leur distance. En conséquence de cette théorie énoncée par Auguste Comte, une société ou individu se trouvant au stade théologique serait plus croyant et facilement manipulée qu'une société ayant déjà accédé au stade scientifique.

Les fonctions de la religion dans la société permettent aussi de voir son rôle politique. Elle a essentiellement trois fonctions. La première est la fonction symbolique par laquelle la religion légitime un ordre politique. Cela se manifeste par la présence des représentants des différents cultes à l'investiture du Président de la République et aussi par leur consultation dans l'élaboration des projets de loi concernant les questions éthiques. Sa seconde fonction est rituelle car la religion donne un caractère solennel et sacré aux actes importants qui jalonnent l'existence humaine et sa troisième fonction est la fonction culturelle. Par cette dernière fonction, la religion apparaît comme des modèles culturels qui renforcent

respectivement les valeurs (Islam, Catholicisme, Protestantisme,...) religieuses et ethniques. Elle est alors utilisée dans une perspective identitaire.

Cela explique les affrontements violents entre les Catholiques et Protestants qui ont ensanglantés l'Irlande du Nord dans les années 1960 et le soi-disant conflit actuel entre l'Occident et le monde Islamique.

Les origines et fonctions de la religion dans la société montrent que c'est la sacralisation de la politique et la transfiguration religieuse de la souveraineté qui expliquent le rôle politique qu'a la religion. Actes importants qui jalonnent l'existence humaine et sa troisième fonction est la fonction culturelle. Les origines et fonctions de la religion dans la société montrent que c'est la sacralisation de la vie des hommes sur terre et la transfiguration religieuse de la souveraineté qui expliquent le rôle politique qu'a la religion.

L'implantation du christianisme à Madagascar

Comme tous les pays, Madagascar a été touché par l'expansion du Christianisme dans le monde. Cette expansion, principalement causée par les missions, s'est effectuée depuis le 16^{ème} siècle, plus précisément en 1542 avec la mission des membres de la Compagnie de Jésus. Cet ordre, fondé par Ignace de Loyola a pour caractéristiques une formation intellectuelle et spirituelle très poussée et une organisation serrée.

Deux siècles plus tard, en 1796, il est important de mentionner le fondement de la Missionary Society qui devint en 1818, la London Missionary Society ou LMS. Les missionnaires de la LMS sont surtout des Irlandais et des Ecossais de classe modeste (paysans, artisans, petite bourgeoisie urbaine).

Le Christianisme s'est surtout implanté au 19^{ème} siècle et il a été marqué par plusieurs événements qui ont démarré le 8 août 1818 par le débarquement des premiers missionnaires Thomas Bevans et David Jones à Toamasina. Ce siècle est aussi caractérisé par la conversion au protestantisme et à la fondation des premiers temples à Antananarivo (Raison, 1991).

La première école à Antananarivo est née grâce à Jones le 8 Décembre 1820

L'arrivée de Griffiths et de familles de missionnaires a permis la construction de 3 écoles en 1823. Les missions d'évangélisation sont plus intenses en ville car les deux missionnaires ordonnés y résident, y prêchent et y enseignent.

Après 1826, l'accroissement du déséquilibre ville campagne avec l'arrivée de nouveaux missionnaires tels que Johns et Cameron et le départ du seul missionnaire de campagne (Jeffreys). En dehors de l'Imerina, ce sont les élèves qui répandent la parole et qui ouvrent écoles et chapelles.

En outre, de l'année 1822 date la première église protestante de Madagascar à Andohalo, en 1831, la deuxième église à Ambatonakanga. Au cours de cette même année 3 disciples malgaches furent baptisés. Entre 1832-1834 sous Ranavalona I, il y eut des sanctions et des mesures vexatoires à l'égard des chrétiens. Les premières tentatives étaient semées d'embûches en raison de l'opposition de la reine Ranavalona Ire, qui persécute les chrétiens à partir de 1835.

Il faut attendre l'accession de Radama II au pouvoir le 1er septembre 1861 pour que la liberté de conscience soit proclamée. Le christianisme est à nouveau autorisé. Les missions protestantes (surtout la LMS, mais aussi norvégiennes et autres) reprennent leur travail avec plus de succès.

La reine Ranavalona II se convertit en 1868 au protestantisme et en fait une religion officielle du royaume Merina, favorisant ainsi son expansion dans tout Madagascar. En 1869, Ranavalona II et Rainilaiarivony, après avoir reçu le sacrement du baptême, détruisent publiquement les « *sampy* » (idoles) royaux.

Au début de l'ère coloniale, la communauté protestante a été la plus importante. Elle fut marquée par certaines dates dont :

- 1913: Décret sur la liberté de conscience et de culte et la laïcité de l'Etat ;
- 1967: création du FET ;
- 1968: la London Missionary Society, la Mission Protestante Française et la Friend Foreign Missionary Association se réunissent pour former le Fiangonan'ny Jesosy Kristy eto Madagasikara ou FJKM ;

Il a fallu attendre l'année 1980 pour que le FFKM (Fiombonan'ny Fiangonana Kristianina eto Madagasikara) soit fondé à Isotry Fitiavana Antananarivo.

Madagascar a initié le recueil des cantiques « *miara-mizotra* » pour les assemblées œcuméniques. (DIEM : dikan-teny iombonana) en 2001, traduisant une avancée importante du mouvement œcuménique qui favorise la coopération et une meilleure compréhension entre les différentes confessions religieuses dans le pays dont les Églises chrétiennes historiques protestantes, catholiques et orthodoxes.

METHODES

Les rubriques antérieures ont fait l'objet de la présentation des lieux d'étude et du cadre théorique ; cette section permet de déterminer les différentes démarches et les méthodes de collecte et de traitement des données pour mettre à terme la recherche.

D'une façon plus détaillée, la méthodologie permet d'établir les procédés utilisés pour répondre à la problématique ainsi que le traitement des résultats obtenus par des entretiens et des observations participatives.

Ces méthodes comportent la démarche globale de la réalisation de recherche, le mode du traitement des données collectées.

Méthode de collectes des données

Deux rubriques ont permis d'obtenir les données théoriques et les résultats

D'abord, la recherche bibliographique et webographique est utilisée afin de mieux cerner le thème en question à travers des visions, des affirmations et des théories d'auteurs. « Elle permet de connaître et de comprendre les travaux déjà accomplis par d'autres pour pouvoir formuler, affirmer ou confirmer une opinion ». Les informations recueillies à travers la bibliographie constituent la base des réflexions et permettent de mieux comprendre les observations et les enquêtes menées en vue de bien asseoir les analyses réalisées.

La consultation des sites web est de plus en plus fréquente et incontournable dans la mesure où beaucoup de documents sont publiés en ligne et sont plus accessibles.

Méthode qualitative

A propos des collectes de données pour la réalisation du présent article, l'approche qualitative durant les entretiens a été privilégiée. Ce choix est fait vu que le sujet de recherche requiert des explications détaillées recueillies presque par des questions ouvertes.

« L'hexamètre de Quintilien » permet de mieux comprendre le déroulement de l'entretien en utilisant « la méthode QQOCP » (Qui, Quoi, Quand, Où, Comment, Pourquoi). Il permet d'établir les circonstances suivantes : les personnes, le fait, les moyens utilisés, le moment et le lieu, les raisons.

Des entretiens ont pu être menés avec des Chefs religieux, pasteurs et prêtres qui ont donné des avis et des informations concernant la prolifération des religions à Madagascar.

RESULTATS

Les résultats de la recherche sont basés sur les entretiens menés auprès de théologiens, dont issus de l'église FLM. Ils sont ainsi qualitatifs

Les trois religions monothéistes dominantes

Le Judaïsme, l'Islam et le Christianisme sont les trois religions monothéistes dominantes dans le monde. « *Le Christianisme désigne le mouvement, la doctrine et l'institution religieuse qui se réclament de Jésus-Christ. Il est né au sein du Judaïsme parmi les nombreuses sectes messianiques qui se développaient dans le monde juif au début de notre ère dans la continuité de la secte de Jean-Baptiste* » (Liégé, 2007).

Le Christianisme est la religion des chrétiens fondée il y a 2000 ans environ sur les enseignements de Jésus-Christ. C'est une religion monothéiste qui professe la croyance en un seul Dieu. Pour Henri Bergson (1932) « *à une religion qui était encore essentiellement nationale, on substitua une religion capable de devenir universelle. A un Dieu qui tranchait sans doute sur tous les autres (dans le Judaïsme) par sa justice en même temps que par sa puissance, mais dont la puissance s'exerçait en faveur de ses sujets, succéda un Dieu d'amour qui aimait l'humanité entière* ».

Selon les estimations, il y aurait environ 3,9 milliards de chrétiens à travers le globe [44]. Les principales branches du Christianisme sont : le Catholicisme, le Protestantisme, l'Orthodoxie et l'Anglicanisme. La secte chrétienne issue du Judaïsme est devenue « *la religion la plus universelle qu'on ait jamais connue* » (Liégé, 2007).

Les dogmes du christianisme

Les dogmes résultent du résultat de l'interprétation intellectuelle de l'Évangile. La doctrine principale est celle de l'Incarnation qui soutient le fait que Jésus - Christ soit en même temps d'essence divine et d'essence humaine. Elle donne toute sa signification à la doctrine du salut « Notre Sauveur le Christ Jésus, lequel s'est livré en personne pour nous, afin de mieux racheter nos iniquités » (Sainte Bible, épître à Tite II, 14). D'autres doctrines chrétiennes sont également à considérer. Ainsi, la doctrine de la Trinité réunit les noms de Dieu, du Fils et de l'Esprit (« La grâce du Seigneur Jésus Christ, et la charité de Dieu, et la communication du Saint-Esprit, soit avec vous tous [45] »), la foi en l'établissement du Royaume de Dieu, l'existence d'un enfer et d'un paradis, le jugement des hommes sont autant de dogmes du Christianisme.

Le livre sacré des chrétiens est la Bible, le jour saint est le dimanche et le lieu saint est le Saint-Sépulcre, à Jérusalem. C'est à Abraham que le Dieu des chrétiens se serait révélé pour la première fois.

Les sacrements chrétiens

Il existe dans l'univers chrétien 7 types de sacrements (Haquin, 2001) :

- le baptême : moment unique dans la vie du chrétien, est en quelque sorte l'entrée de l'individu dans la vie chrétienne ; ce sacrement rappelle le baptême de Jésus-Christ dans l'eau du Jourdain par son cousin Jean-Baptiste ;
- la confirmation : elle n'a lieu qu'une seule fois et correspond au don du Saint-Esprit ; elle rappelle la Pentecôte, lorsque l'Esprit Saint est descendu sur les apôtres et la Vierge Marie ;

⁴⁴Internet Archives de Microsoft encarta 2009

⁴⁵« **Sainte Bible** », Seconde Epître Corinthien 13,13 – op cité

- l'eucharistie : moment de communion avec Dieu qui peut être renouvelé autant de fois que le veut le croyant ; ce sacrement fait référence au dernier repas du Christ (la cène), lorsque celui-ci a demandé à ses apôtres de manger du pain et de boire du vin en souvenir de lui.

- la pénitence: c'est la reconnaissance pour un chrétien des péchés qu'il a commis ; elle comprend la confession à un prêtre et la récitation de prières pour obtenir l'absolution ;

- le sacrement des malades ou extrême-onction : est administré à un croyant que l'on suppose au terme de sa vie ;

- l'ordination: sacrement donné aux croyants qui veulent devenir prêtres ;

- le mariage: union faite devant Dieu, de nature divine d'où son indissolubilité et la non reconnaissance du divorce par les Eglises Catholique et Orthodoxe.

Les catholiques et les orthodoxes reconnaissent la totalité de ces sacrements tandis que le baptême, la confirmation, l'ordination, le mariage et l'eucharistie sont pratiqués par l'Eglise Protestante.

Les confessions dites « Sectes »

Selon la tradition sociologique, la secte est considérée comme une forme de religion structurellement en tension avec la société globale, avec l'Etat et les Eglises établies (Hourmant, 2009)». On reconnaît ainsi celles qui rejettent le monde et celles qui l'acceptent dans sa globalité. Le refus du monde varie cependant de forme et d'intensité selon les cas.

Les sectes révolutionnaires apocalyptiques « *qui se prétendent instruments du renouvellement du monde* » sont en conflit ouvert avec celui-ci. Certaines préconisent la « *création de communautés religieuses composées d'aspirants à la perfection et réalisent à une échelle réduite l'utopie d'un monde délivré du péché* ». D'autres encore exigent des conversions du cœur, il s'agit notamment des sectes piétistes.

Le refus du monde est habituellement symbolisé par des signes distinctifs : vêtements particuliers, refus d'une pratique.

Les critiques à l'égard des sectes sont nombreuses et parfois très virulentes. Elles proviennent surtout des praticiens (psychiatres et psychologues) que des Eglises officielles ; on leur reproche une destruction de la personnalité, un état de dépendance de l'adepte, une obéissance passive au leader, un bouleversement des rythmes biologiques dû à des privations diverses ... D'une manière générale, ce ne sont plus aux dogmes et croyances véhiculés par le mouvement que l'on s'attaque mais plutôt aux structures sociales et au conditionnement psychologique des adeptes.

Certaines tragédies marquent l'histoire de la secte dans le monde : suicide collectif dirigé par le révérend Jim Jones en 1978 faisant 918 morts, empoisonnement de 32 disciples de la prophétesse coréenne SoonJa Séoul en 1987 ...

Le mouvement sectaire peut être considéré comme une manifestation de protestation sociale, une recherche nouvelle de sens ou une libération du marché religieux.

Deux congrégations de type « secte »

Deux types de sectes seront considérés dans cet article. Il s'agit de JesosyMamonjy, l'Eglise Adventiste du 7ème jour. La ville d'Antananarivo compte 79 types de groupement religieux. Mais dans cette publication, seulement deux congrégations sont présentées: L'église Jesosy Mamonjy et l'église adventiste.

Pour le cas de la Région d'Atsinanana, 1 302 édifices cultuels sont implantés, dont plus de 80 % sont repartis équitablement dans les trois districts, à savoir Marolambo, Toamasina II et Mahanoro. L'EKKAR est la plus importante en termes de représentativité avec 490 églises recensées (37,6 %), dont près de 83 % se concentrent dans les trois districts susmentionnés viennent ensuite, les églises protestantes à savoir le FJKM avec 288 temples et le FLM avec 268 paroisses. Si 40 % des temples FJKM de la région sont édifiés dans le district de Toamasina II, 62 % de ceux du FLM seront bâtis dans le district de Marolambo. Ces 3 religions représentent près de 80 % des édifices cultuels d'obédience dans la région.

Les religions Anglicane, adventiste et Jesosy Mamonjy occupent chacune moins de 5 % du nombre total des édifices. Cependant, la percée des autres religions est palpable dans le district d'Antanambao Manampotsy. La religion musulmane est aussi très peu présente dans la Région. En plus, les mosquées se sont concentrées à Toamasina I et II.

La congrégation Jesosy Mamonjy

Apparenté au mouvement pentecôtiste né aux Etats-Unis vers 1900, le Jésus Sauveurpentecôtiste est l'une des subdivisions de ce mouvement. Le frère Daoud a été à l'origine de l'implantation de la secte Jesosy Mamonjy (Jésus Sauveur) à Madagascar dans les années 1960. Cette arrivée du frère Daoud, qui prône une vie de pauvreté, l'imposition des mains et les guérisons par la prière ; accompagnée par la réalisation de miracles et d'évangélisation en plein air a été suivie en 1963 de l'édification du temple sis à Ankorondrano à Antananarivo. C'est à partir de cette date que les adeptes ont entrepris de répandre leurs idées à travers Madagascar. Expulsé du pays en 1967, le Frère Daoud ne put regagner l'île qu'en 1991. Sa mort en 2004 engendra une mésentente entre ses disciples quant à sa succession. La discorde est due à la suppression de l'association du collège des pasteurs, la désignation d'un successeur du Frère Daoud, la suppression de la formation pastorale, l'élection de « *renin'ny Israely* » (littéralement : mère d'Israël).

Les doctrines des Jésoy Mamonjy s'apparentent à celles du fondamentalisme, du baptisme, du pentecôtisme et du méthodisme. Le fondamentalisme préconise que les fondements du Christianisme sont l'infailibilité de la Bible, la virginité de Marie, la divinité de Jésus-Christ, le sacrifice du Christ sur la croix, la résurrection et le nouvel avènement du Christ et la résurrection des croyants. Les baptistes sont adeptes de la pratique du baptême par immersion, de la séparation de l'Etat et de l'Eglise et de l'autonomie des Eglises locales. Le pentecôtisme est observé par les groupes religieux qui placent au premier rang de leur croyance la conviction que toute vie chrétienne comprend nécessairement une réactualisation des charismes de l'Eglise primitive.

L'église adventiste

Le mouvement adventiste eut pour précurseur William Miller (1782-1849) de souche Américaine et membre d'une église baptiste. A la suite du non-accomplissement des prédications de Miller et de ses disciples concernant la date du retour du Christ, 21 mars 1843 et 21 mars 1844 puis 22 octobre 1844, le mouvement connut une scission donnant naissance à l'American Millennial Association qui devint plus tard Evangelical Adventists. Leurs croyances et leur organisation étaient à peu près les mêmes que celles des baptistes. L'Evangelical Adventist connut lui-même plusieurs schismes dont le plus important fut celui des Adventistes du 7^{ème} jour. Les adeptes de ce mouvement tiennent les écrits d'Ellen Gould (1827-1915) pour le commentaire autorisé de la Bible. Devenue Mrs White par mariage, Gould lance comme message la réforme dogmatique et la réforme sanitaire. Les croyances sont identiques à celles des baptistes conservateurs. Les particularités résident dans l'observation du repos le samedi, le principe de la dime (10 à 15% par an) l'attente de la résurrection dans un état d'inconscience.

Les adventistes du 7^{ème} jour s'abstiennent de viande de porc, d'alcool, de tabac et préconisent une « vie naturelle ». Le manuel d'Eglise prévoit les activités des groupes locaux et offre des prescriptions pour les diverses célébrations.

Pour la sociologie, l'adventisme est une réponse à la crise économique des années 1840-1850 aux Etats-Unis. En Europe, il est lié à l'ébranlement révolutionnaire et aux conséquences économiques et autres du règne de Napoléon. A Madagascar, la première fondation date de 1930 et les implantations d'églises se sont multipliées dans plusieurs régions. Actuellement les églises adventistes regroupent 200 000 fidèles en 2024 répartis dans plusieurs régions de l'île⁴⁶.

⁴⁶Madagascar - Seventh-day Adventist Encyclopedia- second edition, Review and Herald Publishing Association, 1996, vol. 11, p. 3-5 – traduit par Claude Fivel-Démoret - www.ReviewandHerald.com

A l'instar des autres confessions qui se sont implantées dans le pays, l'évangélisation a été accompagnée par des activités éducatives de niveaux primaire, secondaire, puis supérieur, ainsi que d'activités sanitaires.

En bref, diverses religions coexistent à Madagascar, avec diverses modalités de syncrétisme. Leur influence n'est pas non négligeable, surtout dans les zones urbaines. Leurs pratiques se distinguent par l'existence de dîmes, la promesse de miracles. La religion traditionnelle, en lien avec le culte des ancêtres demeure cependant vivace, elle est pratiquée par 52 % de la population, le christianisme 41 % (catholicisme et protestantisme), l'islam 10 à 15 %.

DISCUSSION ET PERSPECTIVES

La discussion des résultats permet de confirmer les avantages et les inconvénients d'une religion. Les sectes prolifèrent en relation avec le contexte actuel de la lutte contre la pauvreté, mais aussi avec la modernité.

Cette recherche a confirmé que les paramètres déterminants le choix du fidèle pour adhérer à une confession ont trait à :

- des critères d'ordre personnel reflétant une certaine fragilité permanente ou passagère comme le malheur individuel dont à titre d'exemple la maltraitance au niveau conjugal, les maladies et les maux sociaux telles les mauvaises conditions de vie...,

- la publicité et le prosélytisme qui attirent les adeptes comme les démonstrations d'actes miraculeux, prêches convaincants...

- le jeu des relations sociales, traduit par des incitations et des invitations des proches ou des amis.

Il est ainsi indéniable que l'influence des sectes augmente. La religion demeure jusqu'à l'heure actuelle un «instrument politique ou autres». La religion est toujours utilisée dans le but de conquérir le pouvoir et s'y maintenir. De nos jours, des chefs politiques n'hésitent pas à recourir à la religion pour renforcer leur pouvoir. Et cela, dans la mesure où les fonctions remplies par les religions dans la société, assurent aux Gouvernants la domination sur les Gouvernés. En effet, l'influence de la religion permet aux Gouvernants de manipuler à leur guise la conscience collective, de s'assurer la soumission des Gouvernés. Et cela, par un machiavélisme dans sa forme la plus achevée et la plus réussie qui est l'art subtil d'asservir sans enchaîner. Lors des manœuvres en Irak en 2003 par exemple, George Bush et Saddam Hussein « enrôlent » Dieu dans leur conflit. En effet, par une "mascarade religieuse" chacun d'eux tentait de faire de la religion une arme, en imprégnant leur discours des références à la religion. Dès l'envoi des premières bombes sur Bagdad au cours de cette année, George Bush lance: « *que Dieu bénisse notre pays et tous ceux qui le*

défendent ». De son côté, haranguant son peuple Saddam Hussein le pousse carrément au djihad (*guerre sainte*) en utilisant les arguments des groupes terroristes de l'Islam selon lesquels: « Celui qui est tué sur les terrains de combat, sera récompensé par un paradis éternel ».

Face à ces problèmes d'application, diverses mesures doivent être prises pour assurer l'organisation et le bon fonctionnement de la société.

CONCLUSION

Dans le contexte social, la religion constitue la seule échappatoire des individus aux vicissitudes de la réalité sociale. Souvent, ils adhèrent à la confession du type secte qu'ils estiment pouvoir leur procurer une aide. Les religions anciennes sont délaissées au profit de ces dernières car leur enseignement est plus proche de la réalité dans laquelle vivent les croyants. En outre, les méthodes utilisées par ces dernières s'adaptent à la modernité. Le syncrétisme religieux reste toujours présent notamment dans les confessions anciennes qui le tolèrent.

Malgré une certaine déperdition de la Religion chrétienne, la base commune est maintenue dans les diverses confessions qui sont pratiquées de manière différente, en fonction des objectifs visés.

Dans le contexte mondial, le religieux demeure un moyen de domination des puissances étrangères sur les pays pauvres. Cette domination est possible grâce à l'avènement d'un Etat à souveraineté fictive.

BIBLIOGRAPHIE ET WEBOGRAPHIE

Ouvrages généraux

- 1) COMTE A. (1830-1842) « Cours de philosophie religieuse » version électronique
- 2) DURKHEIM Émile, (1912), Les formes élémentaires de la vie religieuse, Paris, Presses Universitaires de France, Ed. 1985
- 3) LE BON G. (1905) « Psychologie des foules » édition Félix Alcan, 9^e édition
- 4) DURKHEIM E. (1912) « Formes élémentaires de la vie religieuse », livre I, Paris
- 5) HOURMANT L. (2007) « les sectes », Articles Universalis (Mars)

- 6) SAPIR E. (1967) « Anthropologie-Culture et personnalité »Collection Le sens Commun, Paris, édition de Minuit
- 7) WEBER M. (2008) « Ethique protestante et esprit du capitalisme »Microsoft Encarta 2009, Microsoft Corporation
- 8) WEBER M. (1971) « Les types de communalisation religieuse (sociologie de la religion) » in Économie etsociété, Paris, Plon, pp. 429-632.
- 9) WEBER M., (2006) Sociologie de la religion Traduit et présenté par Isabelle Kalinowski. Paris, Champs-Flammarion, 512 p.

Ouvrages spécifiques

- 10) BERGSON H. (1932) in « Les deux sources de la morale et de la religion » Alcan, Paris
- 11) FOI ET JUSTICE « Eglise et société à Madagascar » tome II, 1960- 1975
- 12) FREUD S., réédition ,1989 « L’avenir d’une illusion » traduction par Bonaparte, Denoël, Paris 1932,
- 13) HAQUINA. (2001) Sacrement et sacramentalité. Une évolution en cours in Revue Théologique de Louvain 32, 2001, 513-528
- 14) HUBSCH B. (2003) « L’Eglise Catholique à Madagascar », édition Foi et justice
- 15) LE BRAS G. (1956) « Sociologie religieuse et science des religions »archives de la sociologie des religions
- 16) LIEGE P., 2007, Sectes et nouveaux mouvements religieux. EDITION ?
- 17) ONFRAY M. (2005) « Traité d’archéologie »édition Grasset et Fasquelle
- 18) RAJAONSON F. (1969) « Contribution à l’étude du famadihana sur les Hauts- Plateaux » thèse de doctorat, Paris
- 19) RASOLOMALALA A. O. (2003) « Fanandroana du Chrétien pour un développement viable et durable », éditions La RN7, Antananarivo
- 20) VIG Lars (2004) « Croyances et mœurs des Malgaches », édité par Otto Dahl, fascicule I

Webographie

- 21) http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

MISE EN COMPATIBILITE DES OUTILS DE PLANIFICATION TERRITORIALE ET DU FONCIER POUR UNE MEILLEURE GESTION FONCIERE COMMUNALE, cas de la Commune Urbaine d'Antsirabe

Par

RANDRIAMAMPANDRY Cyrille (1), RAKOTONIRINA Solonjatovo (2),
André LARCENEUX (3), RASOLOMANANA Eddy (4)

(1) Doctorant, Ecole Doctorale Ingénierie et Géoscience (INGE), EAD
Aménagement, Université d'Antananarivo, Madagascar
E-mail : geocyriltop@gmail.com, Tél : +261 34 05 549 15

(2) Professeur Titulaire, Ecole Doctorale Ingénierie et Géoscience, Université
d'Antananarivo, Madagascar

(3) Professeur, Université de Dijon Bourgogne, France

(4) Professeur Titulaire, Directeur de l'Ecole Doctorale Ingénierie et Géoscience,
Université d'Antananarivo, Madagascar

RESUME

L'objectif de cette étude est de maîtriser la gestion des terres et la planification territoriale afin de faciliter le traitement d'ensemble des bases de données au niveau des trois entités : service foncier, aménagement du territoire et commune. La méthodologie d'approche est basée sur l'analyse cartographique des différents outils comme : la carte topographique, la carte d'aménagement du territoire, la carte communale et surtout le SIG. Cette dernière consiste à observer les procédures d'interconnexion des bases de données locale. En effet, plusieurs étapes ont été élaborées. Cette approche garantit que les produits livrés sont vérifiables et superposables, faciles à utiliser et constitue une plateforme qui vise à améliorer la gestion des terres et à émerger des opérations plus vertueuses du point de vue foncier et surtout de l'aménagement du territoire. Cette articulation favorise et respecte le développement urbain suivant la ressource foncière avec le plan d'aménagement limitée dans le temps et dans l'espace. La mise en compatibilité de ces outils se positionne comme outil de coordination au service déconcentré et décentralisé selon la planification possible afin de les accompagner dans l'élaboration d'une plateforme. Cette mise en œuvre aboutira à une maîtrise des utilisations des terres au niveau communal par les opérations de sécurisation foncière massives en respectant la planification territoriale.

Mots clés : base de données, outils, plateforme, plan d'aménagement, sécurisation foncière.

ABSTRACT

The aim of this study is to master land management and territorial planning in order to facilitate the overall processing of databases at the level of the three entities: land, territorial development and commune. The approach is based on the analysis of different tools such as: the land map, the spatial planning map, the communal map and above all the GIS. The latter consists of observing the procedures for interconnecting local databases. In fact, several stages have been developed. This approach guarantees that the products delivered are verifiable and superimposable, easy to use, and constitutes a platform that aims to improve land management and to bring about more virtuous operations from the point of view of land and, above all, land use planning. This linkage encourages and respects urban development in line with land resources and the development plan, which is limited in time and space. The compatibility of these tools is positioned as a coordination tool for the deconcentrated and decentralized services, depending on the possible planning, in order to support them in the development of a platform. This implementation will result in the control of land use at the communal level through massive land security operations in line with territorial planning.

Key words: database, tools, platform, development plan, land security.

INTRODUCTION

Le secteur foncier, l'aménagement du territoire et la commune constituent des secteurs clés et des piliers du développement économique et social d'un pays par la sécurisation des droits individuels et par le respect de la planification organisée sur les milieux urbains. L'harmonisation des outils de planification territoriale et foncière crée un enjeu majeur pour optimiser la gestion des terres au niveau des communes urbaines. Cette démarche vise à optimiser la synergie entre les outils de planification urbaine et les dispositifs fonciers afin de favoriser un développement territorial équilibré, durable et cohérent. En mettant en compatibilité ces outils, nous cherchons à maximiser l'utilisation judicieuse du foncier pour prévenir les conflits d'usage et promouvoir une gestion foncière efficiente des ressources territoriales. Cette initiative aspire à créer une plateforme à l'équité, à l'amélioration de la sécurisation foncière au sein des communautés urbaines et surtout à la résolution des conflits et corruption. Dans cette situation, cette étude explore les moyens de rendre compatible ces outils par les trois entités cruciales dont : le service foncier, l'aménagement du territoire et la commune urbaine, mettant l'accent sur la nécessité d'une gestion foncière cohérente pour répondre aux défis urbains spécifiques.

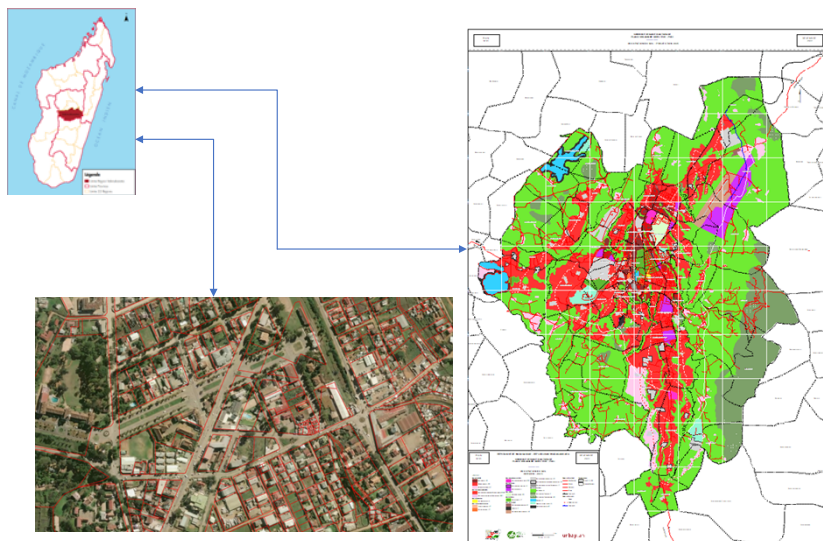
Dans ce cadre, le présent travail a pour objectif de mettre en cohérence des outils utilisés par ces entités pour trouver un ensemble des solutions non dominé, qui sera ensuite proposé au décideur afin de faciliter une prise de décision commune à partir de cette interconnexion. C'est pour cette raison qu'il est important de favoriser une méthode innovante afin de coordonner les traitements et la gestion des bases de données différentes au niveau de plusieurs secteurs. D'où la question qui se pose

: « Comment compatibiliser et piloter ensemble ces outils différents utilisés par chaque entité ? »

MATERIELS ET METHODES

MATERIELS

L'étude a été réalisée dans la commune urbaine d'Antsirabe, District d'Antsirabe I, Région Vakinankaratra.



Plan 1 : Plan de localisation de la commune urbaine d'Antsirabe I

Au niveau du service foncier

Les outils fonciers font référence aux instruments et aux méthodes utilisés dans le domaine de la gestion, de la planification des terres et des ressources foncières. Ils visent à faciliter la gestion efficace, équitable et durable des terres. Au niveau du service foncier, les outils existants sont :

- **Livre foncier (LF) et plan individuel (PI) :**

- Le livre foncier est un document officiel délivré par le service foncier notamment la CirDOMA qui confère un droit de propriété sécurisé et incontestable sur un terrain. Il est enregistré au Registre foncier et il fournit une garantie juridique solide.

- Le plan individuel est un document officiel délivré par le service foncier

notamment la CirTOPO qui indique la délimitation exacte de la parcelle avec l'identification des bornages implantés sur terrain.

- **Cadastre et plan cadastral (PC) :**

- Le cadastre est un outil d'enregistrement des propriétés foncières qui identifie les limites et les droits de propriété. Il fournit des informations essentielles sur les parcelles, leur propriétaire, leur superficie et leur usage. Il facilite la gestion des transactions foncières et la collecte des données pour la planification territoriale.

- Le plan cadastral est un plan d'un lot inscrit dans un registre dressant l'état de la propriété foncière, présente les limites et les divisions des parcelles de terre, comporte une vue d'ensemble de cadastres d'une circonscription foncière, d'un territoire foncier ou d'un immeuble détenu en copropriété. Il fournit alors des informations précises sur les propriétés foncières et facilite la gestion, la mesure et la localisation des terres.

- **Domaine Public (DP) :** est un immobilier de l'Etat et des collectivités décentralisées. Il comprend l'ensemble des biens immeubles qui soit par leur nature, soit par suite de la destination qu'il a reçue de l'autorité, sert à l'usage et à la jouissance ou à la protection de tous. Il ne peut pas devenir une propriété privée. Cet immobilier se divise en deux : d'une part, tout ce qui est en ligne ouverte comme route ; et d'autre part, tout ce qui est en polygone fermé comme lac.

- **Domaine Privé de l'Etat (DPE) :** est un ensemble des biens immobiliers qui font partie du patrimoine soit de l'Etat, soit d'une collectivité décentralisée, soit de toute autre personne morale de droit public, et dont celui-ci peut disposer selon le droit commun sous réserve des dispositions légales spécifiques en vigueur.

- **Propriété Privé Non Titré (PPNT) :** est une propriété foncière privée non titrée qui n'est ni immatriculée, ni cadastrée, et dont l'occupation est constatée par une procédure définie par la loi.

- **Terrain à Statut Spécifique (TSS) :** est un terrain ayant des vocations, des usages et des protections spécifiques et qui n'entre pas dans le cadre prévu par les textes sur les propriétés privées et les terrains dépendants du domaine de l'Etat. Il présente des intérêts publics à caractères économiques ou sociaux ou environnementaux ou stratégiques. Ces vocations spécifiques peuvent être naturelles ou fixées par la voie réglementaire.

- **Registre foncier (RF) :** est un outil qui enregistre les droits de propriété et les transactions liées aux terres. Il fournit des informations légales et juridiques sur la propriété foncière, notamment les titres de propriété, les hypothèques, les servitudes et les autres charges éventuelles. Il aide à garantir la sécurité juridique et la transparence des transactions foncières.

Il est important de préciser que ces matériels utilisés au niveau des services

fonciers sont représentés cartographiquement vérifiés et géoréférencés.

Au niveau de l'Aménagement du Territoire

Les outils de planification territoriale sont des instruments utilisés pour établir des politiques, des stratégies et des actions visant à guider le développement et l'aménagement des territoires. Ils aident à organiser l'utilisation des sols, à gérer les ressources, à prévoir les besoins futurs et à promouvoir un développement durable. Plusieurs outils sont utilisés pour la planification et la gestion des espaces :

- ***Plan d'Aménagement Local Simplifié Sécurisé (PALoSS)***

C'est un nouvel outil de planification territoriale, opérationnel et affiné avec un mode opératoire citoyen responsable, conscient des besoins de la communauté en matière d'infrastructures et équipements de base, élaboré par les Fokonolona et validé par l'arrêté communal après délibération du conseil communal. Il facilite la sécurisation foncière des terrains individuels et ceux des CTD.

- ***Schéma d'Aménagement Communal (SAC) :***

C'est un document d'intentions et d'orientations formulé et conçu de manière à faire ressortir une vision communale du développement économique, social et environnemental. Il établit les lignes directrices de l'aménagement du territoire communal.

- ***Plan d'Urbanisme Directeur (PUDi) :***

C'est un document stratégique qui définit les orientations et les règles pour l'aménagement du territoire urbain. Il peut inclure des dispositions sur l'utilisation des sols, la densité de construction, la localisation des équipements, les espaces verts, les transports, etc...

La réalisation de plans d'aménagement tels que le PUDi, au niveau des communes urbaines doit être priorisée avant l'exploitation des terres. Selon les lois sur l'Aménagement du Territoire de 2015-050 et 2015-051, une concertation locale est obligatoire pour effectuer un recensement parcellaire des territoires malgaches, afin que chaque propriétaire puisse se situer dans chaque zone. Cela confirme et justifie la nécessité de réaliser un PUDi.

Il est important de préciser également que ces matériels utilisés sur l'aménagement du territoire seront représentés cartographiquement.

Au niveau du Collectivité Territoriale Décentralisée

Au niveau communal, plusieurs outils sont utilisés pour la gestion et l'aménagement du territoire.

- ***Plan Communal de Développement (PCD) :***

C'est un outil de planification stratégique qui définit les orientations et les priorités de développement de la commune. Il identifie les besoins en infrastructures, en services publics, en équipements, en développement économique, en préservation de l'environnement, etc. Le PCD guide les actions de la commune sur le moyen et long terme.

- ***Permis de construire (PC) :***

Il est important de noter que la disponibilité et l'utilisation de cet outil peuvent varier d'une commune à l'autre. Les autorités locales et les services municipaux peuvent être en mesure de fournir des informations spécifiques sur les outils informatiques utilisés dans le processus de gestion des permis de construire dans leur juridiction.

- ***Certificat Foncier (CF) :***

C'est un document officiel délivré par le Guichet foncier Communal, certifié de la propriété d'un bien foncier selon le texte réglementaire en vigueur. Il constitue une preuve légale de propriété.

- ***Adressage et Impôt Foncier Local (AIFL) :***

L'adressage et la gestion des impôts fonciers d'une commune urbaine peuvent être pris en charge par plusieurs outils informatiques et par les agents techniciens compétents. Cependant, la disponibilité et l'utilisation de ces outils peuvent varier en fonction des ressources et des politiques spécifiques de chaque commune.

Il y a deux types d'impôt foncier communal dont : l'IFT ou Impôt Foncier sur le Terrain et l'IFPB ou Impôt Foncier sur la Propriété Bâti.

- ***Terrain Attribué Spécialement au Commune (TASC) :***

C'est un ensemble des biens immobiliers qui font partie du patrimoine d'une collectivité territoriale décentralisée seulement, dont il peut disposer selon le droit commun sous réserve des dispositions légales spécifiques en vigueur. La gestion des terrains attribués spécifiquement à une commune peut être facilitée par l'utilisation de divers outils informatiques. Les outils spécifiques peuvent varier en fonction des besoins spécifiques de la commune, de la taille de la localité, des ressources disponibles et des politiques en place.

Il est important de préciser que ces matériels utilisés au niveau de la CTD seront représentés cartographiquement avec base de données numérique.

Il est recommandé de consulter directement les autorités locales, les services fonciers et/ou les responsables de l'urbanisme de la commune urbaine pour obtenir des informations spécifiques sur les outils informatiques utilisés dans leur juridiction ou leur contexte particulier. Les besoins peuvent varier en fonction de la taille de la commune et de ses ressources disponibles.

Au niveau des autres entités nécessaires

En raison du manque d'informations et de collaboration entre le service foncier et le service concerné, il peut être tentant de délivrer des titres fonciers sans mises à jour adéquates, ce qui peut entraîner des problèmes liés aux aires protégées et à la protection environnementale. Afin d'éviter les conflits fonciers, il est essentiel d'exclure les parcelles liées aux Terrains à Statut Spécifique, tels que les Aires Protégées, les nouvelles Aires Protégées, les réserves foncières, etc. Pour garantir la précision des informations foncières et prévenir les erreurs, il est crucial d'utiliser des outils appropriés pour collecter, vérifier et mettre à jour les données telles que :

- **Les images satellitaires** : qui fournissent des données précieuses pour la cartographie et la surveillance des terres. Elles permettent d'obtenir des informations à grande échelle sur les caractéristiques du terrain, telles que la couverture végétale, les cours d'eau, les aires protégées, etc. Ces images peuvent être utilisées pour vérifier et mettre à jour les informations foncières, en identifiant les changements dans l'utilisation des terres, la présence d'aires protégées ou d'autres caractéristiques environnementales.

- **Orthophoto à partir de drone ou prise de vue aérienne** : qui offre une approche flexible et détaillée pour collecter des données spécialement sur les communes urbaines. Il est équipé de capteurs spéciaux pour capturer des images aériennes à haute résolution, des données topographiques et thermiques. Les drones permettent d'accéder à des zones difficiles et de collecter des données en temps réel. Ils sont utiles pour surveiller et inspecter des parcelles spécifiques, vérifier les limites des aires protégées et documenter les changements sur le terrain.

Ces outils d'imagerie satellitaire et d'orthophoto complètent les informations du service foncier en recueillant des données actuelles et détaillées pour une meilleure compréhension des caractéristiques foncières et environnementales. Cela évite les erreurs ou les conflits lors de l'attribution de titres ou de certificats fonciers en l'absence d'informations à jour sur les aires protégées et les zones environnementales sensibles.

Notant que le Système d'Information Géographique ou SIG est un outil principal appliqué sur toutes les entités mentionnées ci-dessus. Il permet de

visualiser, identifier, collecter, stocker, gérer, analyser et présenter les données géographiques et cartographiques. Il permet également de superposer des couches d'informations pertinentes sur les territoires et surtout les fonciers, telles que les limites des tous les statuts de terre et les systèmes de zonage. Il réinterprète les données foncières, de l'aménagement du territoire et des communes facilitant ainsi la prise de décisions éclairées. Il intègre également des données provenant de différentes couches, offrant une vue d'ensemble cohérente et complète.

METHODOLOGIES

Pour les services fonciers

- **Recensement parcellaire⁴⁷ :**

L'approche méthodologique de recensement parcellaire comprend l'obtention de toutes les parcelles définies avec leurs informations correspondantes dans l'image satellitaire bien corrigé et géoréférencé ainsi que tous les plans conservés au niveau de la circonscription topographique et domaniale. L'objectif est de trouver un plan par chaque parcelle vérifiable afin d'identifier précisément les statuts de terre dans cette zone définie selon l'état de lieu.

Les principes du recensement parcellaire se divisent en deux étapes, dont :

Au niveau du service foncier :

- Inventaire des plans disponibles (Topo ou Domaine ou Propriétaire) ;
- Restauration des plans vétustés ;
- Numérisation des plans trouvés après restauration efficace
- Géoréférencement de tous les plans numérisés à l'aide de leurs coordonnées sur le fond image satellitaire ;
- Vectorisation de tous les plans géoréférencés ;
- Saisie alphanumérique des informations précises selon les documents correspondants (exemple : pour les titres à partir du livre foncier, cadastres) ;
- Récupération des informations manquantes (recherche infructueuse ou descente sur terrain),
- Traitement de toutes les informations récupérées en utilisant le fond image satellitaire.

⁴⁷ Recensement parcellaire qui indique l'inventaire de toutes parcelles existantes dans une zone définie

Cette approche garantit que les produits livrés sont vérifiables à partir de tous les dossiers inscrits au niveau des services compétents.

A partir des images satellitaires :

Les images satellitaires de haute résolution peuvent être exploitées pour identifier les caractéristiques physiques sur une zone donnée. Ils peuvent également fournir des informations détaillées sur leur emplacement. L'utilisation des outils modernes appliqué sur les images satellitaires est indispensable pour avoir la bonne précision à court terme.

A l'aide de l'existence des images satellitaires, on pourra faire le recensement parcellaire en suivant les étapes ci-dessous :

- Etude et formation sur l'interprétation et l'utilisation des images satellitaires (classification et localisation) ;
- Inventaire et zonage des statuts de terre existants sur le fond image satellitaire autres que les plans disponibles aux Services Fonciers ;
- Vectorisation de toutes les limites déjà inventoriées préalablement, trouvées et déjà vérifiées (DP, DPE, PPNT, TSS) ;
- Conception de base de données alphanumérique des informations selon les cas trouvés (exemple : DPE, PPNT, TSS...) ;
- Contrôle et validation des données collectées sur le lieu afin d'élaborer de bases de données fiables (descente sur terrain et concertation avec les autorités locales et les Fokonolona concernés) ;



Photo 1 : Concertation et validation des informations des parcelles en possession avec le Fokonolona

- Rectification et correction après contrôle.

Ces approches garantissent que les produits livrés sont vérifiables à partir de l'interprétation du fond d'image dans le cas où les parcelles sont indisponibles au niveau du service foncier.

.Méthodologie pour la délimitation des terrains :

La délimitation pourrait réaliser par des différentes manières en utilisant des outils technologiques et des méthodes spécifiques.

Les approches générales que l'on pourrait envisager sont les suivantes :

- Utilisation des images satellitaires à l'aide des logiciels appropriés :

Les images satellitaires à haute résolution peuvent être exploitées pour délimiter les caractéristiques physiques sur une zone donnée. Elles fournissent des informations sur la localisation précise.

- Collaboration avec les autorités locales :

Le travail en étroite collaboration avec les autorités locales est essentiel pour obtenir des données fiables et à jour.

Il est important de noter que la délimitation des terrains nécessite souvent une combinaison de ces approches et peut dépendre des textes réglementaires et des normes en vigueur, en tenant compte le plan foncier, le plan d'urbanisme et le plan de la ville ainsi que les projets d'urbanisation existants. Les professionnels de la géomatique, de l'ingénierie géospatiale et du droit foncier peuvent être impliqués dans ces processus pour garantir une précision et une conformité appropriée.

On remarque que la délimitation ouverte comme la délimitation des routes, des chemins de fer... a des méthodologies spécifiques en respectant les lois relatives à l'urbanisme et l'aménagement existantes dont :

- Identification des domaines en ligne existants sur les images satellitaires ;
- Classification de ces catégories par rapport à la structuration inscrite dans les chartes routières ou ferroviaires, au niveau du ministère des travaux publics ou autres ;
- Vectorisation de toutes les limites déjà identifiées préalablement, trouvées et déjà vérifiées (ex : Route Nationale (RN), Route Provinciale (RP), Route Communale (RC), Chemin public, Chemin de fer...) ;
- Conception de base de données alphanumérique des informations selon ces catégories ;

- Contrôle et validation des données collectées afin d'élaborer les bases de données fiables.

En tout, la finalisation des travaux de méthodologies sur le foncier est l'élaboration de Plan Local d'Occupation Foncier Communal ou PLOFCOM représenté en cartographie. Donc, l'élaboration de PLOFCOM résulte l'ensemble des recensements parcellaires et les délimitations sur une image satellitaire bien calée et géoréférencée.

L'acquisition des images satellitaires à très haute définition et des orthophotos est liée à l'appui des guichets fonciers pour la constitution du PLOFCOM. Cette acquisition sera encadrée par la Direction des Services Topographiques ou DST et le Foibe Taontsarini Madagascar ou FTM.

L'élaboration du PLOFCOM suit les étapes montrées par l'organigramme suivant :

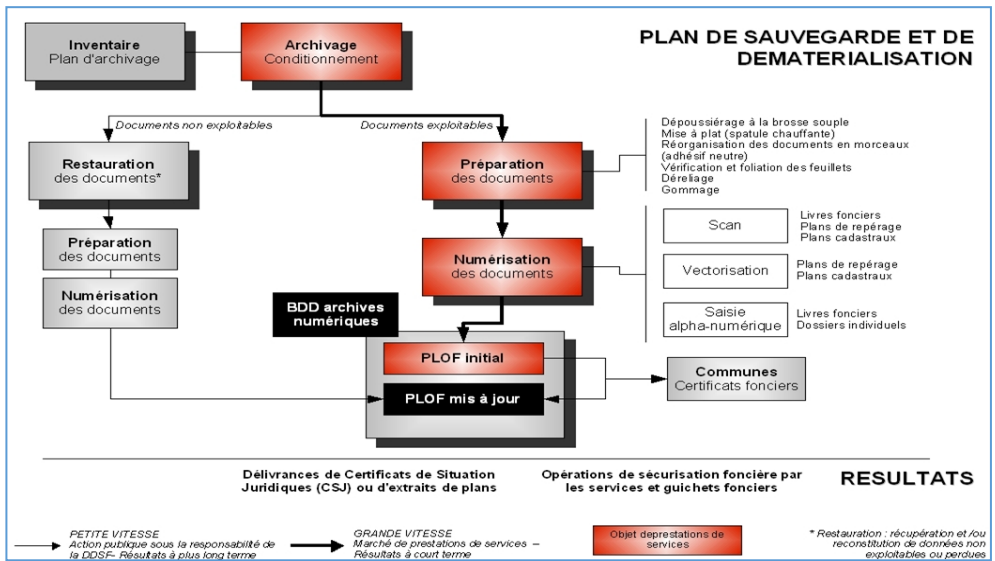


Figure 1: Etapes d'élaboration du PLOF

Pour l'Aménagement du Territoire

- **Méthodologie pour l'autorisation d'occupation du sol :**

En l'absence de ces documents, le Règlement National d'Urbanisme (RNU) s'applique afin de :

- Identifier les diverses servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et les dispositions particulières applicables à certaines parties du territoire,
- Prendre en compte les critères prévus dans le code de l'urbanisme et de l'environnement (étude d'impacts, enquête publique, etc).
- Recenser les documents d'urbanisme existants : Plan Local d'Urbanismes (PLU), Plan d'Occupation de Sol (POS), carte communale.

Les demandes d'autorisation d'occupation du sol concernent les constructions, y compris saisonnières ou à titre précaire, les aménagements dont les lotissements, les installations diverses et travaux, les terrains de camping et autres terrains aménagés pour l'hébergement (habitations légères et résidences mobiles de loisirs).

- ***Méthodologie pour le permis d'aménager :***

La demande de permis d'aménager est une procédure d'autorisation d'occupation des sols et peut s'appliquer, selon leurs caractéristiques, aux lotissements, campings, parcs résidentiels de loisirs, terrains de sport et de loisirs y inclus motorisés, parcs d'attractions ou aires de jeux, golfs, aires de stationnements, dépôts de caravane ou résidences mobiles de loisirs et affouillements ou exhaussements du sol, ainsi qu'aux unités touristiques nouvelles (UTN) pour les zones de montagne.

Il est nécessaire alors de :

- Prendre en compte les règles issues du code de la construction et de l'habitation, notamment les règles relatives à l'accessibilité aux espaces publics, aux établissements recevant du public et aux immeubles de grande hauteur, ainsi qu'à la protection des monuments historiques et des sites,
- Réaliser une étude concernant les voiries et réseaux divers ou VRD : accès, alimentation en eau potable, énergie électrique, eaux usées et eaux pluviales, sécurité d'incendie,
- Faire la synthèse de la faisabilité du projet et demander les autorisations autres que celles prévues par le code de l'urbanisme (notamment l'autorisations de défrichement, loi sur l'eau, installations classées au titre de la protection de l'environnement...),
- Etablir les relevés topographiques, rechercher les servitudes, procéder au bornage ;
- Etablir le projet définitif en concertation avec le maître d'ouvrage et les différents décisionnaires,
- Déposer la demande d'autorisation

- ***Méthodologie pour l'opération d'aménagement urbain :***

Une opération d'aménagement urbain, n'étant soumise ni à la déclaration préalable ni au permis d'aménager, a pour objet de mettre en œuvre un projet, qu'il soit relatif à l'habitat, à l'activité socio-économique, au tourisme, aux loisirs. Ce projet peut intégrer tout ou partie de ces éléments avec éventuellement des équipements collectifs, tout en sauvegardant et en mettant en valeur les espaces naturels et le patrimoine.

L'opération d'aménagement urbain se focalise aux approches suivantes :

- Approche urbanistique : dresser un diagnostic et un état des lieux, mener une étude de faisabilité et formuler des propositions d'aménagement, concevoir le projet, analyser et compenser les impacts envisagés,

- Approche topographique et foncière : avant de faire une planification territoriale, il est primordial de faire le recensement parcellaire dans le but d'avoir une sécurisation foncière efficace,

- Approche technique : conduire une étude technique et financière en matière de VRD et de traitement urbain des espaces en recherchant des solutions alternatives conformes aux principes du développement durable,

- Approche juridique : tout projet doit respecter les codes réglementaires en vigueur et les lois existantes sur l'urbanisme et l'habitat.

- ***Méthodologie pour l'élaboration des données de planification :***

La planification urbaine est une prestation d'études et de conseils auprès des collectivités territoriales. Elle a pour objet de conduire la réflexion et de produire les documents nécessaires à la programmation du développement du territoire communal ou intercommunal. Il peut s'agir, entre autres, d'études pour la réalisation de Schéma de Cohérence Territoriale (Scot), Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou carte communale. Elle peut également se limiter à des réflexions préalables ou postérieures à l'établissement de ces documents cartographiques qui peuvent correspondre, sur un lieu donné, à des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) ; celles-ci pourront conduire à des adaptations du document d'urbanisme (révision ou modification).

En tout, la finalisation des travaux de méthodologies sur l'aménagement du territoire au niveau des communes urbaines est l'élaboration de Plan d'Urbanisme Directeur (PUDi), représenté cartographiquement. Alors, l'élaboration de PUDi résulte l'ensemble de l'autorisation d'occupation du sol, le permis d'aménager, l'opération d'aménagement urbain et l'élaboration des données de planification sur

une image satellitaire bien calée et géoréférencée. Elle est composée des principales étapes suivantes :

- Réaliser le diagnostic territorial et environnemental ;
- Établir une analyse prospective ;
- Élaborer le projet et formaliser les orientations politiques ;
- Consulter les organismes habilités ;
- Organiser la concertation avec le public ;
- Justifier les choix retenus ;
- Assurer la traduction réglementaire et opérationnelle du projet ;
- Procéder à l'évaluation environnementale ;
- Valider juridiquement le document.

Pour la Collectivité Territoriale Décentralisée

- ***Méthodologie pour la voirie :***

L'approche méthodologique pour la voirie s'agit de recenser et de définir le statut des chemins, des voies et des espaces publics ou privés existants.

Pour se faire, trois phases sont à respecter : la phase de diagnostic, la phase opérationnelle, et celle de la mise à jour. Elles permettent, tout d'abord, de rappeler les principes fondamentaux auprès des élus et des services techniques sur les notions de voies privées ouvertes au public et de voies publiques, de classement et de déclassement, d'affectation, d'emprises, d'alignement, et de responsabilités. Aussi, il permettra d'obtenir les arrêtés de classement ou de déclassement dans le domaine public, l'établissement d'un registre des arrêtés municipaux concernant l'application des autorités domaniales et de police de l'aménagement, sans oublier le gain des plans d'alignements annexés au document d'urbanisme, ou à défaut de document d'urbanisme, cela permet la détention des plans d'alignement approuvés par le conseil municipal après enquête publique. Ce recensement débouchera à l'acquisition des registres et plans établis bien localisés et géoréférencés sur le fond image satellitaire.

- ***Méthodologie pour le permis de construire :***

Le permis de construire est primordial pour des travaux des infrastructures tels que la construction d'une nouvelle habitation, d'un immeuble, d'une extension ou d'une modification matérielle d'un bâtiment existant. Il s'agit d'un document officiel

qui atteste que le projet respecte les règles d'urbanisme en vigueur. Cela permet aux autorités locales de contrôler et de réguler le développement urbain afin de garantir la sécurité, l'harmonie et la conformité avec les réglementations locales.

La demande de permis de construire exige quelques documents : alignement, plans topographiques, plans de l'infrastructure à construire, plans d'implantation, Certificat de Situation Juridique ou CSJ, demande manuscrite à adresser au Maire et au Chef du Fokontany.

De ce fait, l'obtention du permis de construire est conditionnée par l'existence des plans approuvés, géoréférencés et localisés. Cette méthodologie nécessite alors des vérifications d'existence des plans sur les bases de données avant toutes les démarches pour justifier que le projet est réalisable.

- ***Méthodologie pour le Certificat Foncier ou CF :***

A partir des recensements parcellaires, surtout la PPNT, la procédure de certificat foncier peut aborder au niveau de la commune possédant de guichet foncier. Cette approche consiste aux :

- Inventaire des Certificats Fonciers existants au niveau du Guichet Foncier ;
- Géoréférencement à l'aide de leurs coordonnées réelles sur le fond image satellitaire ;
- Saisie alphanumérique des informations précises selon les documents correspondants (exemple : certificats fonciers à partir de registre parcellaire),

Cette approche garantit que les produits livrés sont vérifiables à partir de tous les dossiers inscrits au niveau des Guichets Fonciers. A chaque étape du circuit, les responsables communaux doivent utiliser les outils appropriés.

- ***Méthodologie pour l'adressage et l'impôt foncier communal :***

La mise en place d'un système d'adressage et la gestion des impôts fonciers dans une commune urbaine nécessitent la vérification des informations précises sur les bases de données existantes et impliquent plusieurs étapes suivantes :

- Étude préliminaire pour comprendre la situation bien définie sur terrain ;
- Identifier les besoins spécifiques en termes de système d'adressage et de gestion des impôts fonciers ;
- Collecte de données cartographiques pour rassembler toutes les informations précises sur les bases de données existantes surtout les informations foncières tels que la localisation des parcelles et les immobiliers déjà géoréférencée, les contenances des parcelles, ...

- Élaboration d'un système d'adressage logique en utilisant des coordonnées réelles ou une numérotation logique pour les rues et les bâtiments ainsi que l'association de chaque adresse à une localisation géographique précise ;
- Création d'une carte numérique de la commune en utilisant des logiciels SIG (Système d'Information Géographique) et intégration des données d'adressage dans cette carte ;
- Elaboration d'une base de données géospatiale pour stocker les informations liées à l'adressage, aux propriétés foncières et aux impôts fonciers, c'est-à-dire associer chaque propriété à son adresse et aux données fiscales correspondantes ;
- Intégration des données fiscales dans la base de données géospatiale. Cela peut inclure les informations sur la valeur foncière, les catégories d'imposition, etc... ;
- Conception d'une interface conviviale permettant aux autorités municipales de visualiser et de gérer les données cartographiques et fiscales.

Il est essentiel de collaborer avec les autorités locales et de s'assurer que le système est adapté aux besoins spécifiques de la commune.

• Méthodologie d'attribution d'un terrain Attribut spécialement au Commune Urbaine :

L'attribution d'un terrain spécialement à une commune urbaine implique un processus complexe qui doit respecter les réglementations en vigueur, impliquer des diverses parties prenantes et garantir la transparence. Voici une méthodologie générale qu'on doit suivre, bien que la réalité puisse varier en fonction des spécificités locales :

- Évaluation des besoins spécifiques de la commune urbaine en matière d'espaces pour des projets municipaux, tels que des infrastructures publiques, des zones vertes, des bâtiments administratifs, etc... ;
- Identification des terrains disponibles à partir des bases de données existantes (liste des terrains disponibles dans la commune) qui pourraient répondre aux besoins identifiés ;
- Élaboration d'une politique d'attribution de terrains c'est-à-dire un établissement des critères clairs pour l'attribution des terrains, tenant compte de la destination prévue, des priorités municipales, des exigences légales et consultation des parties prenantes comme les citoyens, les organisations locales, les autorités municipales et d'autres parties prenantes dans le processus de définition des critères pour garantir la représentativité des besoins locaux ;
- Acquisition ou réquisition du terrain :

- Vérifier la propriété des terrains identifiés et s'assurer qu'ils sont conformes aux plans d'urbanisme et aux règlements en vigueur ;

- En fonction de la disponibilité des terrains, négocier avec les propriétaires fonciers ou, si nécessaire, utiliser des procédures légales pour la réquisition de terrains pour des projets d'intérêt public au sein des services compétents.

- Intégration des terrains attribués dans les plans d'urbanisme existants au niveau communal, en veillant à leur utilisation efficace et en cohérence avec le développement durable ;

- Acquisition formelle des terrains conformément aux approbations obtenues ;

- Mise en œuvre des projets approuvés sur les terrains attribués en suivant les plans et les échéanciers établis.

- Mise en place des mécanismes de gestion continue pour s'assurer que les terrains sont utilisés conformément à leur destination initiale et que les projets sont bien entretenus.

La coopération avec les propriétaires fonciers, la consultation publique et la surveillance constante du processus sont des éléments clés pour assurer le succès de l'attribution de terrains à une commune urbaine.

Il est noté que la finalité de cette régularisation s'étend vers les droits de propriétaire au niveau de service compétent (titres fonciers ou certificats fonciers).

RESULTATS

Les résultats peuvent varier en fonction de la manière dont le processus est, de gérer la qualité de la planification, de l'implication des parties prenantes et du respect des normes et réglementations en vigueur. Un processus transparent, équitable et participatif est essentiel pour maximiser les avantages et minimiser les impacts négatifs.

Image satellitaire à haute précision

Les images satellitaires à haute précision au niveau communal peuvent apporter des bénéfices significatifs dans la prise de décision, la gestion des ressources, la surveillance environnementale, et d'autres domaines cruciaux pour le développement durable et la préservation de l'environnement.

Ils peuvent être utilisés dans la planification urbaine pour surveiller la croissance des zones urbaines, planifier l'infrastructure, et gérer les ressources urbaines telles que les zones d'habitation, zones inondables etc.....

Ils peuvent également aider à identifier tous les statuts de terre et les recensements parcellaires locaux et à gérer toutes les ressources naturelles telles que les aires protégées, les forêts, les mines, les réserves naturelles, et toutes les zones de conservation. Ils contribuent à la cartographie précise du relief et des caractéristiques géographiques.

Sans oublier, ils nous aident aux géoréférences, géolocalisation et calages des matériels ou des outils utilisés par chaque entité locale, qui sont nécessaires surtout pour les travaux fonciers.



Image 1: Extrait de l'Image Satellitaire de la CU d'Antsirabe

Plan Locale d'Occupation Foncière Communal (PLOFCOM)

La mise en place de « PLOFCOM » ou Plan Local d'Occupation Foncière Communale fiable est un système pouvant détecter tous les statuts de terres à l'aide de l'existence des images satellitaires notamment : Domaine Public (DP), Domaine Privé de l'Etat (DPE), Propriété Privé Titré (PPT), Propriété Privé Non Titré avec mise en valeur (PPNT) et Terrain à Statut Spécifique (TSS).



*Plan 2: Plan Local d'Occupation Foncière, Aménagement du Territoire et de la
CU d'Antsirabe*

Plan d'Urbanisme Directeur (PUDi)

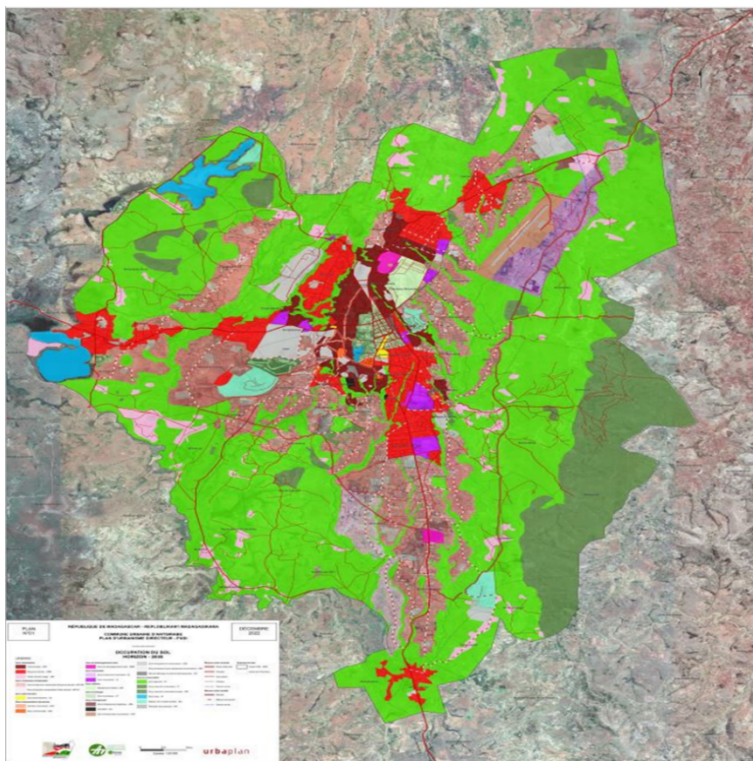
L'utilisation d'un Plan d'Urbanisme Directeur au niveau communal contribue à une croissance urbaine planifiée, durable, et harmonieuse, tout en répondant aux besoins des résidents et en favorisant le développement économique et social.

Le PUDi permet une planification urbaine à long terme à partir de l'établissement de zoning (zone à conserver, zone à renouveler, zone à créer), facilitant la création d'une vision stratégique pour le développement des zones urbaines. Cela favorise une croissance ordonnée et durable.

En définissant clairement les zones réservées à différents usages (résidentiel, commercial, industriel, espaces verts, etc...), Il aide à optimiser l'utilisation ou la gestion efficace de l'espace urbain, évitant ainsi l'étalement incontrôlé.

Il permet de coordonner le développement des infrastructures, telles que principales voies de circulation : les routes, les réseaux d'eau et d'assainissement, les services publics, en garantissant qu'ils répondent aux besoins présents et futurs de la population.

Il assure également que le développement urbain est conforme aux réglementations d'urbanisme en vigueur, évitant ainsi la construction anarchique et illégale.



Plan 3 : Plan D'Urbanisme Directeur de la CU d'Antsirabe

Plans communaux

Les plans communaux sont utilisés pour gérer les questions foncières et d'aménagement du territoire de manière réglementée, planifiée et concertée, afin d'assurer la qualité de l'urbanisme, de répondre aux besoins locaux et de favoriser un développement harmonieux de la commune. Ils sont élaborés en tenant compte des spécificités locales, des ressources disponibles et des aspirations des citoyens ou des habitants. Or, de ces attributions, la Commune est censée être un organisme exécutant sur tout ce qui est schéma d'Aménagement, comme le SAIC ou Schéma d'Aménagement Inter-Communaux et aussi du SAC ou Schémas d'Aménagement Communaux et spécialement pour la commune urbaine le PUDi.

En tout, pour rassembler les outils utilisés par chaque entité : les services fonciers, l'aménagement du territoire et la CTD, la création d'un outil unique, dénommé "LAND PLATFORM", est indispensable pour une extension du logiciel QGIS afin d'avoir la cohérence ou la compatibilité de ces outils composés de :

- Images Satellitaires bien contrôlées et géoréférencées
- SIG

- PLOFCOM vérifié et contrôlé
- PUDi de la commune urbaine validé
- Logiciels (POSTGRESQL, POSTGIS, GEOSERVER)
- SERVEUR avec connexion

OUTILS DE PLANIFICATION TERRITORIALE ET FONCIER COMPATIBLE

Legend

ZONE_TAMPON_ANTSIRABE_J

PLOF_ANTSIRABE_J_TAMPON

Ab_occupation_sol_PUDI_2035

<all other values>

Zonage2035

Cimetière

Corridor commercial

Équipement militaire

Espace vert et jardin publics

Faible densité village

Forte densité

Moyenne densité

Plan d'eau

Perimètre de protection

Site de décharge et centre d'enfouissement

Site de décharge et centre d'enfouissement (STEP)

Zone administrative

Zone agricole

Zone aéroportuaire et portuaire

Zone aéroportuaire et portuaire (Pôle)

Zone commerciale

Zone d'extension industrielle

Zone d'extension pour équipement socioculturel

Zone d'extension résidentielle Moyenne densité

Zone d'extension résidentielle Faible densité

Zone d'équipement logistique

Zone d'équipement socioculturel

Zone de développement mixte

Zone industrielle

Zone naturelle et forestière

Zone naturelle et forestière boisée

Zone touristique

Image_Fusion_Antsirabe.ecw

RGB

Red: Red

Green: Green

Blue: Blue

Ab_occupation_sol_PUDI_2035

<all other values>

Zonage2035

Cimetière

Corridor commercial

Équipement militaire

Espace vert et jardin publics

Faible densité village

Forte densité

Moyenne densité

Plan d'eau

Perimètre de protection

Site de décharge et centre d'enfouissement

Site de décharge et centre d'enfouissement (STEP)

Zone administrative

Zone agricole

Zone aéroportuaire et portuaire

Zone aéroportuaire et portuaire (Pôle)

Zone commerciale

Zone d'extension industrielle

Zone d'extension pour équipement socioculturel

Zone d'extension résidentielle Moyenne densité

Zone d'extension résidentielle Faible densité

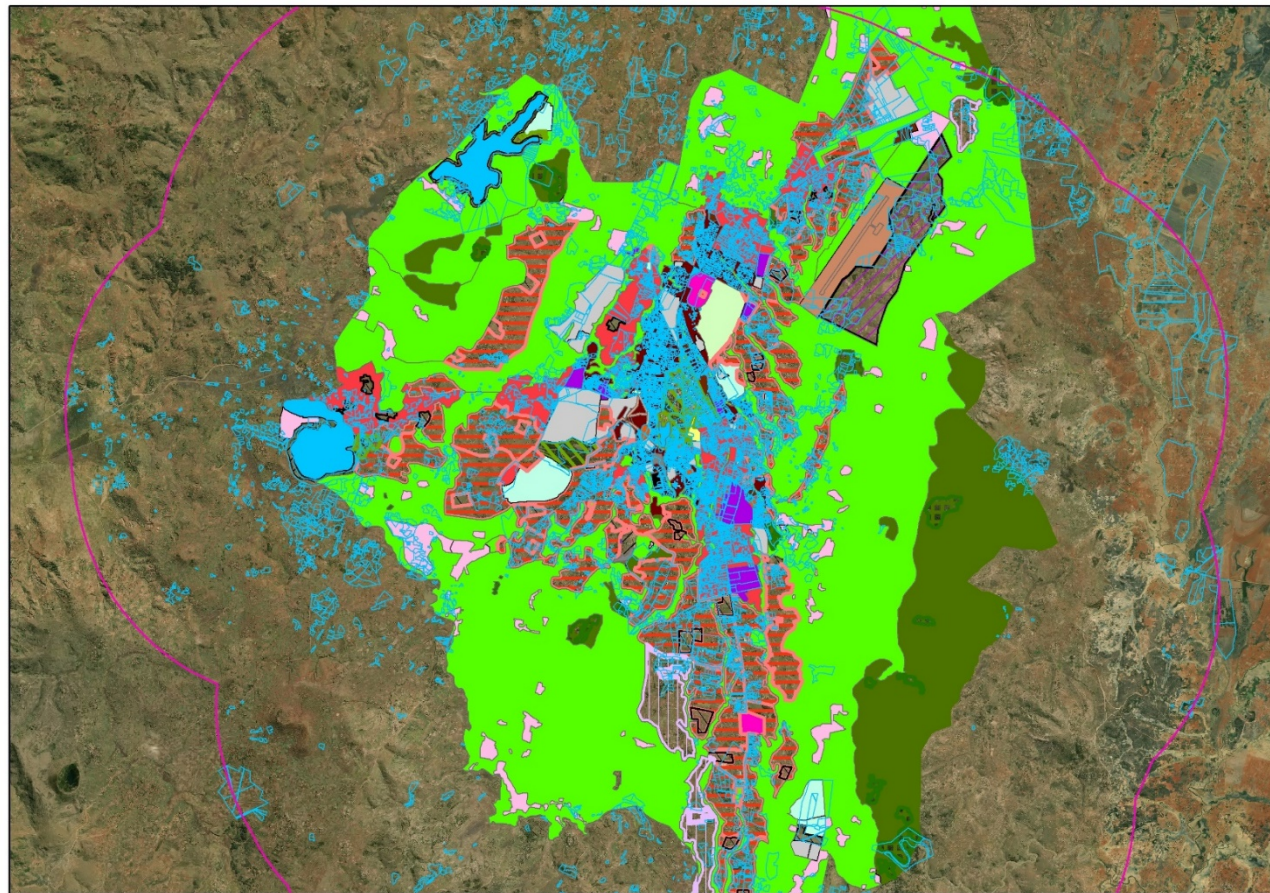
Zone d'équipement logistique

Zone d'équipement socioculturel

Zone de développement mixte

Zone industrielle

Zone naturelle et forestière



DISCUSSIONS

La mise en compatibilité des outils de planification territoriale et du foncier au niveau des communes urbaines est cruciale pour une gestion optimale des terres. Cette initiative vise à harmoniser les mécanismes de planification urbaine et les politiques foncières, favorisant un développement urbain cohérent et durable.

Les discussions soulignent l'importance de converger les objectifs, anticiper les conflits fonciers, promouvoir une utilisation efficace des terres, garantir la participation communautaire, et soutenir la collaboration entre les acteurs locaux. L'adaptation aux réalités locales, l'intégration des nouvelles technologies innovantes, et la définition d'indicateurs de réussite sont également des aspects clés pour assurer le succès de cette mise en compatibilité. La discussion autour de ces points pourrait contribuer à définir des stratégies et des mécanismes concrètes pour mettre en œuvre une gestion foncière avec planification territoriale plus efficace.

Pour assurer l'efficacité de ces outils, les entités concernées doivent prendre des mesures selon les dispositifs légaux correspondant à chaque responsabilité et les réglementations en vigueur.

CONCLUSION

L'intégration harmonieuse et l'interconnexion des outils de planification territoriale et du foncier constituent une plateforme qui est une approche stratégique et politique pour assurer la gestion foncière et les mécanismes de la planification territoriale au niveau des communes urbaines. En alignant ces outils, on peut anticiper et résoudre les conflits fonciers, promouvoir une utilisation efficiente des terres, et soutenir une croissance urbaine équilibrée tout en tenant compte des besoins de la communauté locale. Ce processus favorisera une coordination efficace, créant ainsi les conditions propices à un développement territorial durable, équilibré et crucial pour répondre aux défis spécifiques liés à l'urbanisation croissante dans le contexte urbain. Cela vise à gérer numériquement et disponibles en ligne toutes les informations communes.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIES

Ouvrages et rapports

- 1) Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Travaux Publics, ***Etat de lieu des outils de planification de l'aménagement du territoire***, élaboré par l'Observatoire de l'Aménagement du Territoire, 27pages, 2013 ;
- 2) Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Travaux Publics, ***Méthodologie d'amélioration de la qualité du PLOF*** (Méthodologie de repositionnement du titre) ; élaboré par la Direction des Services Topographiques, Service SPLOF, 2014 ;

- 3) Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation, ***Programme d'élaboration d'un plan d'urbanisme directeur***, 11pages, 2011 ;
- 4) Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation, **PUDI** Commune Urbaine d'Antsirabe Existant, 70 pages, 2013 ;
- 5) Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation, **PUDI** Commune Urbaine d'Antsirabe Projection, 112 pages, 2011 ;
- 6) Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Services Fonciers, **PUDI** Commune Urbaine d'Antsirabe nouveau, 112 pages, 2021.
- 7) Jacques Morisset, *l'urbanisation ou le nouveau défi malgache*, Banque mondiale, urbanchallenge_final.pdf, 224 pages, 2011 ;
- 8) HERITIANA Xaver, « Diagnostique politique et économique du secteur électrique Madagascar », 2021 ;
- 9) Abdillah Attoumani, « La croissance de la ville d'Antananarivo et ses conséquences », 2021 ;
- 10) François Bertrand, « L'aménagement du territoire et développement durable », 2016 ;
- 11) Narizo Mahefa Rahaingoalison, « Contribution to the Modeling of the Urban Space with a View to Its Development Oriented towards a Better Management and a Decongestion of Traffic in Antananarivo, 2020.

Texte juridique

- 12) Loi N°2005-019 du 17 Octobre 2005 fixant les principes régissant les statuts des terres à Madagascar ;
- 13) Loi N°2022-013 du 01 Août 2022 portant refonte des règles fixant le régime juridique de la propriété foncière privée non titrée ;
- 14) Loi n° 2014-020 du 27 Septembre 2014 relative aux ressources des Collectivités Territoriales Décentralisées, aux modalités d'élection, ainsi qu'à l'organisation, au fonctionnement et aux attributions de leurs organes ;
- 15) Loi n°2015-051 du 03 Février 2016 qui porte orientation de l'aménagement du territoire constitue le premier cadre juridique de référence en matière d'aménagement du territoire (LOAT) ;
- 16) Loi n°2015-052 du 03 Février 2016 relative à l'Urbanisme et à l'Habitat (LUH) ;
- 17) Le Décret n°63-192 du 27 Mars 1963 relatif au Code d'urbanisme et de

l'habitat ;

18) Décret N° 2021-1112 soumettant les documents, les plans topographiques....

Outils règlementaires utilisés.

- Image Satellitaire ou orthophoto ;
- PLOFCOM ;
- PUDi ;
- Logiciels (POSTGRESQL, POSTGIS, GEOSERVER) ;
- QGIS ;
- SIG.

Référentiels.

La mise en compatibilité des outils utilisés sur les fonciers, l'Aménagement du Territoire et la commune Urbaine doit être respectée, dont :

- Le référentiel Unique (système de projection : Laborde Madagascar) ;
- La nomenclature standard ;
- L'Uniformisation de format des données (Shape, vecteur, raster, jpg, png...) ;
- L'ordre des couches organisé suivant la possibilité.

POUR UN SOUTIEN DE LA PRODUCTIVITE DES AGRICULTEURS DANS LA REGION DU VAKINANKARATRA

Par

¹RASTEFANO Tsirilala Elie, ²RAMAMONJISOA Bruno, ³RAZAFINDRAIBE Rolland, ³RANJATSON Patrick, ³RAVELO Maxime, ⁴RAKOTOARISON Ainanirina

, ¹Doctorant 4^{ème} année GRND université d'Antananarivo école supérieure des sciences agronomiques école doctorale gestion des ressources naturelles et développement Equipe d'accueil : Economie et Politique Des Ressources Naturelles

²Professeur à l'ED GRND et Directeur de l'Ecole Doctorale GRND

³Enseignant chercheur à l'ED GRND

⁴Directeur financier du groupe SAHANALA Madagascar

RESUME

L'autosuffisance alimentaire est l'un des principaux défis de Madagascar pour sortir de la dépendance à l'importation.

Madagascar dispose d'un énorme potentiel agricole à travers la richesse de ses terres et pourrait s'appuyer sur son agriculture pour accroître son économie.

Les actions de l'Etat semblent se concentrer majoritairement sur des dons, or que les besoins réels des agriculteurs en sont plus infrastructurels.

Nous sommes descendus à Antsirabe, ville mère de la région du Vakinankaratra qui est réputé comme l'une des régions les plus fertiles pays, pour rencontrer une association d'agriculteur pour échanger sur les inconvénients du développement agricole dans leur région.

A travers cet article, nous allons en premier lieu essayer de regrouper l'avis des agriculteurs sur le sujet du développement agricole.

Par la suite, démontrer le potentiel agricole de la région du Vakinankaratra afin de nous prouver que l'agriculture du pays peut réellement apporter un développement.

Mots clés : Economie rural, potentiel agricole, développement.

ABSTRACT

Food self-sufficiency is one of Madagascar's main challenges in moving away from dependence on imports.

Madagascar has enormous agricultural potential through the wealth of its lands and could rely on its agriculture to increase its economy.

State actions seem to focus mainly on donations, but the real needs of farmers are more infrastructural.

We went down to Antsirabe, mother city of the Vakinankaratra region which is renowned as one of the most fertile regions of the country, to meet a farmers' association to discuss the disadvantages of agricultural development in their region.

Through this article, we will first try to bring together the opinions of farmers on the subject of agricultural development.

Subsequently, demonstrate the agricultural potential of the Vakinankaratra region in order to prove to us that the country's agriculture can really bring development.

Key words: Rural economy, agricultural potential, development.

FAMINTINANA

Anisan'ny fanamby lehibe ho an'i Madagasikara amin'ny fialana amin'ny fiankinan-doha amin'ny fanafarana entana ny fahaleovan-tena ara-tsakafo.

Manana taham-pambolena goavana i Madagasikara amin'ny alalan'ny haren'ny taniny ary afaka miantehitra amin'ny fambolena mba hampitomboana ny toekareny.

Toa miompana indrindra amin'ny fanomezana ny hetsiky ny fanjakana, fa ny fotodrafitrasa no tena ilain'ny tantsaha.

Nidina tany Antsirabe, renivohitry ny faritra Vakinankaratra izay malaza ho anisan'ny faritra lonaka indrindra eto amin'ny firenena izahay, nihaona tamin'ny fikambanan'ny tantsaha niresaka momba ny tsy fahampian'ny fampivoarana ny fambolena any amin'ny faritra misy azy.

Amin'ny alalan'ity lahatsoratra ity no hiezahantsika hampivondrona voalohany ny hevitra ny tantsaha momba ny fampandrosoana ny fambolena.

Aseho avy eo amin'ny alalan'ny faritra Vakinankaratra fa tena mitondra fampandrosoana tokoa ny fambolena eto amin'ny firenena raha tsara trandraka.

Teny fototra: Toekarena any ambanivohitra, fambolena, fampandrosoana.

INTRODUCTION

Des systèmes alimentaires sains, durables et inclusifs sont essentiels à la réalisation des objectifs mondiaux de développement. Le développement agricole est défini comme étant l'ensemble des politiques publiques destinées à infléchir le développement. (Yomb, 2012), renforcer le partage de la prospérité et nourrir les milliards de personnes que compte la planète et qu'elle comptera dans les années à venir si on citait la question de la croissance démographique. Par rapport à d'autres secteurs, la croissance de l'agriculture a des effets deux à quatre fois plus efficaces sur l'augmentation du revenu des populations les plus démunies.

L'agriculture est considérée comme facteur essentiel de croissance économique. En 2018, elle représentait 4 % du produit intérieur brut (PIB) mondial (Banque mondiale, Octobre 2021)

Or, plusieurs facteurs risquent de mettre en péril la capacité de l'agriculture à tirer la croissance et à réduire la pauvreté, ainsi que la sécurité alimentaire.

Les importations alimentaires à Madagascar, qui sont dominées par les achats de riz en provenance de l'étranger, ont atteint des niveaux alarmants. L'Etat Malagasy multiplie l'importation de riz pour éviter la hausse des prix en cette période de soudure.

Au total, *la State Procurement of Madagascar*⁴⁸ prévoit d'importer plus de 60 000 tonnes de riz pour le premier trimestre de cette année 2022 en vue de réguler le prix du riz sur le marché.

La région du Vakinankaratra constitue l'une des régions piliers de Madagascar et dispose d'un excellent potentiel agricole. Selon l'EDBM⁴⁹, la région constitue un atout pour l'agriculture puisqu'elle est de vocation agricole et pastorale: productions agricole et d'élevage riches et diversifiées permettant à la Région d'alimenter les nombreuses entreprises de transformation du pôle agro-industriel d'Antsirabe et le marché de la Capitale de Madagascar.

Les surfaces exploitables sont vastes, plus de 120.000 ha, et les sols d'origine volcanique sont très fertiles. Plus de 80% de la population sont des agriculteurs et les conditions agro-climatiques permettent une vaste gamme de cultures. Le savoir-faire des agriculteurs et éleveurs ainsi que leur capacité d'adaptation aux changements constituent une opportunité pour le développement de nouvelles filières agricoles.

Selon la banque mondiale, 80 % des travailleurs pauvres vivent en milieu rural et dépendent de l'agriculture pour vivre.

⁴⁸**State Procurement of Madagascar**: Société de l'Etat mise en place en 2019 pour assurer l'approvisionnement du pays en matière de produit de première nécessité (PPN) et de carburant

⁴⁹**EDBM** : Economic Development Board of Madagascar

Pourtant malgré les différents soutiens des organismes internes et externes à travers les fonds d'investissement pour le développement de la filière, le secteur agricole à Madagascar semble être au point mort pourtant privilégié par ses riches terres agricoles

Paul Pélissier (1979) ira dénoncer que le facteur rare du sous-développement agricole n'est point la terre mais plutôt la force de travail. Une force de travail que les paysans Malgaches semblent pourtant s'être pourvu malgré leurs conditions de vie et de production, puisque les politiques de développement agricole destinées aux agriculteurs ne semblent pas s'associer à leurs besoins primaires notamment en termes d'infrastructure routière qui les tiennent à l'écart des gros contrats de marché.

Nous allons essayer d'élucider à travers cet article les facteurs de blocages du développement agricole, **pourquoi cet agriculture n'arrive t-il pas à apporter un développement pour le pays malgré la richesse de ses terres en terme d'agriculture ?**

Afin de répondre à cela, nous avons émis deux (2) hypothèses :

- **Hypothèse 1:** Les politiques de développement agricole apportées ne correspondent pas aux besoins réels des agriculteurs
- **Hypothèse 2:** L'état des infrastructures routières contraint le commerce des producteurs ainsi que des collecteurs

L'objectif de cet article est d'exposer le potentiel agricole du pays à travers la région du Vakinankaratra et d'analyser la cohérence dans les politiques de développement par rapport aux réelles attentes des paysans.

MATERIELS ET METHODES

Matériels

Justifications du choix pour le présent article

Le secteur agricole est le pilier de l'économie malgache. Il génère 30 à 40% des exportations et emploie 80% des familles malgaches, sur quelque 2,5 millions de petites exploitations. Ses trois sous-secteurs : agriculture, élevage et pêche constituent la clé d'une réduction de la pauvreté et de l'amélioration de la sécurité alimentaire. En effet, ils font vivre 75% de la population du pays, représentent 86% des emplois et 60% de l'emploi des jeunes.

On parle chaque fois d'agriculture comme élément clé du développement surtout pour un pays comme Madagascar, réputé par l'abondance des ses terres. Pourtant ce développement semble être au point mort.

L'Etat joue un rôle primordial dans le soutien à la productivité des agriculteurs selon le sujet du présent article. Chacun des régimes politiques qui se sont succédé ont tous apporté un programme de développement agricole. Pourtant, le sujet de la productivité agricole semble souffrir de plus en plus.

Est-ce causé par une mauvaise approche de l'Etat pour le développement ?

Justification par rapport aux zones d'étude

L'Agriculture, comme dans tout Madagascar, constitue l'activité principale de la Région. En effet, les conditions agro-climatiques et humaines permettent une vaste gamme de cultures.

Quand on parle d'agriculture, on ne peut s'empêcher de citer la région du Vakinankaratra par la diversité agricole qu'elle propose.

La morphologie générale de la région est caractérisée par une grande potentialité de surface exploitable telle que les régions volcaniques de l'Ankaratra, ainsi que les grandes plaines (Ambohibary / Antsirabe) les sols ont, dans l'ensemble, une grande fertilité.

Les sols de la zones Sud, constitués des régions volcaniques autour de l'Ankaratra et de Betafo offrent les conditions agro-climatiques propices à une gamme variée de cultures

La région est à vocation à la fois agro-pastorale et industrielle : « Une climatologie hors du commun et la beauté de ses paysages confèrent à la Région de multiples potentiels économiques dans plusieurs secteurs porteurs. Les activités économiques dans la Région sont classées parmi les plus dynamiques de Madagascar. »

Principales spéculations : cultures vivrières (riz, maïs, manioc, pomme de terre...), cultures industrielles (blés, orge, soja, sorgho...), légumes et arboricultures.

Potentialités :

- Superficies disponibles : 249.431 Ha
- 93% de ménages agricoles dans la Région
- Plus de 900 périmètres irrigués
- Capacités de résilience aux risques climatiques par sa position géographique
- Possibilités d'extension des superficies cultivées dans l'Ouest

■ Proximité géographique de la Capitale : avantages considérables en termes d'accès aux marchés national et international

Méthodes

Sondage

Le tableau premier tableau va démontrer les sondages faits auprès d'une association d'agriculteur dans la région du Vakinankaratra sur la politique de développement que devrait plus se concentrer les organismes (internes et externes).

La sélection des idées de départ inscrit dans la première colonne découle d'une méthode par observation sur les possibilités d'handicap de développement agricole dans la région .

Infrastructures	Résultat du sondage sur 125 membres de l'association des agriculteurs de la région du Vakinankaratra
Débouchés de marché	
Crédits agricoles	
Accompagnements techniques	

Etude statistique

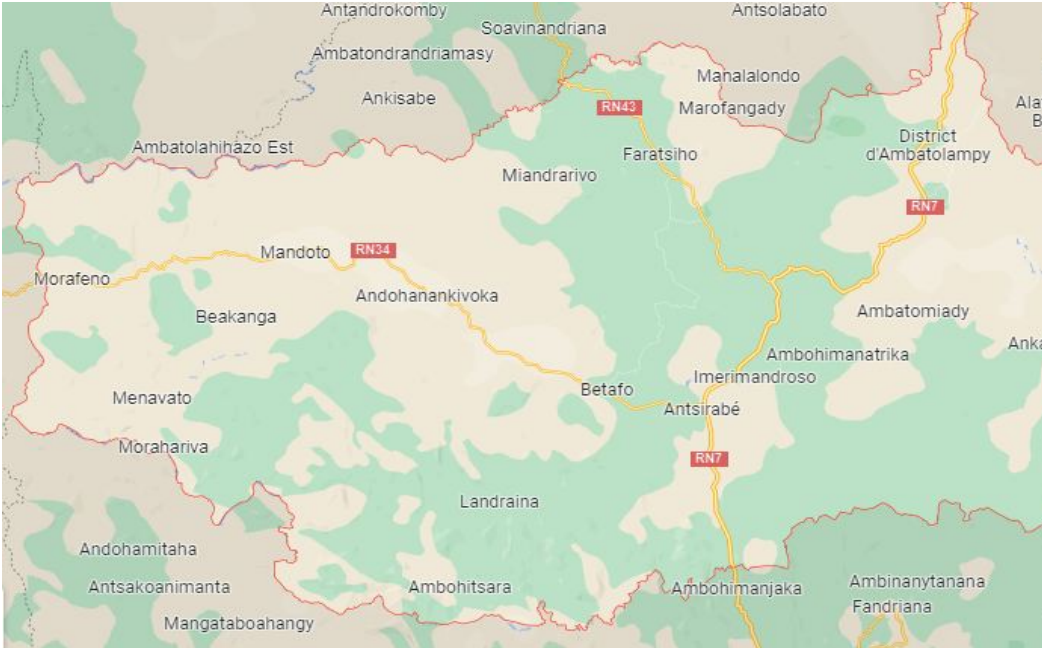
Les tableaux présenteront une revue statistique sur l'année 2021 en matière de production, de surfaces occupées et de revenu annuel pour chaque produit du secteur primaire de la région ; Obtenus auprès du bureau du District du Vakinankaratra.

Les données collectées seront par la suite illustrées par des graphiques en histogramme rattaché à une étude des données sur le logiciel Excel.

Année	Produits	Production	Surface	Revenu annuel
-------	----------	------------	---------	---------------

			occupée	(2021)
N	Xn	Yn%	Zn%	XYn Ariary
N-10	Xn-10	Yn-10%	Zn-10%	XYn-10Ariary

Zone d'étude : Vakinankaratra



Source : Google Map

Présentation démographique

- Population estimée à 2 211 677 habitants en 2020 (Projection INSTAT) sur une superficie de 19 205km2, soit 116 habitants par Km2.
- 2ème Région plus peuplée à Madagascar après Analamanga
- partie orientale a une occupation plus ancienne, donc une population plus dense (entre 110 à 170hab. /km²).
- Partie ouest situé dans le moyen ouest, avec une population moins dense de moins de 70hab. /km²)

Les ressources et potentialités

La région tout entière est à vocation agro-pastorale avec:

- Cultures vivrières des zones tropicales (riz, maïs, manioc.....) et cultures des zones tempérées (arboricultures, blé, orge, soja, sorgho....);
- Elevage extensif de bovidés pour les vastes terres du moyen ouest, et sur la partie orientale favorable à l'élevage laitier (la région fournit 46% de la production laitière du pays).
- Avec 80 595Ha de forêt (4,19% de sa superficie).

Climat d'altitude permettant l'adoption des cultures des zones tempérées (céréales comme le blé et l'orge, les fruits et légumes).

- Les types de sol (volcanique et ferralitique) lui offrent la possibilité d'activités agricoles variées.
- Présence d'une population jeune et donc, d'une abondance de main d'œuvre;

Des sites touristiques très variés (site thermale, lac volcanique, palais de la reine, tourisme rural villageois, etc. ...)

RESULTATS

L'avis des acteurs du secteur agricole

Pour avancer des projets de développement, il est indispensable d'avoir l'avis des acteurs concernés pour ne pas survivre en dehors du contexte.

Dans le tableau suivant, il est question d'illustrer les sondages faits auprès de quelques membres de l'association des agriculteurs de la région du Vakinankaratra. Plus précisément auprès de 125 membres, sélectionnés équitablement à travers chacun des 5 districts.

Tableau 1: Sondage sur les besoins immédiats des paysans en matière de développement agricole

	Antsirabe	Antanifotsy	Ambatolampy	Betafo	Faratsiho	Total	Pourcentage
Infrastructure	17	10	8	19	12	66	52,8
Débouchés de marché	6	13	12	6	10	47	37,6
Crédit Agricole	2	1	3	0	2	8	6,4
Accompagnement technique	0	1	2	0	1	4	3,2
TOTAL	25	25	25	25	25	125	100

Source : Auteur, 2021

Les chiffres énumérés dans le tableau ci-dessus constituent le pourcentage des réponses sélections par les membres d'association concernant la question sur ce qu'ils jugent être frein de développement agricole dans la région.

En premier lieu, nous pouvons constater que la majorité des réponses ont été constitué sur les questions d'infrastructure, notamment ceux des infrastructures routières qui enclavent beaucoup de site agricole de la région. Limitant ainsi le circuit commercial de la production.

Par la suite, on peut également constater qu'après la question des infrastructures routières, le problème survient également dans les débouchés de marché qui selon eux sont dans la majorité destinées pour la consommation de la région mais n'ouvre pas dans un marché plus large. Or que dans la région, l'offre devance largement la demande.

Nous évoquons également dans le tableau la question des crédits agricoles initiés à travers les micros finances. Même si la question ne suscite pas un tel intérêt que ceux cités juste en haut, le sujet reste alarmant puisque le crédit d'investissement reste la base de l'entrepreneuriat agricole.

En ce qui concerne le sujet de l'accompagnement technique, les membres jugent que l'effort apporté à ce sujet par l'Etat et certains organismes comme les ONG est considérable et a été bien bénéfique pour une agriculture de qualité.

La productivité agricole de la région

Le tableau ci-dessus illustre les productions les plus dominantes de la région du Vakinakaratra. Le tableau démontre la production dominante en tonne dans chaque district de la région.

Tableau 2: Productions agricoles du Vakinankaratra (Tonnes)

DISTRICTS/PRODUITS	RIZ	MAÏS	HARICOT	MANIOC	PATATE DOUCE	POMME DE TERRE
Betafo	246 535	24 300	3 785	65 835	23 540	15 655
Ambatolampy	39 870	5 125	1 025	14 660	22 115	18 565
Antanifotsy	86 990	14 805	2 930	29 830	42 190	26 450
Faratsiho	55 543	5 400	1 275	18 860	5 855	29 095
Antsirabe	124 630	31 620	5 095	18 815	74 635	62 775
TOTAL	553 568	81 250	14 110	148 000	168 335	152 540

Source : PRD, Vakinankaratra, 2021

On peut constater par le tableau ci-dessus que le riz reste les productions dominantes dans chacun des 5 communes citées dans le tableau avec un total de 553 568 T / annuels pour l'année 2021.

Malgré que la région soit connue comme région des pommes de terre, on peut voir que la production de patates douces devance le produit d'environ 10 000 tonnes pour l'année 2021.

On peut également constater que les productions sont les plus conséquentes en moyenne dans le district de Betafo et d'Antsirabe.

Evolution de la surface de production

Dans le tableau ci-dessous, nous comparons en l'espace de 10 ans l'évolution de la surface de production agricole pour le riz, le maïs, le haricot, le manioc, la patate douce et la pomme de terre ; les productions agricoles les plus dominantes de la région.

Tableau 3: Superficie de la région Vakinankaratra en 10 ans

	Superficie (Ha)	
Produits	2010	2020
Riz	62 342	87 279
Maïs	35 524	49 734
Haricot	20 952	29 333
Manioc	23 675	33 145
Patate douce	15 658	21 921
Pomme de terre	20 249	2 387

Source : PRD, Vakinankaratra, 2021

En se référant au tableau ci-dessus, on déduit que :

- Pour le riz, on constate une évolution de 55% depuis 2010 à 2020
- Pour le maïs, on constate une évolution de 31%
- 18% pour la production d'haricot vert
- 21% d'évolution de la terre de production en l'espace de 10ans pour la production de manioc
- et 14% d'évolution pour la production de patate douce
- En ce qui concerne la pomme de terre, nous sommes étonnés de constater une diminution de 39% de la terre de production.

Evolution de la productivité dans la région du Vakinankaratra

Malgré que la superficie de production agricole ont eu une croissance conséquente en l'espace de 10Ans, la productivité en est-elle du même ?

Tableau 4 : Comparaison de la Production de la région Vakinankaratra en 10 ans

Production (Tonnes)		
Produits	2010	2020
Riz	553 568	715 708
Maïs	81 250	95 818
Haricot	14 110	16 227
Manioc	148 000	163 392
Patate douce	168 335	185 169
Pomme de terre	152 540	93 726

Source: PRD⁵⁰, Vakinankaratra, 2021

Le tableau suivant se rattache au précédent tableau sur l'illustration de la surface de production. Dans ce tableau par contre, nous allons énumérer la production en tonne qu'a produite chaque superficie agricole citée dans le tableau précédent.

Le pourcentage reste équivalente assez équivalent à celui du précédent tableau.

DISCUSSIONS

La production agricole et le potentiel de la région sont conséquents en raison d'un milieu favorable, d'infrastructures relativement importantes par rapport à de nombreuses autres régions du pays, d'un savoir-faire certain des producteurs avec une grande diversité de produits et d'une localisation géographique qui facilite l'accès aux marchés domestiques et internationaux. La région dispose d'atouts réels pour développer son agriculture en lien avec les activités de conservation, transformation, et commercialisation qui doivent apporter de la valeur ajoutée aux produits et faciliter l'adaptation de l'offre à la demande, qu'elle soit domestique ou internationale. Mais le potentiel de développement agricole de la région de Vakinankaratra ne peut se concrétiser qu'à travers des filières organisées, en particulier au niveau de la production (HLPE⁵¹, 2013). Les exploitations sont de petite taille et commercialisent de faibles quantités, ce qui fait que l'offre en produits agricoles est très atomisée.

JB. Say en définissant l'entrepreneur agricole dans sa fonction de gestion de la production spécifie cet agent économique par sa capacité à mettre en complémentarité trois registres de déploiement de l'activité économique : le registre du management des conditions d'accès aux ressources productives : travail, capital, terre, eau (Steiner, P. ,1997)

Infrastructures

Route :

Vakinankaratra est bien desservie par les routes nationales couvertes de bitumes reliant le chef-lieu de la région avec toutes les régions et provinces de Madagascar. Quant aux pistes reliant les chefs-lieux de districts à ceux des communes, elles sont inaccessibles en saison de pluie. Des barrières de pluies ont été érigées pour éviter que les gros camions passent, mais cette mesure n'a pas toujours été respectée. Les camions des collecteurs sont souvent à l'origine du mauvais état de la route. On ne peut accéder qu'à 20 % des communes de la région en période de pluie avec des camions ou véhicules de type 4x4 (CREAM, 2013).

⁵⁰PRD : Le Plan Régional de Développement

⁵¹HLPE: High Level Panel of Experts. Groupement d'expert mise en place par le comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) permettant de donner un support scientifique aux recommandations politiques adoptées.

Compte tenu des résultats, il n'est pas étonnant que l'infrastructure routière constituent l'une des besoins primordiaux des agriculteurs pour la production.

A travers le Projet « Connecting Madagascar for Inclusive Growth⁵² » relatif à la gestion des routes principales dans certaines zones rurales de Madagascar inscrit dans la loi de finance 2021 par exemple, le montant du financement s'élève à 400 millions USD, soit près de 1 800 milliards d'Ariary. Contrairement à la loi de finance de 2020, sur laquelle, aucun projets de routes principales en zone rural n'était aperçu dans les grandes lignes.

Le manque d'infrastructure routière limite l'accès aux gros marchés et réduit le profit des agriculteurs. Selon J.B Say, l'entrepreneur agricole dans sa fonction de gestion de la production spécifie sa capacité à mettre en complémentarité trois registres de déploiement de l'activité économique : le registre du management des **conditions d'accès** aux ressources productives : travail, capital, terre, eau (Steiner, P., 1997)

Electricité :

L'accès à l'électricité est très inégalitaire dans la région. En effet, sur les 86 communes, 26 seulement disposent de l'électricité. Seules les communes urbaines d'Antsirabe I et d'Ambatolampy sont totalement couvertes par le réseau de la JIRAMA (CREAM⁵³, 2013). Cela ne signifie pas que tous les ménages de ces communes sont branchés au réseau électrique. L'électricité provient de la centrale hydroélectrique pour 25 communes, tandis qu'Antsirabe I et Betafo utilisent des sources thermiques. Deux communes d'Ambatolampy utilisent les panneaux solaires. Il est à signaler que Sahanivotry, dans la commune de Manandona, district d'Antsirabe II dispose d'une centrale hydroélectrique.

Etant donné le coût élevé de la JIRAMA, au niveau domestique l'électricité est utilisée pour l'éclairage, l'alimentation de matériels électriques (notamment la télévision, la radio et le chargement des téléphones). Pour la cuisson des aliments, c'est le charbon de bois qui reste l'énergie la plus utilisée. En dehors des centres urbains, la source d'énergie utilisée reste la lampe à pétrole pour l'éclairage, et le charbon ou bois de chauffe pour la cuisson, avec toutes les implications en termes de pression sur les ressources forestières dans une région fortement marquée par la déforestation. Mais ces derniers demeurent nocifs à l'environnement, or l'accès à

⁵² - Le projet « **Connecting Madagascar for Inclusive Growth** » à hauteur de 400 millions de dollars, vise à améliorer la connectivité, la résilience et la gestion des routes principales dans certaines zones rurales de Madagascar, notamment dans le Sud

- **ONG** : Organisation non gouvernementale est une association à but non lucratif, d'intérêt public, qui ne relève ni de l'État, ni d'institutions internationales

⁵³ **CREAM** : Centre de Recherches, d'Etudes et d'Appui à l'Analyse Économique de Madagascar. L'objectif est de renforcer les capacités du gouvernement de Madagascar en politique économique dans les aspects recherche, analyse, formulation et gestion pour la mise en œuvre du plan d'action.

l'électricité via la JIRAMA est coûteux, tandis que les sources d'énergie solaire nécessitent également des entretiens moyennant un surplus de coût.

Crédit agricole

Le financement du développement local est aujourd'hui très faible et constitue indéniablement un goulot d'étranglement des dynamiques territoriales. Les sources de financement se développent et se diversifient - investissements privés dans l'industrie, implantation d'ONG ou développement de leur activités, développement des banques, etc. - et les participants à l'atelier pensent que la situation peut significativement s'améliorer. Mais pour l'heure les montants concernés sont largement en dessous des besoins et des enjeux, les institutions de micro-finances⁵⁴ (IFM) peinent à se développer car les services offerts, notamment en zone rurale, sont jugés coûteux et risqués, et les financements des ONG apparaissent quelquefois insuffisamment coordonnés avec les actions publiques et parfois ciblés sur des actions qui ne sont pas toujours considérées comme prioritaires.

Etant donné ces difficultés d'accès en matière de financement aux producteurs, des projets d'appui comme Fihariana ont été mis en place par l'Etat en 2019 afin de fournir un soutien technique et financier.

Depuis 2019, Fihariana soutient les entrepreneurs et porteurs de projet dans divers secteurs d'activité et dans diverses régions, cependant la majeure partie des projets reçus et validés par Fihariana appartient au secteur agricole, notamment à hauteur de 61,12%, dont 48,29% dans le secteur agricole et 12,83% se trouvant dans le secteur élevage.

A noter que ce secteur agricole et élevage emploie actuellement 80% de la population active et contribue en étant composante essentielle de l'économie malgache à hauteur de 30% au PIB. D'ailleurs, c'est la raison pour laquelle le programme priorise l'agriculture et l'élevage comme levier de développement du pays, en considérant l'objectif de non seulement d'accroître le revenu mensuel des producteurs mais aussi de répondre aux normes du marché national et international et assurer la sécurité alimentaire et financière du pays.

Accompagnement technique

Dans cette dynamique, la place du conseil aux agriculteurs se trouve en tension entre deux exigences contradictoires : *encadrer* les agriculteurs pour que leurs pratiques correspondent aux différentes réglementations, mais en même temps les accompagner pour leur permettre de fonder localement des façons de faire, voire des modèles de production, qui puissent répondre à ces réglementations. Dénoncé

⁵⁴IMF : Institution de micro finance d'une structure de proximité (ONG, association, coopérative...) qui délivre des services financiers à des populations n'ayant pas accès au système bancaire classique.

par Paul Pélissier (1979) dans un contexte où le facteur rare n'était point du tout la terre mais plutôt la force de travail.

Tout processus d'innovation entraîne des effets de débordement et de cadrage (Callon, 1999). Mais le débordement auquel on assiste aujourd'hui en agriculture n'est pas seulement technique mais aussi organisationnel, et amène de plus en plus les agriculteurs à sortir des cadres de l'accompagnement classique proposé par les agents de développement agricole.

Depuis 2011, 45 000 agriculteurs de la Région du Vakinankaratra, dans 81 communes ont pu profiter du programme de l'AFD⁵⁵. La réforme de la formation agricole et rurale est engagée dans quatre régions (Atsinanana, Analamanga, Amoron'i Mania et Menabe). Un premier guide au métier d'exploitant agricole a été écrit et validé par la commission nationale de Formation agricole et rurale. Des bulletins et notes thématiques sur le riz, le maïs et le manioc ont été élaborés et diffusés aux acteurs du milieu rural, permettant une meilleure connaissance des secteurs.

Les accompagnements proposés par les agents économiques se réduisent à des accompagnements techniques.

Le débordement auquel on assiste aujourd'hui en agriculture n'est pas seulement technique mais aussi organisationnel, et amène de plus en plus les agriculteurs à sortir des cadres de l'accompagnement classique proposé par les agents de développement agricole selon Callon (1999).

Le conseil à l'exploitation agricole est mis en œuvre par une diversité d'acteurs (organisations non gouvernementales, organisations de producteurs, sociétés cotonnières, ministère de l'Agriculture), depuis les années 1990, dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest. Il vise à renouveler les approches classiques de conseil, considérées comme trop descendantes. L'objectif est de renforcer l'autonomie et les capacités à innover des agriculteurs afin qu'ils gèrent mieux les ressources de leurs exploitations (terre, travail, intrants, finances) et leurs activités, agricoles (cultures et cheptels) et non agricoles. Le conseil à l'exploitation familiale permet aussi d'accompagner les initiatives et les projets des exploitations.

Débouché de marché

Les agriculteurs considèrent souvent la commercialisation comme leur problème majeur. Cependant, alors qu'ils sont capables d'identifier des problèmes comme des prix trop bas, un manque de moyens de transport et des pertes post-récolte trop élevées, ils manquent souvent de compétences pour identifier des solutions potentielles à ces problèmes. Une commercialisation efficace implique

⁵⁵AFD : Agence française de développement. Implantée à Madagascar depuis 1952, l'AFD y appuie de nombreux acteurs : ONG, collectivités locales, entreprises et autorités, en faveur d'un développement inclusif et durable.

l'apprentissage de nouvelles compétences, de nouvelles techniques et de nouveaux modes d'obtention de l'information. Les agents de développement qui travaillent avec les ministères de l'agriculture ou les ONG sont souvent bien formés pour les techniques de production horticole, mais manquent souvent de connaissance en commercialisation ou en opérations de post-récolte. Il est nécessaire d'explorer différents moyens pour les aider à développer leurs connaissances dans ces domaines, afin de leur permettre de mieux conseiller les agriculteurs. Il existe une gamme de guides génériques et d'autres ouvrages de formations mis à dispositions par la FAO⁵⁶ et d'autres organismes, mais ceux-ci devraient, dans l'idéal, être adaptés aux circonstances nationales, ce qui permettrait de maximiser leur effet

Production et revenu

Les cultures vivrières occupent plus de 90 % des superficies cultivées. Comme dans le reste du pays, l'agriculture est le fait d'exploitations familiales de petite taille. Quatre-vingt-huit pour cent des exploitants disposent de moins de 1,5ha de surface cultivée, et seulement 3% ont plus de 4 ha (Collectif, 2006). Les chiffres nationaux sont respectivement de 77% et de 4%.

Les principales cultures sont : le riz (environ 87 000 ha, 40% des surfaces cultivées), le maïs (27%), la pomme de terre (16%), le manioc (6%), la patate douce et le haricot souvent associé au maïs (Collectif, 2003). Les vergers fruitiers ont eux aussi une place importante. Il en est de même des cultures potagères et des céréales (orge, avoine) cultivées en contre-saison.

Evolution de la production

Par rapport aux années précédentes (2010), la production de riz a augmenté de 29.29%, le maïs de 17.93% et le manioc de 10.40% en 2020. .

Pour une fin d'amélioration continue de la production locale, il est nécessaire d'assurer l'amélioration de la disponibilité en intrant agricole à travers la multiplication des centres d'approvisionnement à un prix mieux accessible aux producteurs, l'assistance des ménages dans la gestion technique et financière efficiente de l'exploitation, l'assistance des ménages dans l'utilisation efficace des services micro finance qui devrait être facilité pour motiver les producteurs à s'investir dans l'amélioration de l'exploitation à un niveau plus économique que de subsistance, et l'assistance des producteurs dans la lutte contre les ravageurs de cultures.

Aussi, les paysans se satisfaites de leurs petites terres de production, qui sont dans la majorité issue d'héritage. Par faute de moyen ou de crainte d'escroqueries fonciers qui ont pris de l'ampleur depuis quelques dizaines d'années.

CONCLUSION

⁵⁶FAO : L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

La mise en marché des produits est certainement une des clés pour la mise en valeur du potentiel de la Région. L'amélioration des possibilités de commercialisation des produits de la région sur les marchés domestiques et sur les marchés à l'exportation fait partie des priorités évoquées dans les politiques de développement. Elle est fortement liée aux besoins en infrastructures de transport routier et d'aménagements spécifiques, et d'équipements pour les marchés de gros ou de proximité. Elle renvoie aussi à la prise en compte des normes de qualité et au renforcement des capacités des différents acteurs tout au long des chaînes de valeur. Si les potentialités sont jugées importantes, les expériences passées, marquées par des discontinuités et ruptures au niveau de l'aval des filières, invitent à la prudence et insistent sur le besoin d'un accompagnement dans la durée des dynamiques.

Par rapport à l'objectif de cet article, d'exposer le potentiel agricole du pays à travers la région du Vakinakaratra, il a été bien vu que l'agriculture pourrait très bien contribuer au développement socio-économique mais qu'il sera primordial de revoir les politiques de développement agricole apportées par les organismes pour soutenir les acteurs agricoles.

Contrairement à la dénonciation de Paul Pélissier (1979) que le facteur rare du sous développement agricole n'est point la terre mais plutôt la force de travail, il semble que cela va dans l'opposition dans le résultat actuel.

L'infrastructure routière à susciter l'intention de la majorité des acteurs agricoles dans nos travaux de recherches. On a pu tout de même constater que la population rurale a été écouté et que des projets routiers ont été constaté dans les grandes lignes de la loi de finance de 2021. Mais cette politique induira t-elle un réel développement agricole conséquent ?

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES :

- 1) CSA-HLPE, 2013, *Paysans et entrepreneurs. Investir dans l'agriculture des petits exploitants pour la sécurité alimentaire*, Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition, Rome, CSA.
- 2) EDBM, Guide investisseur. Investir dans la région du Vakinankaratra.
- 3) Michel Callon,, « La sociologie peut-elle enrichir l'analyse économique des externalités ? Essai sur la notion de cadrage-débordement », dans D. FORAY et J. MAIRESSE (dir.), *Innovations et performances*, Paris, Editions de l'EHESS, 1999, pp. 399-431.
- 4) Philippe Steiner. (1997). La théorie de l'entrepreneur chez Jean-Baptiste Say et la tradition Cantillon-Knight. *L'Actualité économique*, 73(4), 611-627
- 5) Pélissier P., 1979. Le paysan et le technicien, quelques aspects d'un difficile face-à-face. P. 1-8 in : Ph. Couty, J.Y. Marchal, P. Pélissier, M. Poussi, G. Savonnet, A. Schwartz (eds.), *Maîtrise de l'espace agraire et développement en Afrique*

tropicale. Logique paysanne et rationalité technique. ORSTOM, Paris, 601 p. (texte réédité en 1995 dans Pélissier P. : Campagnes africaines en devenir, Éditions Arguments, Paris : 206-217).

- 6) Yomb Jacque (2012). « Lien social, socioéconomie foncière et habitat en milieu urbain camerounais », *Les cahiers du MECAS*, n°8, Alger, Université de Tlencem.